

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT ET RÔLE
DE LA
PETITE PROPRIÉTÉ RURALE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Samedi 24 novembre 1900, à 1 heure et demie

PAR

L. TAINURIER

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR ADJOINT

SUFFRAGANTS { M. VIGNES, AGRÉGÉ
 { M. TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS

DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT .

1, place d'Armes, 1

1900

ÉTAT ET RÔLE
DE LA
PETITE PROPRIÉTÉ RURALE
EN FRANCE

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTAT ET RÔLE
DE LA
PETITE PROPRIÉTÉ RURALE
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Samedi 24 novembre 1900, à 1 heure et demie

PAR

L. TAINURIER

SOUS LA PRÉSIDENTICE DE M. TRUCHY, PROFESSEUR ADJOINT

SUFFRAGANTS { M. VIGNES, AGRÉGÉ
 { M. TRINQUAT, CHARGÉ DE COURS



DIJON
LIBRAIRIE L. VENOT

1, place d'Armes, 1

1900

ÉTAT ET RÔLE

DE LA

PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

EN FRANCE

OBJET ET DIVISION DE CETTE ÉTUDE

La question du problème foncier, en France comme à l'étranger, est toute d'actualité. Le parti socialiste, encouragé par ses succès auprès des ouvriers des villes dont la grande majorité est aujourd'hui groupée autour de son drapeau, tente de gagner à sa cause les populations rurales; nous sommes en pleine période de lutte, et l'agitation créée partout par les agrariens, a donné naissance à une immense littérature traitant toutes les questions touchant à la répartition de la propriété foncière. Mais l'intérêt que présente ce problème est aujourd'hui plus grand que jamais; c'est pourquoi nous l'avons choisi comme sujet de notre thèse.

Nous l'envisagerons sous un angle très spécial, et en étudiant l'évolution de la petite propriété rurale,

sa valeur économique, son rôle social, nous nous efforcerons d'éviter la passion et le parti pris qui est le gros écueil contre lequel on se heurte dans les questions d'actualité.

Nous n'avons pas l'intention, dans cette étude, de nous placer au point de vue juridique; c'est un travail avant tout économique que nous nous proposons de faire.

Après avoir, dans une première partie, dégagé de certains problèmes avec lesquels on les confond trop souvent celui que nous voulons étudier, et donner une définition aussi exacte que possible de la petite propriété rurale telle que nous la concevons, nous étudierons, dans une seconde partie, son évolution, ce qu'elle fut aux temps de la féodalité, de la monarchie absolue, de la Révolution française, et quelle est la place qu'elle occupe aujourd'hui dans la répartition totale.

Nous chercherons ensuite, dans la troisième partie, quel est le rôle social joué par la petite propriété dans notre société démocratique, et avant de conclure, nous verrons, dans la quatrième partie, quelle est sa valeur économique, tant au point de vue individuel qu'au point de vue de la société tout entière.

PREMIÈRE PARTIE

TITRE PREMIER

Différents problèmes qui se posent à propos du morcellement : division de la propriété, dispersion et fractionnement parcellaire ; distinction de ces trois problèmes. La petite propriété, la petite culture et les cotes foncières.

Avant d'entrer dans le cadre de notre sujet, il convient de le bien délimiter et de ne pas confondre certains problèmes avec celui que nous nous proposons d'étudier. Cette confusion, du reste, est fréquente, et vient de ce que le mot « morcellement » est également employé pour désigner la dispersion des propriétés sur un territoire, la division du sol ou même le fractionnement parcellaire.

Quelques mots sur ces trois questions, et voyons en quoi elles se distinguent l'une de l'autre.

Le domaine d'un propriétaire peut, et cela arrive fort souvent, au lieu de former un tout compact, un domaine « d'un seul tenant », être divisé en parcelles de terre non contiguës, enclavées dans les héritages voisins ; en un mot, la propriété, au lieu d'être constituée par une seule pièce de terre, l'est par cinq,

dix, quinze morceaux de champs, disséminés sur le territoire d'une commune, on dit alors que la propriété est dispersée.

C'est là souvent le cas de la petite propriété, et c'est du reste une lourde charge pour elle, que les agronomes et les auteurs d'Économie rurale déplorent amèrement, à cause des inconvénients et des maux qu'elle entraîne à sa suite. Il ne faut pourtant pas exagérer, il arrive que les petits domaines ne présentent pas ces inconvénients; certaines régions de la France, au contraire, nous offrent le spectacle d'une division en sol assez avancée, sans pour cela que les terres, dont la réunion forme les petites propriétés, soient dispersées d'une façon exagérée (1). Mais ce n'est là qu'une question connexe à celle que nous voulons étudier, celle de la division, du fractionnement du sol entre les individus, la part de chacun devenant plus petite lorsque le nombre des propriétaires augmente.

Le mot morcellement, nous l'avons vu, a une troisième signification, et s'applique aussi au morcellement parcellaire, question qui ne présente plus que de vagues ressemblances avec celle de la petite propriété.

Le fractionnement parcellaire n'est autre chose que la division de la terre en parcelles, telle qu'elle a été faite par le cadastre; ce n'est plus, comme le dit

(1) V. Le Play : *Réforme sociale*, chap. xxxvi, sur la Succession.

M. de Foville dans son ouvrage *Le Morcellement*, qu'une question d'aménagement de culture, et chaque propriétaire, « sans aliéner son bien, peut en fractionner la superficie, soit en multipliant les clôtures ou en variant les modes d'exploitation (1). » On appelle, en effet, parcelle, chaque portion de terrain plus ou moins grande, présentant une même nature de culture et appartenant au même propriétaire.

Il convient encore de ne pas confondre les notions de petite culture avec celles de petite propriété, car si elles présentent quelques ressemblances, elles ne sont pas toujours identiques.

Qu'entend-on par culture ou par exploitation ? Quels en sont les éléments constitutifs ? Les terres cultivées par un même individu, seul ou à l'aide de domestiques, mais qui tous ne reçoivent les ordres que de lui, le mobilier agricole, c'est-à-dire les bestiaux qui ne forment qu'un seul troupeau et tout ce qui sert à la culture, les bâtiments habités par l'exploitant et ses aides et qui servent d'abri au bétail et aux instruments aratoires, voilà le tout économique qui constitue l'exploitation. Cette dernière, comme le dit fort justement M. René Henry (2) dans son étude sur la petite propriété en France, est « un organisme dont l'étendue et la forme sont délimitées non seulement par le réseau des frontières de propriété qui ne sont pour lui qu'une entrave, mais encore et surtout par des

(1) De Foville : *Le Morcellement*, p. 2.

(2) René Henry : *La petite propriété rurale en France*, p. 5.

« causes économiques. » La propriété, au contraire, n'a que des frontières juridiques, et c'est là surtout ce qui la distingue de l'exploitation.

Quoique différentes de leur nature, la grande culture accompagne ordinairement la grande propriété, de même que le plus souvent la petite culture provient de la division du sol entre les propriétaires.

Il est bien entendu, cependant, qu'il ne faut pas voir là un rapport de cause à effet, l'étendue de la propriété ne commande en rien l'étendue de la culture :

On voit fréquemment de grandes propriétés divisées, morcelées en un certain nombre de petites exploitations. En Angleterre (1), en Irlande surtout, et même en France, de grands propriétaires, faute de pouvoir louer leurs grands domaines, sont obligés de les diviser en deux, trois ou quatre exploitations de moindre importance, et, en sens inverse, il n'est pas rare qu'un même cultivateur réunisse entre ses mains la terre de plusieurs petits propriétaires qui, dès lors, ne forment plus qu'une seule exploitation. Cette situation est devenue si fréquente, dans nos régions de l'Est surtout, qu'elle est aujourd'hui normale.

Le problème de la division du sol et celui de la culture éveillent des réflexions absolument différentes. Nous verrons, en effet, que si le morcellement de la propriété est, au point de vue social, un fait heureux,

(1) V. *Petite propriété en France et en Angleterre*, *Économiste Français*, 1875, tome I, p. 293.

les petites exploitations, au contraire, peuvent être considérées comme présentant, au point de vue économique, des avantages beaucoup plus discutables.

Reste enfin, avant d'entrer complètement dans notre sujet, à définir la cote foncière et à se mettre en garde contre les dangers que trop souvent ceux qui se sont servi des statistiques n'ont pas su éviter, et qui est de confondre la cote foncière et la propriété, ou du moins de conclure du nombre des cotes à un nombre correspondant de propriétaires.

Chaque année, les percepteurs dressent un état des personnes dont les propriétés se trouvent comprises dans le ressort de leurs perceptions; chacune de ces personnes reçoit ensuite un avertissement indiquant le montant de l'impôt : c'est la cote foncière. Chaque propriétaire a donc une cote distincte pour tous les immeubles qu'il possède dans l'étendue d'une même perception. Beaucoup d'individus ayant des biens dans plusieurs communes qui dépendent de perceptions différentes ont, par conséquent, à payer plusieurs cotes; aussi, le nombre de ces dernières est-il forcément supérieur à celui des propriétaires,

Il était nécessaire de nous mettre en garde contre une semblable méprise.

TITRE II

Définition de la propriété rurale. Différentes idées qui peuvent servir de bases au classement des coupures du morcellement : étendue, moyens de production, modes d'exploitation, situation sociale des propriétaires. — Notre définition.

Maintenant que nous avons clairement posé la question que nous nous proposons d'étudier, en la distinguant bien des problèmes connexes avec lesquels on pourrait la confondre, il s'agit de définir d'une façon aussi satisfaisante que possible, ce que nous entendons par cette expression « petite propriété rurale ». Rien n'est plus difficile que de trouver une définition exempte de toute critique, aussi les économistes qui se sont occupés du problème de la division du sol, définissent-ils presque tous la petite propriété de façon différente.

Plusieurs idées peuvent servir de base au classement des coupures du morcellement. On a tout d'abord songé, et cela tout naturellement, à les classer mathématiquement, en ne considérant que leur étendue; une définition mathématique plaît davantage à l'esprit par sa simplicité, mais, à notre avis, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de se servir uniquement de la notion de l'étendue pour cette classification, et malgré l'autorité incontestable

de ceux qui ont admis la surface comme critérium de la distinction entre les coupures du morcellement, nous ne pouvons partager leur manière de voir. En effet, malgré son apparence de précision et d'exactitude, une définition basée sur cette idée est forcément fausse et incomplète : c'est la situation, la fertilité d'une terre qui en rend la valeur plus ou moins grande, et ne s'attacher qu'à la quantité d'ares ou d'hectares qu'elle renferme, c'est résolument se vouer à l'inexactitude. On classerait alors dans la même catégorie une propriété de vigne en plein rapport et une propriété constituée par des terres de montagnes pauvres et presque stériles? Une propriété formée par de riches pâturages tels que ceux que l'on rencontre dans le Nivernais et une autre formée de champs arides et rocheux de la Basse-Bretagne parce qu'elles ont la même surface? Mais un hectare de l'une vaudrait mieux que 20 hectares de l'autre!

Ceux qui proposent de tenir compte de l'étendue pour distinguer la petite, la moyenne et la grande propriété, doivent donc forcément se contenter d'un chiffre très approximatif, et alors disparaît complètement l'avantage d'une définition mathématique. On est dans l'Eure, dit Baudrillard, « petit propriétaire avec 30 hectares, qui ailleurs forment la propriété moyenne; dans le même département, la moyenne propriété atteint les limites extrêmes de 100 hectares (1) ».

(1) Baudrillard : *Les populations agricoles de la France*, p. 273, t. I.

Aussi les auteurs varient-ils presque tous dans leurs appréciations lorsqu'il s'agit de fixer le point où commence et où finit l'une des coupurés du morcellement.

M. de Foville (1) et l'administration des contributions indirectes adoptent comme limite de la petite propriété la contenance de 6 hectares. Le Ministère de l'agriculture, dans les enquêtes décennales agricoles, va plus loin (2) : la très petite propriété serait inférieure à 1 hectare, la petite s'arrêterait à 10, la moyenne à 40 ; au-delà de ce chiffre, on serait en face de la grande.

M. Zolla (3), dans ses *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, indique le même chiffre, tandis que M. René Henry (4) irait volontiers beaucoup plus loin et serait tenté de considérer comme petite la propriété de 20 hectares. Etant donné une telle différence dans les appréciations, on conçoit aisément que l'on ait cherché ailleurs la base de la distinction à faire entre les différentes catégories de propriété.

On a cru voir dans les divers moyens de production employés par les propriétaires et dans les modes d'exploitation du sol, la base d'une excellente définition et bien des économistes éminents se sont arrêtés à cette idée.

(1) De Foville : *op. cit.*, p. 51.

(2) *Statistiques décennales agricoles*, 1892, p. 278 et suiv.

(3) Zolla : *Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, 1^{re} série, p. 343.

(4) René Henry : *La petite propriété rurale*, p. 11.

Hippolyte Passy, dans son savant ouvrage *Des systèmes de culture en France*, dit en effet ceci :

« Les termes grande, moyenne et petite culture (1) sont purement relatifs et partout ne s'appliquent pas à des contenances territoriales identiques.

« Des cultures qualifiées de grandes dans certains pays seraient ailleurs considérées comme moyennes et même comme petites. Pour nous, c'est d'après l'importance des moyens de production qu'elles concentrent aux mêmes mains, que nous désignerons les diverses cultures ; nous nommerons petites celles qui n'occupent pas à elles seules une charrue attelée..... »

Mais là encore, nous sommes en présence d'une définition défectueuse, Passy le reconnaît, du reste, car il ajoute « ce système, bien que conforme aux réalités rurales, ne saurait non plus atteindre le degré de précision désirable ».

Il faut en effet tenir compte de la force des attelages, des difficultés d'exploitation et de l'usage de bœufs ou de chevaux ; la condition première, nécessaire pour qu'il soit possible de s'arrêter à cette définition, serait que la charrue fût partout employée. Or cela n'est pas, l'extrême diversité de culture du sol dans les différentes contrées s'oppose à ce classement : le petit vigneron qui fait à la bêche son

(1) H. Passy : *Systèmes de culture en France*, p. 85.

Il est évident que le mot culture peut être remplacé ici par le mot propriété.

« ouvrée » de vigne ne se sert jamais de la charrue non plus que les éleveurs dans les contrées où l'on ne rencontre que d'immenses pâturages, et ne peuvent par conséquent rentrer dans la classification.

On a, en troisième lieu, songé à distinguer les coupures du morcellement d'après les revenus qu'elles fournissent; serait petit propriétaire celui qui aurait un revenu brut de 1,800 à 2,000 francs ou 600 à 700 francs de revenu net (1). Ce serait là une heureuse définition si elle ne se heurtait à de très grosses difficultés.

Comment, en effet, évaluer ce revenu des propriétés? Faut-il tenir compte des dettes dont sont grevés tant de petits domaines? S'arrêtera-t-on au revenu brut? ou cherchera-t-on le revenu net tel qu'il est établi pour la fixation de l'impôt foncier?

Dans les deux cas, de sérieux inconvénients surgissent. Si l'on s'arrête au premier, c'est se vouer à l'incertitude absolue; si, au contraire, on s'arrête au second, on ne peut, quoi qu'on fasse, arriver à l'exactitude désirée. L'impôt foncier, si inégalement réparti aujourd'hui, varie d'un département à l'autre dans de telles proportions que toute précision est bannie de notre définition. L'enquête de 1851 (2) démontre en effet que dans certains départements, le principal de l'impôt foncier représentait 9,07

(1) Leroy-Beaulieu : *Économiste Français*, juillet 1897.

(2) *Bulletin de statistique du Ministère des Finances*, juillet 1883, p. 35 et suiv.

pour cent du revenu, tandis que dans d'autres il n'était que de 3,074 pour cent. Une si forte différence, il est vrai, a été atténuée par une série de dégrèvements, mais la péréquation de l'impôt foncier est encore loin d'être établie en France.

Il nous faut donc chercher une autre définition basée sur un critérium plus général et plus satisfaisant.

Roscher (1), le célèbre économiste allemand, dans son *Économie politique rurale*, appelle petites propriétés « celles qui sont ordinairement cultivées par le tenancier seul, à l'aide de sa famille mais réclamant le travail de tous les bras dont elle dispose. Lorsque l'exploitation rurale est trop exigüe pour occuper toute une famille, il ne peut être question de bien, mais de parcelles ». Pour M. René Henry (2), la petite propriété est celle « qui permet à la famille qui la cultive de vivre sans se faire aider des étrangers », mais à côté de cette petite propriété type comme il l'appelle, limitant à l'excès, d'après lui, la classe des petits propriétaires, il en admet une autre dont l'étendue pourrait s'élever jusqu'à une vingtaine d'hectares et être cultivée à l'aide d'un petit nombre de domestiques. C'est, croyons-nous, compliquer la question outre mesure que de vouloir créer en somme trois sortes de petits domaines, dont la dernière se rapprocherait tellement de la propriété moyenne

(1) Roscher : *Traité d'économie politique rurale*, p. 183.

(2) René Henry : *op. cit.*, p. 12.

telle qu'on la conçoit d'ordinaire, qu'elle se confondrait en partie avec elle.

M. Souchon, enfin, dans son excellent ouvrage sur la « Propriété paysanne », distingue (1) trois catégories « essentielles. » D'abord la grande propriété qu'un chef de famille ne pourrait songer à exploiter directement sans recourir d'une façon régulière à l'aide du travail agricole salarié; ensuite les possessions moyennes dont la récolte doit être assez abondante pour nourrir le maître et toute sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse et que tous ses membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation (c'est celle qu'il appelle la propriété paysanne); enfin la petite propriété qui ne dispense pas ses détenteurs de demander au salaire une part de leur subsistance.

C'est donc la situation sociale du propriétaire qui va servir à classer les coupures du morcellement. Cette définition a des avantages incontestables, elle est, comme le dit l'auteur de la *Propriété paysanne*, simple et « éminemment sociale » puisqu'elle sépare les différentes classes de propriétés d'après les caractères auxquels correspondent, chez les détenteurs, des différences de vie très nettes, » elle a cependant l'inconvénient de manquer de base scientifique. Cette critique du reste, comme le fait remarquer M. Souchon, perd un peu de sa force devant « l'in-

(1) V. Souchon : *Petite propriété paysanne*, étude d'économie rurale, p. 9 et suiv.

certitude qui, dans notre organisation actuelle, est au fond de toutes les statistiques foncières quand bien même elles apparaissent établies sur des bases spécialement rigoureuses. »

Nous ferons à cette définition le reproche de limiter trop étroitement la classe des petits propriétaires : ces derniers ne comprendraient plus que les possesseurs de misérables lopins de terres, ne leur donnant qu'une faible partie de ce qui est nécessaire à leur subsistance et à celle de leur famille. Ce n'est plus la petite propriété, mais la simple parcelle; ce que l'on entend d'ordinaire par ces mots « petite propriété rurale », rentre alors en grande partie dans la classe de la propriété moyenne et une partie de cette dernière, telle que la conçoit la plupart des auteurs, va se confondre avec la grande dont il est cependant nécessaire de la distinguer.

Pour nous, la petite propriété est celle dont le revenu fait vivre la famille qui la possède et la cultive, permet de donner aux quatre ou cinq enfants qui peuvent composer cette dernière l'éducation que comporte leur situation sociale, tout en laissant un léger bénéfice au propriétaire. Son étendue, du reste, ne dépassera pas en général une dizaine ou une douzaine d'hectares, car au-delà (1) les conditions de culture changent et « on ne se trouve plus en présence des mêmes faits économiques. » Voilà où doit s'arrêter

(1) Baron de La Bouillerie : *Etude sur la petite propriété rurale*, p. 6.

la limite de la petite propriété; notre définition, sans doute, est loin d'être exempte de tout reproche. Nous croyons cependant, devant la difficulté d'être absolument précis, qu'elle est aussi exacte que possible.

DEUXIÈME PARTIE

ÉVOLUTION DE LA PROPRIÉTÉ RURALE EN FRANCE

Le morcellement est antérieur à la Révolution.

- La petite propriété au temps de la monarchie absolue. — A la veille de la Révolution. — Influence de la Révolution sur le morcellement et la constitution de la petite propriété rurale.
- La petite propriété au cours du XIX^e siècle.
- Son état actuel.

Avant de dresser un tableau de l'état actuel de la petite propriété rurale, nous nous proposons de montrer qu'elle existait sous l'ancien régime et de dire comment elle a pu naître et se développer dans le passé.

On écrit et on répète chaque jour que le morcellement du sol et la naissance chez nous d'une classe de petits propriétaires datent du grand mouvement de 1789 (1). Le morcellement se serait produit sous l'influence de l'égalité des partages et du principe de la libre disposition du sol proclamés par la déclaration

(1) Piogey : *Le Morcellement*, p. 10.

de 1791. « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent. » C'est là une erreur généralement reconnue aujourd'hui et les témoignages que nous apporterons à l'appui de cette thèse rendent la question indiscutable.

TITRE PREMIER

La petite propriété rurale au temps de la féodalité et de la monarchie absolue. — Le morcellement du sol est le résultat de l'affranchissement des serfs et de l'accensement. — Concentration de la propriété à partir du XVI^e siècle.

Les formes de la propriété foncière, comme l'état des personnes, ne furent pas, dès le début de la féodalité, fixées d'une manière immuable; elles eurent, au contraire, à subir d'incessantes modifications, mais « toujours et partout les grandes lignes subsistèrent. » Avant d'étudier la propriété telle que nous la voyons aujourd'hui, il est donc nécessaire de connaître les origines des règles qui la régissent actuellement.

La société féodale était une société hiérarchisée au sommet de laquelle se trouvaient le roi et les seigneurs qui tous dépendaient plus ou moins directement les uns des autres; à la base étaient les serfs, entre les mains de qui était l'agriculture.

Quelle était la condition de ces derniers? L'origine, l'essence, la disparition du servage sont vagues et incertaines; la condition du serf variait d'une région à l'autre, mais ce qui est certain, c'est qu'au début, le serf ne peut disposer de rien, ne possède rien, il

est la propriété du seigneur qui est son héritier légitime et naturel (1).

Quelle fut donc la cause de l'affranchissement de cette classe de la société féodale ? Comment le suzerain fut-il amené à abandonner cet état de choses qui nous paraît lui être si avantageux ?

On a prétendu que l'on devait attribuer l'affranchissement des serfs à un sentiment de justice et de libéralité des seigneurs ! Mais comment croire que spontanément et sans autre motif qu'un idéal de justice ceux-ci aient accompli un acte si contraire à leurs intérêts et si contraire aussi à la nature humaine ?

On a prétendu que les serfs devenus riches avaient eux-mêmes acheté leur liberté, mais cette opinion est encore moins soutenable que la première puisque jusqu'à son émancipation, le serf ne possède rien et ne peut rien posséder. Sans doute, quelques affranchissements individuels faits par philanthropie peuvent avoir eu lieu, mais ce fut là l'exception.

C'est, croyons-nous, à une cause économique que l'on doit attribuer l'amélioration de la condition des populations rurales et, plus tard, leur émancipation complète.

Le seigneur, à cette époque, n'est riche que lorsqu'il possède, en même temps que ses terres, un nombre de paysans suffisant pour les mettre en culture et en tirer profit ; que lui importent ses vastes domaines, si tout un peuple de serfs n'est là pour les faire produire.

(1) D'Avenel : *Histoire économique de la propriété*, *passim*.

Or, le fait saillant de cette époque est « la disproportion qui existe entre les bras disponibles et l'immensité des terres incultes. » Les serfs sont la véritable richesse. Sans eux, le seigneur végète au milieu de ses vastes domaines désolés et stériles.

Aussi, les populations des campagnes se sentent plus fortes; sont-elles malheureuses ici, elles vont chercher à se soustraire par la fuite à l'autorité qui leur pèse, le seigneur voisin est prêt à les accueillir, car leur installation sur ses terres va augmenter d'autant sa puissance et ses richesses. Si le premier maître de ces serfs désire les conserver, ceux-ci sauront alors discuter avec lui les conditions sans lesquelles ils quitteront définitivement sa tutelle.

Voilà, croyons-nous, la véritable cause de l'affranchissement des populations rurales.

L'homme est, au ^{xiii}^e siècle, la richesse par excellence; partout, selon l'expression du vicomte d'Avenel, on se « l'arrache », et ce désir de le maintenir autour de son château ou de l'y attirer, a dû influencer fortement sur l'abolition du servage.

Peu à peu, le mouvement se propage; les paysans voyant leurs voisins, leurs semblables mieux traités qu'eux-mêmes, s'enrichir sous un autre maître, sont amenés tout naturellement à exiger de la part de leur suzerain un traitement analogue, sans quoi ils « déguerpiissent »; le seigneur, désireux de les conserver, leur accorde ce qu'ils lui demandent, soucieux qu'il est de ne pas voir diminuer ses revenus.

Évidemment, il accordera le moins possible ; de là, ces différences si fréquentes dans la condition des serfs, et ces droits conservés par le maître, droits qui ne sont plus que le squelette du servage primitif.

Voilà le paysan devenu presque libre, et cette liberté lui était nécessaire pour arriver à la propriété.

Sous saint Louis, des millions d'hectares sont encore incultes, les besoins des seigneurs augmentent de plus en plus, aussi, cherchent-ils à tirer parti de toutes les parcelles de leurs domaines, « en baillant, fiefant ou accensant », car tous ces termes sont synonymes, tout ce qu'ils peuvent de leurs terres.

Le bail à cens ainsi consenti ne ressemble en rien aux contrats passés aujourd'hui entre fermiers et propriétaires ; c'est une vente positive, une vente effectuée pour un revenu invariable, au lieu de l'être pour un prix payé par l'acquéreur (1).

Peu à peu, la coutume de donner les terres à bail à cens s'étendit, et, bientôt, par suite du besoin d'argent de plus en plus considérable des seigneurs qui avaient à subvenir aux frais des guerres fréquentes à cette époque et à ceux qu'exigeait un luxe de plus en plus grand, une forte partie du sol « tomba entre les mains des anciens serfs et y resta. » Sans doute,

(1) Il s'agit de l'accensement qui survint après l'affranchissement des serfs, car autrement le cens avait une tout autre signification et consistait en une rente payée au seigneur et susceptible de variations au caprice de ce dernier. — D'Avenel : *Op. cit.*, p. 197.

la propriété de ces terres n'était pas complète, certaines restrictions étaient apportées à l'usage du droit de propriété, mais ce dernier n'en existait pas moins dans une large mesure, puisque le serf pouvait aliéner à cette seule condition de payer une redevance au seigneur dont il détenait la terre, et que l'acheteur ne fût pas un gentilhomme ou un clerc. Mais de telles entraves ne pouvaient subsister longtemps; elles disparurent au xvi^e siècle.

Le morcellement date donc de la féodalité (1); dès le moyen âge, il était déjà considérable, et Guy Coquille pouvait dire : « Dans la Brie, sous Henri IV, un seigneur qui voulait se créer un parc, était obligé d'acheter 200 parcelles. » Et, plus loin : « Les partages sont la ruine des maisons de villages. » Il fut le résultat de l'affranchissement et de l'accensement, et, dès le xiv^e et le xv^e siècle, la terre appartenait déjà à celui qui la cultivait.

Avec le xvi^e siècle, ce mouvement de la classe rurale vers la conquête du sol se ralentit, s'arrête même, et à cette période va bientôt succéder une concentration de la propriété qui se continuera jusqu'à la Révolution française : la grande propriété peu à peu va remplacer la petite. C'est que les inconvénients du morcellement s'étaient fait sentir d'eux-mêmes, et comme l'a dit Benjamin Constant : « Le morcellement des terres s'arrêtera toujours au point au delà

(1) *Réforme sociale*, 1894, tome II, p. 747 : *Le morcellement avant le xix^e siècle.*

duquel il deviendrait funeste. De lui-même, l'expérience le prouve, le sol, dès la fin du xvi^e siècle et surtout au xvii^e, redevint plus compact. » Plusieurs causes aidèrent, du reste, puissamment à ce mouvement de concentration :

La *misère* d'abord, qui fut si grande dans les campagnes à cette époque, et qui ramena aux seigneurs une partie des petits domaines ;

L'*usage* plus fréquent que firent les familles nobles pour conserver la grandeur et l'éclat de leur nom, des moyens à leur disposition, renonciations à successions futures, institutions contractuelles, substitutions, etc., pour empêcher le morcellement de leurs domaines par voie de successions ;

L'*apparition*, à cette époque, d'un nouveau prétendant à la possession de la terre : « le bourgeois qui n'est ni d'épée ni de robe sainte ni de charrue, et qui sort de ses murailles, de son « burg », grand ou petit, et vient disputer au manant, au seigneur et au moine le fonds rural auquel il donne ainsi un nouveau prix (1), » le bourgeois ou le commerçant enrichi qui va profiter de la misère du paysan et de la pauvreté de la classe noble pour acheter leurs terres et reconstituer à son profit les grandes propriétés d'autrefois, « et prendre d'assaut le sol, car la terre de roture ne lui suffit plus. »

Il est probable, enfin, que l'avilissement subit de l'argent et de la fortune mobilière à la fin du xv^e siè-

(1) D'Avenel : *op. cit.*, tome I, p. 206.

cle, favorisa beaucoup le rachat d'immeubles aliénés auparavant par certains propriétaires, et contribua ainsi à arrêter la marche et le progrès du morcellement du sol.

TITRE II

État de la petite propriété à la veille de la Révolution française. — La question du morcellement à la fin du XVIII^e siècle.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, que, bien avant la Révolution, le morcellement du sol avait commencé en France, et que, dès le moyen âge, le paysan était devenu propriétaire foncier. Les antécédents historiques, les goûts nationaux qui ne portent que médiocrement le Français vers les entreprises commerciales lointaines, prédisposaient du reste notre pays au développement rapide des petits domaines. Et si, à partir du xvi^e siècle, la marche en avant du morcellement s'est arrêtée pour faire place à une concentration de la propriété, il n'en est pas moins certain qu'en 1789, la division des héritages était encore très grande. Le témoignage des auteurs du xviii^e siècle en apporte la preuve indiscutable.

Boisguilbert, en effet, dans son *Détail de la France*, parle de la division du sol, et, dans son chapitre sur la mauvaise répartition de l'impôt, écrivait : « Tous les paysans, et ils sont nombreux, qui ont de petits fonds, sont obligés de les vendre pour payer l'impôt. » Et, plus loin : « Dans les environs de Montauban, il n'y a, parmi les paysans, pas d'homme, si

pauvre soit-il, qui ne soit couvert d'habit et n'ait une maison couverte en tuiles. » L'abbé de Saint-Pierre, en 1738, remarque, d'après les rapports demandés par lui à des intendants, que les journaliers ont presque tous un jardin où quelques morceaux de vignes ou de terres. Turgot, quelques années plus tard, écrivait : « La division des héritages est telle, que celui qui suffisait pour une famille se partage entre cinq ou six enfants. Ces enfants et leur famille ne peuvent plus désormais subsister uniquement de la terre » ; et Necker, à la même époque, parle de l'immensité des petites propriétés que renferme la France, ajoutant que, malgré l'augmentation continuelle des grands domaines, il existe encore beaucoup de possesseurs de petites propriétés qui en consomment les fruits (1).

Nous citerons aussi le témoignage des principaux physiocrates ; nous voyons entre autres Quesnay se plaindre fréquemment de l'excès du morcellement, et les sociétés d'agriculture qui, sous le règne de Louis XVI, s'étaient établies en grand nombre dans toute la France, font entendre les mêmes plaintes. Mais c'est surtout aux déclarations du savant agronome anglais, A. Young, que nous nous arrêterons. Ses *Voyages en France* sont remplis des plus précieuses constatations sur la division de la terre avant 1789. Arthur Young avait entrepris d'étudier dans notre pays la propriété foncière et l'état de l'agriculture.

(1) *Collection des principaux économistes*, Necker, p. 224.

Pendant plusieurs années, il parcourut en tous sens la France; aussi, ses recherches ont pour nous une très grande importance. Son œuvre est un vaste tableau de la France agricole à cette époque; peut-être apporte-t-il quelque exagération lorsqu'il parle de la petite propriété, car son orgueil national (1) le pousse à critiquer si vivement la division du sol, qu'il arrive à cette conclusion que « la France se prépare, en suivant ces anciens errements, à la plus horrible détresse que l'on puisse imaginer (2). »

Certains passages, pris çà et là dans les *Voyages en France*, nous serviront à répandre quelque lumière sur la question du morcellement avant la Révolution.

Écoutons donc l'agronome anglais :

« Les environs de Clermont, dit-il, sont pittoresques; les collines, près de Liancourt, sont jolies et couvertes d'une sorte de culture que je n'avais jamais vue auparavant : un mélange de vignobles, de jardinage et de grains, une pièce de blé, un carré de luzerne, un morceau de vigne avec des cerisiers et d'autres arbres fruitiers entremêlés, et le tout cultivé à la bêche (3). »

Plus loin, parlant des paysans du Gard : « Chacun a un olivier, un amandier, un pêcher ou quelques vignes répandues çà et là. Les habitants méritent

(1) L'Angleterre depuis longtemps déjà avait en effet abandonné le système des petites exploitations.

(2) Arthur Young : *op. cit.*, tome I, p. 10.

(3) Arthur Young : *op. cit.*, tome I, p. 66.

d'être encouragés pour leur industrie, et si j'étais ministre, ils le seraient. Ils changeront bientôt en jardins les déserts qui les entourent, un tel centre d'agriculteurs actifs qui transforment leurs rochers en une scène de fertilité, parce que, je le suppose, ces rochers leur appartiennent, feraient de même des solitudes environnantes (1). »

Malgré son aversion pour la petite propriété, Young ne peut s'empêcher d'en admirer les résultats. Aussi dit-il quelques lignes plus loin : « Donnez la possession d'un rocher à un homme, il en fera un jardin. »

Vers Moneins, continue l'agronome anglais, « je suis tombé sur une scène si nouvelle pour moi, que je n'en pouvais croire mes yeux : une longue suite de chaumières bien bâties, bien closes et confortables, construites en pierre et couvertes en tuiles, ayant chacune son petit jardin en touré d'une haie d'épinette, nettement taillée, ombragée de pêchers, et çà et là de jeunes arbres traités avec ce soin, cette attention inquiète du propriétaire que rien ne pourrait remplacer ».

En Bretagne (2), la propriété lui semble être plus divisée qu'il ne l'a vue jusque-là :

« Les petites propriétés de paysans se trouvent partout à un point que nous nous refuserions à croire en Angleterre dans toutes les provinces, même celles où les autres régimes prédominent ; mais dans le Quercy, le Languedoc, les Pyrénées, la Beauce, la

(1) Arthur Young : *op. cit.*, tome I, p. 76.

(2) Arthur Young : *op. cit.*, tome I, p. 150.

Gascogne et une partie de la Guyenne, l'Alsace et la France, ce sont elles qui l'emportent.

« Dans la Flandre, l'Alsace, le long de la Garonne et dans la Beauce, les possesseurs me paraissent à leur aise ; en Basse-Bretagne (1), beaucoup passent pour riches, mais en général il sont dans la misère par suite de la division des fermes entre les enfants. Le nombre des propriétaires est si grand que je crois qu'il comprend le tiers du royaume ».

Cette dernière exclamation est donc bien la preuve d'un très grand morcellement du sol. Partout, Young constate la division de la terre et, devant un tel témoignage, comment nier l'existence de la petite propriété à cette époque, comme l'ont fait certains auteurs ?

Comment la nier, surtout après les discussions auxquelles donna lieu le problème du morcellement, car dès le milieu du siècle dernier la question commença à être discutée ?

Le premier ouvrage paru sur le sujet et qui, du reste, fit la réputation de son auteur, fut *L'ami des hommes* du marquis de Mirabeau, édité en 1756. Bien que l'analyse complète en soit difficile à faire, on peut y distinguer une théorie fondamentale. Mirabeau part de ce principe que la population dépend de la subsistance, et cette dernière se tire de la terre ; il est ainsi conduit à voir dans l'agriculture la source de tout. Il déplore amèrement l'état dans lequel la culture se trouve à cette époque dans notre pays où

(1) Arthur Young : *op. cit.*, tome I, p. 200.

elle pourrait être si florissante et, recherchant les causes du mal, il indique tout d'abord l'absentéisme, les propriétaires qui vivent à Paris et consomment en dépenses improductives de luxe ce qui devrait être dépensé dans l'intérêt de l'agriculture. Vient ensuite une autre cause et qui peut nous surprendre de la part d'un gentilhomme dont l'esprit est encore tout imprégné de l'idée féodale : c'est la trop grande étendue des propriétés. Voilà bien, semble-t-il, le problème du morcellement posé. Mais en déplorant la trop grande étendue des domaines, Mirabeau veut-il réclamer par là, la constitution de petites propriétés rurales, libres de tous biens et appartenant aux paysans qui les cultivent ? Nous ne le croyons pas ; ce n'est pas le morcellement du sol tel que nous l'entendons aujourd'hui, que l'auteur de *L'ami des hommes* avait en vue. Son idéal est l'existence d'une classe noble, nombreuse et pauvre résidant sur ses terres, en contact avec ses vassaux, et qui jouerait le vrai rôle auquel une classe dirigeante est appelée. Ce n'est pas la grande culture ou la grande propriété en elle-même qu'il blâme ; ce n'est pas la petite propriété rurale telle que nous la rencontrons aujourd'hui qu'il désirerait voir se multiplier, mais la division des grands domaines appartenant à la noblesse, noblesse qu'il poursuit de ses sarcasmes sans pitié, lui reprochant sans cesse de ne savoir jouer le rôle auquel elle est appelée.

Il ne s'élève pas à la conception de la propriété rurale démocratisée et libre aux mains de celui qui la

cultive ; pour lui, le propriétaire c'est toujours le seigneur, et son idéal serait bien plutôt l'état de l'agriculteur anglais tel qu'il tend à devenir aujourd'hui, un certain nombre de grands domaines appartenant aux landlords, et divisés entre un certain nombre de petites exploitations.

Quelques années après l'ouvrage du marquis de Mirabeau, apparut la première école qui, dans le domaine de l'Économie politique, mérita ce nom, avec Quesnay comme chef, Le Mercier de la Rivière, Mirabeau, Dupont de Nemours et l'abbé Baudot comme principaux disciples, école dont les doctrines sont caractérisées parce qu'elles ne sont pas seulement économiques, mais qu'elles embrassent l'Économie sociale tout entière. Nous n'avons pas à entrer dans l'étude détaillée des théories physiocratiques. Voyons seulement quelles furent, au point de vue du morcellement, de la division du sol, les idées de l'auteur du *Tableau économique* ? Est-il partisan de la grande ou de la petite propriété, de la grande ou de la petite culture ? C'est à la grande propriété et à la grande culture que vont ses préférences, l'une des maximes générales qui suivent l'exposé du *Tableau économique*, la maxime 15 le montre avec évidence :

« Que les terres employées à la culture des grains soient réunies, dit-il, autant qu'il est possible, en grandes fermes exploitées par de riches laboureurs, car il y a moins à dépenser pour l'entretien et la réparation des bâtiments, et, à proportion, beaucoup moins de frais et beaucoup plus de produit net dans

les grandes entreprises d'agriculture que dans les petites. La multiplicité des petits fermiers est préjudiciable à la population ; toute épargne faite dans les travaux qui peuvent s'exécuter par le moyen des animaux, des machines et des rivières, revient à l'avantage de la population et de l'État parce que plus de produit net produit plus de grain aux hommes pour d'autres services et d'autres travaux..... Les nobles, en étendant leurs entreprises de culture, contribueraient par cet emploi à la prospérité de l'État (1). »

Évidemment dans cette maxime, Quesnay vise surtout les propriétés des nobles, généralement divisées entre une foule de petits tenanciers ; il ne parle pas de la petite propriété telle que nous la connaissons aujourd'hui, et comme Mirabeau, dans *L'ami des hommes*, c'est la coutume suivie par la noblesse qu'il désirerait voir disparaître. Un de ses articles, paru dans l'*Encyclopédie* sous le titre « fermiers », affirme cependant ses préférences pour la grande propriété. Il constate que partout où « les fermiers manquent, où les bœufs labourent la terre (2), les paysans languissent..... Le paysan qui entreprendrait de cultiver du blé avec ses bras, ne pourrait se dédommager de son travail, car il en cultiverait si peu que, quand même il aurait quelques profits au-delà de sa nourriture et de ses frais, cet avantage ne pourrait suffire

(1) Collec. des *Principaux Économistes*, Quesnay, Maxime 13.

(2) Quesnay considère comme petite culture celle qui est faite au moyen d'attelages de bœufs.

à ses besoins. Ce n'est que sur les grandes récoltes que l'on peut retirer quelque profit ». C'est bien là la condamnation de la petite propriété et de la petite culture, et cette condamnation prononcée par Quesnay est bien explicable à l'époque où il écrit.

Nous ne pouvons passer sous silence l'opinion de l'auteur anglais Arthur Young, lui qui contribua tant par ses écrits et les opinions qu'il énonça principalement dans son journal *Annals of agriculture*, à jeter un discrédit qui n'a pas encore cessé de subsister sur les petites propriétés. Le succès obtenu par les *Voyages en France*, que nous devons à cet auteur, et dont nous avons précédemment cité quelques passages, est la preuve indiscutable que la grande majorité de la population anglaise partageait les sentiments du savant agronome à cet égard.

Young s'en tient à l'amour des grands domaines, la petite propriété a tous ses sarcasmes et c'est un sentiment de pitié méprisante qu'il éprouve pour ces malheureux qui s'acharnent à cultiver leur « goulée de benasse. » Cette haine pour les petits domaines a peut-être pour cause les débuts malheureux d'Arthur Young dans l'agriculture; en effet, les exploitations successives de plusieurs petits domaines ne lui donnèrent que des résultats déplorables, qu'il attribua naturellement à l'exiguïté des cultures qu'il avait entreprises.

L'agriculture française était loin, à cette époque, d'être dans une situation aussi brillante que l'agriculture anglaise. Partout le sol morcelé était cultivé

par de pauvres paysans, incapables de « tirer un bon parti du peu de terre qu'ils ensemençaient. » Young, de parti pris, sans s'en apercevoir, sans doute, et sans rechercher les véritables causes du malheureux état de notre culture, voyait là la confirmation de théories qu'il avait avancées sur la grandeur des fermes, aussi n'en devient-il que plus partisan du système qui avait rendu si florissante l'agriculture en Angleterre. Cependant, tout partisan convaincu qu'il soit de la grande propriété, il ne peut s'empêcher de laisser percer son admiration pour les petits domaines; les passages que l'on pourrait citer à ce propos sont nombreux, c'est à chaque page qu'éclate sa surprise devant les résultats obtenus par les petits propriétaires ruraux.

Ses assertions, dont les progrès de l'agriculture anglaise semblaient prouver l'exactitude, firent impression sur un grand nombre d'esprits, et beaucoup d'écrivains se mirent aussi à les propager, Herenschwand, entre autres, médecin suisse, qui fut aussi un économiste distingué, et qui, dans un ouvrage publié à Londres en 1786, sous le titre de *Discours fondamental sur la population*, reproduisit les maximes d'Arthur Young, qu'il considérait comme le cultivateur le plus éclairé de l'Angleterre et l'écrivain sur l'agriculture le plus éclairé de l'Europe.

Telles sont, brièvement résumées, les opinions des principaux auteurs de cette époque. Le problème du morcellement était donc bien posé dès le milieu du XVIII^e siècle, et si la petite propriété sous l'ancien

régime n'était pas la même que celle qui existe de nos jours, si ce n'était pas la propriété libre de toute entrave, telle que l'a faite la Révolution française, il est indiscutable que la division du sol était fort avancée en 1789. Il nous reste à montrer quelle était, à la veille de la Révolution, l'importance de cette division de la terre.

Il est assez difficile de connaître le nombre des petits domaines, à cette époque, car c'est là une question sur laquelle les auteurs du XVIII^e siècle ne nous donnent que des renseignements très vagues. Quelques essais, depuis, ont été faits pour arriver à éclaircir ce point, mais étant donné les difficultés à vaincre, on devra se contenter d'un résultat très approximatif. Tocqueville, qui le premier a touché ce problème (1), a plutôt essayé de prouver l'existence du morcellement en France sous l'ancien régime; c'est à Gimel (2) que revient le mérite d'avoir fait la première tentative sérieuse de calculer le nombre des petits propriétaires à la veille de la Révolution.

Ses recherches dans les archives nationales, la consultation des différents livres terriers ne le menèrent, nous dit-il, à aucun résultat, et c'est au rôle des vingtièmes (3) seulement, la plus territoriale de toutes

(1) V. Tocqueville : *L'Ancien Régime et la Révolution*.

(2) V. Gimel : *La Propriété avant et après 89* et son *Mémoire sur la division de la propriété en France*.

(3) L'impôt des vingtièmes était un impôt portant sur tous « les revenus et produits des habitants du royaume, sans aucune exception », mais on était arrivé à distinguer les diverses sources de revenus pour en faire des impositions distinctes. Ils se rame-

les impositions sous l'ancien régime, selon l'expression de Necker (1), qu'il eut recours dans ses recherches. Le résultat de celles-ci fut que les petits propriétaires en France, à la veille de la Révolution, étaient de quatre millions environ.

Il est certain qu'il ne faut pas attacher une trop grande importance à ce chiffre. Gimel nous dit lui-même qu'il est loin d'avoir eu sous la main tous les rôles, et bien souvent il n'a pu se servir que de quelques extraits qui lui étaient procurés. Ses travaux doivent, sans aucun doute, se ressentir de cette lacune, et le chiffre de quatre millions doit être considéré comme tout à fait approximatif.

Plus près de nous, M. Loutchisky (2), dans un opuscule intitulé *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*, après avoir discuté les chiffres donnés par Gimel et la façon dont ce dernier avait étudié les rôles de un vingtième, arrive à cette solution qu'il lui semble évident que le nombre de quatre millions considéré par l'auteur de *La division de la propriété en France avant 1889*

naient à deux groupes principaux : d'un côté, le produit des biens-fonds, droits réels immobiliers et droits immobiliers ; de l'autre le $\frac{1}{20}$ d'industrie, c'est-à-dire les revenus provenant d'offices de commerce et d'industrie. La partie la plus importante était la première, aussi tendait-on à considérer l'impôt du 20^e surtout comme impôt sur la propriété acquise.

(1) Loutchisky : *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*, p. 33 et suiv.

(2) Necker : *Administration des finances de la France*, II, p. 218.

comme correspondant à celui des petits propriétaires, doit être considéré comme trop faible en comparaison de celui qui existait réellement et ces quatre millions de petits propriétaires étaient, du reste, bien loin de posséder, comme semble le dire Arthur Young, le tiers du royaume.

L'agronome anglais, cependant, n'a pas dû nous transmettre des résultats purement fantaisistes car il disposait d'excellentes sources d'informations.

Aussi, croyons-nous qu'il n'y a pas là une inexactitude de sa part; il voyait avec les yeux d'un homme de son temps : la petite propriété, pour lui, n'est pas celle-là seulement qui est affranchie de toute entrave et sur laquelle le propriétaire a un droit illimité; le droit de propriété, nous l'avons vu, était encore à cette époque partagé « entre toutes les personnes qui s'échelonnaient le long de la hiérarchie féodale (1) » et en affirmant que le tiers du sol français, en 1789, était entre les mains des petits propriétaires, Arthur Young a voulu dire que ces derniers avaient des droits sur le tiers de notre territoire national.

(1) René Henry : *op. cit.*, p. 118.

TITRE III

La Révolution de 1789 et le morcellement du sol. —

Influence de l'abolition des droits féodaux, de la vente des biens du clergé et du changement dans le régime successoral sur la constitution de la petite propriété rurale et la multiplication des petits domaines.

A. — Abolition des droits féodaux.

Ce fut une légende fort reçue en France et très accréditée dans toute l'Europe que celle de la création de la classe des petits propriétaires par la Révolution, cause première, disait-on, du morcellement; nous avons démontré l'exagération de cette thèse, il nous reste à dire quelle fut réellement l'influence du grand mouvement de 1789 sur la marche de la conquête du sol par les paysans.

Il y eut à cette époque, en France, une véritable transformation de la propriété; « la Révolution, comme l'a si bien exprimé Tocqueville, n'a pas créé la petite propriété, elle l'a libérée », elle a fait disparaître les entraves dans lesquelles l'enserrait encore ce qui restait du régime féodal, la propriété pleine et entière est devenue la règle, la propriété démembrée l'exception; c'est le contraire qui existait au xviii^e siècle, et c'est là l'œuvre de la Révolution qui,

ainsi, a gagné à sa cause la masse des populations rurales.

Depuis longtemps le servage avait disparu ou du moins s'était transformé de telle sorte qu'il n'était plus comparable au servage des siècles passés (1). Les droits féodaux dont jouissaient les seigneurs avaient perdu leur caractère politique et s'étaient transformés en droits pécuniaires ; ils avaient perdu leur raison d'être qui consistait dans l'aide et dans la protection que le suzerain devait à son vassal. Considérés comme des impôts par les paysans, ceux-ci voyaient en eux de véritables exactions ; accablés de taxes royales, pliant sous le poids des droits féodaux, soumis aux corvées seigneuriales, les paysans cherchèrent le moment propice pour laisser éclater leur haine de ceux qui les pressuraient.

Haïs de leurs vassaux, attirés par la Cour, les seigneurs se mirent à désertir leurs terres pour Paris, mais le luxe auquel ils étaient obligés d'obéir les forçait d'arracher brutalement aux paysans, auxquels ils devenaient de plus en plus odieux, ce que leur coûtaient leurs plaisirs. Cette aversion de la population rurale tout entière pour la féodalité devint intolérable le jour où les tenanciers se furent, avec le temps, habitués à se considérer comme les maîtres et les seuls propriétaires des terres qu'ils tenaient de leurs pères.

(1) Chenon : *Les Démembrements de la propriété foncière en France avant la Révolution*, p. 80.

La question des droits féodaux était la question capitale et la plus menaçante durant la dernière moitié du XVIII^e siècle, et seul peut-être Arthur Young en avait compris l'importance lorsqu'il s'écriait : « Quel vice que ces seigneurs, au lieu d'être les bienfaiteurs de leurs pauvres voisins, n'en sont que les tyrans par leurs abominables droits féodaux ; ah ! si j'étais un jour le législateur de la France, je ferais bien danser tous ces grands seigneurs ». Aussi, au lendemain de la prise de la Bastille, une grande agitation se produisit dans les campagnes ; les paysans insurgés et réclamant l'affranchissement de la propriété, incendièrent les châteaux, brûlèrent les archives où étaient en dépôt les titres de ces droits féodaux détestables et exécrés.

Ce mouvement de la classe paysanne montra à l'Assemblée constituante la nécessité de faire, suivant l'expression d'un historien « un grand abatis dans la forêt des abus » ; aussi, le 4 août, un décret de cette Assemblée proclama l'abolition de la féodalité. Mais le principe seul était posé, restait l'exécution du décret, et ce dernier n'indiquait pas les moyens d'y arriver. Le 6 août, la Constituante commença à discuter sur ce point, et le 11, elle adopta enfin un décret général dans lequel elle classait en deux catégories les droits féodaux. Les uns étaient purement et simplement abolis, les autres étaient déclarés rachetables (1).

(1) Chenon : *op. cit.*, p. 96.

De ceci, les paysans n'avaient retenu que l'abolition de la féodalité tout entière, ils se voyaient enfin à l'abri des tracasseries des seigneurs, et se croyaient seuls propriétaires de ces terres qu'ils avaient cultivées depuis si longtemps, exempts de tout paiement des anciens droits féodaux.

La distinction faite par la Constituante des droits rachetables et des droits abolis, ils ne voulaient pas la connaître ; aussi, quand les nobles, désirant tirer tout le parti possible du rachat de leurs droits féodaux, réclamèrent le paiement de ce qui leur était dû, les paysans se révoltèrent et les troubles, les scènes de pillage qui depuis quelque temps avaient cessé, recommencèrent plus violents que jamais.

La Révolution, pour réussir, devait s'attacher les populations des campagnes ; aussi, dès que l'Assemblée législative eut remplacé la Constituante, Couthon à la tribune demanda « qu'il n'y eût plus de droits rachetables, hormis ceux dont l'origine serait établie par des actes de possession positifs ou par des reconnaissances équivalentes », et l'Assemblée, par le décret du 20 août, exigea, en effet, presque dans tous les cas, que le seigneur fit la preuve de ses droits par des titres dont la plupart, du reste, avaient été brûlés durant les scènes de pillage de la guerre aux châteaux.

La Convention, dès lors, n'eut plus qu'à appliquer les décrets de l'assemblée précédente (1). Les droits

(1) La Convention alla cependant plus loin que l'Assemblée législative puisque par le décret du 17 juillet 1793 elle refusa

féodaux n'existaient plus, la propriété foncière était totalement transformée ; par une lente évolution, elle était arrivée à se débarrasser d'une partie des entraves où l'avait enserrée, à l'origine, le régime féodal ; c'est à une révolution violente qu'elle fut obligée de recourir pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui.

En somme, avant 1789, la petite propriété rurale méritait à peine, pour la plupart du temps, le nom de propriété. Faisant avec peine vivre celui qui la cultivait, elle était incapable de l'enrichir, car pour cela, il faut au propriétaire, non seulement la terre, mais le capital, la sécurité et la liberté, choses qui manquaient aux paysans d'autrefois et qu'ils doivent en grande partie à la Révolution.

d'admettre qu'on ait pu consentir une redevance seigneuriale comme condition de fonds ; aucun titre n'en put désormais faire la preuve, et pour être certaine que jamais la preuve n'en sera faite, elle ajouta :

« Les ci-devant seigneurs et les dépositaires de titres constitutifs ou recognitifs des droits supprimés par le présent décret ou par les décrets antérieurs seront tenus de les déposer dans les trois mois de la publication du présent décret aux greffes des municipalités des lieux. Ceux qui seront déposés avant le 10 août seront brûlés ledit jour en présence du Conseil général et des citoyens de la commune, le surplus sera brûlé à l'expiration des trois mois, sous peine de cinq ans de fers. »

V. Doniol : *La Révolution Française et la Féodalité*, p. 149, et Chenon, *op. cit.*, p. 125.

B. — *Vente des biens du clergé et des émigrés.*

Outre l'abolition des droits féodaux, deux choses semblent avoir exercé sur la vulgarisation et le développement de la petite propriété en France, une influence, sinon prépondérante, du moins très grande ; ce sont la vente des biens du clergé et de ceux des émigrés, et le changement dans le régime successoral. Pour se rendre un compte exact de l'influence de la vente de cette masse de terre, il serait nécessaire, en premier lieu, de connaître aussi exactement que possible à combien se montait la valeur de ces biens. Malheureusement, il est difficile d'arriver à un résultat certain, nul état régulier n'en ayant jamais été dressé (1) ; Montesquieu estimait, en 1791, les biens ecclésiastiques à 4 milliards et demi ; sous le Directoire, en 1796, un relevé porte ceux encore existant aux mains de la nation à 6 milliards et demi (2).

Léonce de Lavergne, dans son *Économie rurale de la France*, estime les biens immeubles du clergé, en 1789, à 3 milliards, donnant 60 millions de revenus. Taine adopte le chiffre un peu plus élevé de 80 millions de revenus. Quant aux biens des émigrés, leur évaluation est encore plus difficile à faire ; Cambon, ministre de France sous la Convention, les estimait à 4 milliards, d'autres à 4 milliards et demi.

(1) *Réforme sociale*, tome II, 1894 : *Le morcellement avant le XIX^e siècle*.

(2) Loutchisky, *op. cit.* ; *passim*.

Que tous ces chiffres soient d'une exactitude très relative, comme le fait remarquer M. de Foville (1), nul ne songerait à le contester, étant donné les bases qui ont servi à les établir, il n'en est pas moins vrai qu'une masse considérable de biens fonciers ont été jetés d'un seul coup dans la circulation, et que ce fait a influé énormément sur le morcellement de la propriété et la constitution des petits domaines ruraux.

Voyons, en effet, l'usage que l'on fit de ces biens ?

Les premières ventes se firent dans de bonnes conditions ; autorisées seulement jusqu'à concurrence de 400 millions, elles ne pouvaient pas avoir pour résultat, sur les ventes postérieures, celui de faire disparaître la confiance chez les populations rurales, et de les empêcher d'acheter. Ce sont, nous dit M. de Lavergne, les anciens fermiers des terres du clergé qui, du reste, leur étaient affermées dans d'excellentes conditions qui, en général, se rendirent acquéreurs à cette première vente.

Mais bientôt, les excès se manifestèrent ; les masses mises en vente furent telles que les paysans, effrayés par la baisse énorme de la valeur de ces terres, n'osèrent plus acheter, craignant surtout de voir annuler leurs marchés. Les spéculateurs seuls étaient, à ce moment, disposés à se rendre acquéreurs et ils le furent à des conditions des plus avantageuses.

Quel fut le résultat de cette vente après confisca-

(1) Foville : *Le Morcellement*, p. 53.

tion ? Aucun document ici ne peut nous renseigner et nous sommes forcé de nous en rapporter aux différentes appréciations de ceux qui ont étudié la question, et tous, sur ce point, sont loin d'être d'accord. Certains même, M. Taine par exemple, prétendent que la vente des biens nationalisés « n'a profité qu'aux spéculateurs et à la propriété moyenne, n'influençant en rien le sort de la petite propriété (1) ».

M. de Foville, au contraire, pense que le nombre des petits propriétaires a dû augmenter d'un demi-million au moins « tout considéré, et nous n'évaluerions pas à moins d'un demi-million le nombre des nouveaux propriétaires que la Révolution a pour ainsi dire fait sortir de terre (2) », car si le plus souvent les vastes domaines du clergé furent achetés par des spéculateurs, ils furent cependant divisés et subdivisés, car ces spéculateurs achetaient pour revendre et ils avaient avantage à revendre au détail.

De Lavergne ne partage pas l'opinion de M. de Foville ; il croit que la vente des biens des émigrés et du clergé ont bien moins multiplié les petits propriétaires qu'on n'est tenté de le croire : la division de la propriété, dit-il, a fait bien davantage de progrès depuis 1815.

Malgré l'autorité considérable de MM. Taine et de Lavergne, nous partageons l'opinion de M. de Foville,

(1) Taine, *Évolution et Révolution*.

(2) Foville, p. 58, *op. cit.*

dont l'autorité, du reste, n'est pas moindre que celle des auteurs précédents en pareille matière.

Très souvent, l'achat des terres fut fait non par des spéculateurs, mais par des associations plus ou moins nombreuses, souvent composées de cinquante à soixante membres.

D'après M. Loutchisky, qui a étudié de très près les actes de vente de ces biens dans cinq départements français, ces associations (1), en général, étaient composées surtout de laboureurs, de vignerons, de manouvriers, d'artisans, qui se réunissaient pour lutter contre les spéculateurs. Ces associations étaient toutes locales et elles n'achetaient que les terres situées à proximité du village habité par leurs membres; et il ne faudrait pas croire que le but de ces associations fût d'acquérir de grands domaines : les actes de vente prouvent le contraire (2).

(1) Loutchisky, p. 116, *op. cit.*

Les associations de village jouèrent un grand rôle par exemple dans le district de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). (Voir archives de la Côte-d'Or, série A, actes de ventes du district de Semur). Dans le district de Laon, sur 1269 marchés passés de 1791 à 1792, 629 avaient été faits par des particuliers, les autres par des associations, et parmi eux, 445 par des associations de deux à sept individus, 55 par des associations de sept à dix individus, 19 par des associations de vingt à trente personnes, 9 par des sociétés de trente à quarante individus, 4 par des associations de cinquante à soixante, 1 par une société de soixante à soixante-dix membres, et 1 par une société comprenant deux cent vingt-cinq personnes.

(2) Loutchisky, p. 117, *op. cit.* — L'association des paysans de quelques villages voisins de Bruyère, composée de soixante-

Et ces biens une fois achetés en commun, chacun des membres de la société prenait la part qui lui convenait le mieux : tel était leur but. Malheureusement pour la petite propriété, une loi de 1793 (24 avril) vint interdire ces associations, le gouvernement leur attribuant, non sans quelque raison, la baisse énorme de la valeur des biens à vendre, car elles supprimaient toute enchère; il est vrai que cette loi ne fut pas toujours appliquée, mais les paysans avaient perdu confiance, et de crainte de voir annuler plus tard ces contrats, ils n'achetèrent plus; c'est alors que la propriété moyenne, que la classe bourgeoise profita des ventes des biens nationalisés.

Une troisième catégorie de biens, les biens nationaux, furent aussi morcelés après confiscation; considérés comme biens indivis entre les habitants actuels de la commune, ils furent traités comme tels, et le tiers seulement des habitants, les femmes ayant droit de suffrage, pouvait en décider le partage : ce fut la règle à peu près générale suivie partout.

deux individus, acheta 180 verges de terre qui appartenaient à la cathédrale de Laon; la plus nombreuse du district de Laon, composée de deux cent vingt-cinq membres, acheta en tout 110 jallois de terre, c'est-à-dire 6 hectares 83 ares.

Les habitants de Septmont, en août 1791, achetèrent un pré de 30 arpents appartenant à l'évêque de Soissons et se trouvant sur le territoire de leur commune, ils étaient quarante-six pour l'acheter et payèrent cette terre 15,600 livres : dix-sept eurent 1 arpent, un en eut 2, et les vingt-six autres eurent moins de un quart d'arpent.

Voir aussi p. 126 et suiv. où l'auteur de *La petite propriété en France et les Ventes des biens nationaux* multiplie les exemples.

Il est donc, croyons-nous, impossible de nier que toutes ces ventes aient eu une très grande influence sur l'accroissement de la classe des petits propriétaires ; mais pour arriver à connaître quelle fut exactement cette influence, il serait nécessaire de connaître la quantité des biens vendus, chose impossible, puisque jamais aucun état n'en a été dressé.

C. — *Changement dans le régime successoral.*

Le 25 juillet 1790, lorsque l'Assemblée constituante décrétait la saisie et la vente aux enchères des biens du clergé et de la noblesse, elle ajoutait : « L'aliénation des biens nationaux est le meilleur moyen d'éteindre une grande partie de la dette publique, d'animer l'agriculture et l'industrie et de procurer l'accroissement de la masse générale des richesses par la division de ces biens en propriétés particulières toujours mieux administrées, et par la facilité qu'elle donne à beaucoup d'individus de devenir propriétaires. » Tout ceci prouve bien que le morcellement des terres et l'augmentation rapide de la classe des petits cultivateurs propriétaires fut un but pour les législateurs de la Révolution ; ils avaient employé, pour l'atteindre, le moyen de la vente des biens nationalisés, mais le trouvant insuffisant, ils cherchèrent d'autres mesures et décidèrent la transformation du régime successoral.

La Constituante et l'Assemblée législative firent peu

de chose en ce sens; elles prirent cependant quelques dispositions pour supprimer les règles spéciales appliquées aux biens de la noblesse (1). Ce fut la Convention qui transforma complètement l'ancien régime des successions, en votant la loi du 17 nivôse an II.

Une succession est-elle ouverte désormais ?

L'origine des biens n'entre plus en ligne de compte; les biens sont partagés entre les deux branches paternelle et maternelle, la liberté du testateur est diminuée, car la quotité disponible n'est plus que du dixième s'il y a des héritiers en ligne directe, et du sixième dans le cas contraire. Le décret fixait la date à partir de laquelle toutes les successions étaient soumises à ce nouveau régime; c'était celle du 14 juillet 1789, et comme le fait remarquer M. Henry, cet effet rétroactif donné à la loi montrait bien l'intention de hâter le morcellement le plus possible.

La loi du 4 germinal de l'an VIII vint apporter quelques modifications au décret de l'an II; elle limita la liberté du testateur en ramenant la quotité disponible au quart s'il y a des enfants, sans pouvoir, du reste, dépasser une part d'enfant, et à la moitié s'il n'en existe pas et qu'il y ait des frères et sœurs; aux trois quarts dans les autres cas.

Le Code civil, à son tour, abrogea le système du Consulat et fit disparaître toutes les règles transitoires qui avaient été créées par les lois antérieures; mais les législateurs du Code s'inspiraient toujours

(1) René Henry, *op. cit.*, p. 131.

du même but que ceux de l'an II et de l'an VIII, et cette intention de faire augmenter le plus rapidement possible les progrès de la division du sol entre les individus se manifeste surtout dans ce fait qu'après avoir accordé au testateur le droit de disposer de la quotité disponible en faveur d'un réservataire, ce qui, dans une certaine mesure, pouvait entraver la marche du morcellement, le Code décide, dans son article 826, que chacun de ces cohéritiers peut demander sa part en nature dans les immeubles de la succession. Nous verrons plus loin que cette règle eut une assez grande influence sur le sort de la petite propriété.

Mais ce n'est pas uniquement le désir de voir se morceler de plus en plus le sol de la France qui inspira les rédacteurs du Code civil, ce fut aussi un idéal de justice qu'ils poursuivaient lorsqu'ils édictèrent les règles du nouveau régime successoral, bien mieux en harmonie avec cette loi supérieure et innée de l'affection et de l'amour des parents pour chacun de leurs enfants, et qu'ils cherchèrent à supprimer tout ce que les anciennes coutumes avaient fait passer dans les mœurs de toute une classe de la société féodale : le droit d'aînesse, les substitutions, les majorats, etc.

Le principe d'égalité dans les partages fut, du reste, en butte aux attaques passionnées de certains économistes ; le sol, prétendait-on, était à peine capable de fournir à celui qui le possède et le cultive le nécessaire de son existence, et avec le nouveau régime, il

devait devenir impuissant à faire vivre la masse des travailleurs des champs. Rappelons, entre autres, cette phrase d'Arthur Young écrite quelques années avant la promulgation du Code civil : « La France se prépare à la plus horrible détresse que l'on puisse imaginer. » Citons cette parole de Malthus : « On fait maintenant en France une effrayante épreuve des effets que peut produire la division extrême de la propriété, la loi partage également les biens de toute nature entre les enfants d'un même père, sans distinction de sexe et de progéniture, et n'en rend qu'une faible partie susceptible d'être léguée par testament... Au bout d'un siècle, ce pays sera aussi remarquable par son extrême indigence que par l'extrême égalité des propriétés. »

D'autres même semèrent dans l'opinion publique l'inquiétude et le trouble, et ces idées se propagèrent au point qu'en 1826, le gouvernement fut amené à proposer une nouvelle transformation du régime des successions établi par notre Code civil ; heureusement, nos assemblées législatives ne voulurent pas de ce retour aux errements antérieurs, et le principe d'égalité dans le partage fut maintenu intact.

Les adversaires de ce dernier n'en continuèrent pas moins leur active campagne : Montalembert, Renan, Le Play et tous ses disciples continuèrent la lutte contre ce principe. Pour eux, le petit propriétaire, en France, n'existe plus, ou du moins est sur le point de disparaître ; l'égalité des partages a fait de la petite propriété une véritable poussière, et leur idéal est la

loi en vigueur en Angleterre qui n'apporte aucune restriction à la liberté de tester du père de famille : c'est cette liberté qu'ils réclament en France, et qui, seule, prétendent-ils, est capable de rendre la vie à la petite propriété rurale et d'empêcher désormais sa disparition.

Le Play nous montre comment le petit domaine du paysan, constitué si péniblement et au prix de si grands sacrifices et de tant de travail, va, au décès du père de famille, être pulvérisé lorsque chacun des enfants aura pris la part qui lui revient légalement. Il nous montre comment chacune des parts sera dissipée pour satisfaire « les jouissances matérielles des sens » ou pour payer les intérêts d'une dette hypothécaire écrasante contractée par les autres, dans le but de réorganiser le domaine paternel et de se constituer une exploitation susceptible d'assurer leur existence et celle de leur famille.

Le morcellement du domaine paternel entraîne donc sa ruine et jette dans la classe du prolétariat rural chacun de ceux qui en ont profité.

Sans doute, le régime successoral a exercé une influence assez marquée sur la division du sol, mais ce n'est pas, comme le prétendent Le Play et tant d'autres, la cause forcée de l'émiettement des domaines paysans ; du reste, si les législateurs du Code civil ont désiré le morcellement du sol, ils désiraient aussi assurer la conservation des petits domaines, et, dans les travaux préparatoires, à chaque instant nous en trouvons la preuve : c'est d'abord le premier con-

sul qui déclare que « dans ce système on laisse une latitude au père et l'on conserve la petite fortune tout en empêchant qu'il s'en forme de trop considérables », et plus loin : « le législateur, en disposant en matière de succession, doit avoir essentiellement en vue les fortunes modiques », puis Bigot de Préameneu qui s'exprime ainsi : « la division égale des biens produit un autre inconvénient, elle détruit les petites fortunes (1) ». Tout ceci exprime bien la double préoccupation du législateur de hâter le morcellement tout en permettant aux petites propriétés de subsister, et les adversaires de notre droit successoral lui attribuent, croyons-nous, des conséquences en grande partie inexactes. Les auteurs du Code civil n'ont pas voulu faire de chaque enfant, en lui attribuant une part de l'héritage, un propriétaire, ils ont voulu lui donner les moyens de le devenir rapidement en mettant en sa possession un commencement de patrimoine.

Certainement le morcellement a été hâté par le principe de l'égalité des partages, mais conclure de ce fait à la pulvérisation aujourd'hui de la petite propriété, cela est inadmissible, et les statistiques que nous étudierons plus loin le prouvent surabondamment; la petite propriété existe encore en France, elle s'est beaucoup multipliée, et la division de la pro-

(1) Fenet, tome XII, p. 317, cité par M. Cailliet : *Essai d'interprétation des articles 826, 827 et 832 du Code civil*, thèse pour le doctorat.

priété peut encore augmenter dans une large mesure avant que ses inconvénients puissent venir contrebalancer ses avantages.

Les doctrines de Le Play sont maintenant condamnées par l'expérience même et l'Angleterre qui, sur ce point, était pour Le Play un idéal, est aujourd'hui forcée, pour sauver ses campagnes de la dépopulation, de créer la petite propriété, et pour y arriver, le meilleur moyen ne serait peut-être pas de transformer le régime successoral.

L'égalité dans les partages est inhérente à la nature humaine et la meilleure preuve est que l'on voit rarement le père de famille se servir du droit que lui accorde le Code civil, de disposer d'une partie de son bien en faveur d'autres personnes que ses héritiers naturels.

L'excès du morcellement, du reste, n'est pas à craindre, car si les héritages décomposent la petite propriété, les mariages la reconstituent en partie, et si dans quelques endroits la division du sol devenait trop grande, la réaction se ferait bien vite et l'équilibre se rétablirait rapidement.

Remarquons enfin que le Code civil n'a pas eu une influence aussi grande que certains le disent, en proclamant la règle de l'égalité dans les partages, qui était fort ancienne en France. Avant 1789, bien des provinces admettaient ce principe pour les successions roturières, et le Code n'a fait que généraliser ces dispositions. En effet, le droit romain, resté debout dans les pays du midi de la France, et les pays de

droit écrit consacrent l'égalité des partages. Plus d'une fois, il est vrai, les mœurs devenues féodales « repoussèrent, au moyen des testaments et des renonciations à succession future, ce régime d'égalité et on introduisit les privilèges de masculinité et de primogéniture », mais en sens inverse, dans un grand nombre de pays coutumiers, l'influence du droit romain se fit vivement sentir sur les droits d'aînesse et les autres privilèges en les affaiblissant (1).

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, tome VII, p. 425 et 511.

TITRE IV

Évolution de la petite propriété rurale au cours du XIX^e siècle.

Nous avons vu l'évolution de la petite propriété au moyen âge, sous la royauté et sous la Révolution française, nous avons fait remarquer les perturbations causées par la vente des biens nationalisés, il nous reste à voir si, au cours du XIX^e siècle, le morcellement a continué de prendre de plus en plus d'essor.

Pour cette partie de notre étude, nous avons heureusement des documents plus exacts et plus dignes de foi que pour les périodes précédentes, et les deux sources principales auxquelles nous puiserons sont les statistiques des cotes foncières publiées par le Ministère des Finances ou l'Administration des contributions directes, et les statistiques agricoles décennales dues à l'initiative du Ministère de l'Agriculture.

Mais, avant d'emprunter un seul renseignement à l'une de ces deux sources, il est utile de savoir quelle est la confiance que nous pouvons avoir en elles.

Voyons d'abord les statistiques des cotes foncières. Nous savons ce que l'on entend par ce mot, et nous avons déjà fait remarquer (1) qu'il fallait se garder de prendre le nombre des cotes pour celui des proprié-

(1) Voir *supra*, p. 11.

taires. Ce dernier est en effet sensiblement inférieur au premier, et ceci, parce que les individus possèdent souvent des propriétés situées dans les ressorts de deux perceptions différentes, d'où deux cotes foncières qui, régulièrement, devraient n'en former qu'une seule; mais les percepteurs ont intérêt à les multiplier le plus possible, car chaque article du rôle leur est payé 0 fr. 20, et le nombre des cotes à recouvrer entre en ligne de compte dans les tarifs des remises qui leur sont allouées.

Il faudrait donc, pour connaître à l'aide de ces documents le chiffre exact des propriétaires aux diverses époques de notre siècle, connaître le rapport qui existe entre le premier nombre et celui des cotes foncières. Malheureusement, il n'est guère possible de savoir quelle est la réduction qu'il faudrait faire subir à ce dernier pour arriver à un résultat conforme à la réalité; des essais de le calculer ont cependant été faits, et M. Gimel, entre autres, par des opérations très minutieuses, a été conduit à une approximation qui peut être considérée comme très sérieuse.

Mais si les statistiques des cotes ne peuvent pas nous indiquer le nombre réel des propriétaires, elles n'en sont pas moins intéressantes à étudier pour arriver à connaître, en les comparant avec les précédentes, le mouvement de la division du sol et se rendre ainsi un compte exact de la situation générale du pays et de la marche du morcellement.

Les statistiques agricoles nous donnent des résultats précis et elles présentent l'immense avantage de

répondre aux différentes questions que nous nous proposons de résoudre puisqu'elles ont été posées dans les questionnaires aux commissions auxquelles s'adressait le Ministère de l'Agriculture. Malheureusement, bien des erreurs se sont encore glissées au milieu des tableaux publiés dans ces enquêtes.

Pour toute la période du xix^e siècle antérieure à 1862, nous n'avons à notre disposition que les statistiques des cotes foncières. La première de celles-ci date du début de la Restauration; Moreau de Jonnés (1) rapporte qu'en 1815 l'administration des finances lui fit la communication suivante :

Nombre des propriétaires : 4.833.000 payant 282.935.000 francs de contribution foncière et répartis ainsi qu'il suit :

Nombre des propriétaires fonciers	Leur revenu moyen	Leur contribution foncière
8.516	19.272	3.854 ^f
18.848	7.340	1.468
212.636	2.127	425
928.000	464	92
3.665.000	64	12

En 1818, Gaudin, ancien Ministre des Finances, lui remet les données suivantes sur l'état de la France à cette époque :

23.000	propriétaires payant	58.500	cotes faisant	60.000.000
487.000	—	1.053.000	—	132.000.000
4.353.000	—	9.300.000	—	92.000.000
4.833.000		10.411.500		284.000.000

(1) Compte rendu des séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1855, octobre, cité par Piogey, p. 32, *Le morcellement du sol en France*.

Cette statistique semblerait devoir nous donner des renseignements précieux, car non seulement elle fixe le nombre des cotes et des propriétaires, mais elle les classe par catégories de 0 à 20 fr., de 21 à 30 fr., de 31 à 50 fr. (1), etc. Mais il est aujourd'hui établi que de graves erreurs ont été commises; la propriété bâtie, par exemple, qui devrait être séparée de la propriété non bâtie, cela est certain, a été fréquemment comptée deux fois.

Aussi bien que ce chiffre de 10.414.500 cotes indiquées par la statistique ait été utilisé dans nombre d'ouvrages sérieux (2), il est certainement au-dessus de la vérité. L'administration des contributions directes le réduisit du reste elle-même et le fixa à 10.083.751, nombre qui paraît encore aux auteurs, M. de Foville entre autres, supérieur à la réalité.

D'autres relevés des cotes furent faits dans la suite, en voici le tableau exact :

ANNÉES	NOMBRE DES COTES	ANNÉES	NOMBRE DES COTES
1826	10.296.693	1858	13.118.723
1835	10.893.528	1861	13.658.018
1842	10.511.841	1868	14.311.423
1843	11.619.375	1876	14.117.675
1845	11.810.318	1880	14.264.388
1848	12.071.535	1881	14.298.000
1851	12.394.366	A partir de cette année, le nombre des cotes diminue	

(1) Sur ce point, v. Foville : *op. cit.*, p. 62 et suiv.

(2) Léonce de Lavergne, H^{te} Passy ont utilisé ce tableau.

A la simple lecture de ce tableau, on est frappé de la marche ascendante sans cesse plus rapide du morcellement ; sans doute, comme on l'a fait remarquer, il faut se garder d'en tirer des conclusions exagérées, et si le rapport entre le nombre des cotes et celui des propriétaires est, en 1851, de 63 %, il n'est plus, en 1879, que de 54.4 %; il n'en est pas moins certain que, durant tout le xix^e siècle, la propriété s'est divisée de plus en plus, le morcellement n'a cessé de faire de grands progrès, jusqu'au moment où commence la crise agricole. Quant à fixer le nombre des propriétaires, et celui surtout des petits propriétaires, il est difficile d'être absolument précis. Moreau de Jonnès et Gaudin en fixaient le chiffre, en 1815, à cinq millions, et plusieurs auteurs sont de cet avis ; il nous paraît cependant trop faible, car il existait au début de la Restauration plus de dix millions de cotes foncières, ce qui eût fait deux cotes par propriétaire, proportion tout à fait invraisemblable.

Le chiffre de six millions et demi auquel s'arrête M. de Foville (1) et que reproduit M. Souchon, dans son étude sur la propriété paysanne, nous semble plus exact. En 1862, la statistique agricole constate un nombre de huit millions de propriétaires, soit une augmentation d'un million et demi en quarante-sept ans ; cette dernière, croyons-nous, est due en grande partie à la multiplication des petits domaines. C'est surtout dans les périodes de prospérité, quoi qu'en

(1) Foville : *op. cit.*, p. 64 et suiv.

ait dit Michelet, que le paysan acquiert la terre, et pendant ces quarante-sept ans, les populations rurales n'ont pas eu à souffrir de crises agricoles.

De 1835 à 1842, l'augmentation a été de 4.5 % pour les cotes au-dessous de 5 francs, qui se sont élevées de 5.205.411 à 5.440.580. En 1835, 63.87 % des cotes étaient inférieures à 10 francs; en 1851, il y en avait 66.33 %.

La multiplication de ces petites cotes est beaucoup plus importante que celle des cotes qui représentent la moyenne ou la grande propriété. Mais plus nous approchons de la crise, plus nous voyons se ralentir ce mouvement du morcellement.

A partir de 1862, il nous est plus facile de connaître le nombre des petits domaines ruraux, grâce aux statistiques décennales agricoles, et de nous rendre un compte exact de leur augmentation.

L'enquête de 1862 (1) nous dit qu'il existe 1.812.573 propriétaires cultivant exclusivement leurs biens, et 1.987.186 qui travaillent pour autrui en même temps qu'ils exploitent leur petit domaine. En 1882 (2), ces deux classes étaient composées, la première de 2.150.696 individus, la seconde de 1.374.646.

(1) V. Souchon : *op. cit.*, p. 85, et Zolla : *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, 1^{re} série, p. 349.

(2) *Statistique agricole décennale de 1882*, p. 236 et suiv.

Si nous comparons ces deux tableaux :

	ANNÉE 1882	ANNÉE 1862
Propriétaires cultivant exclusive- ment leurs biens.....	2.450.696	182.573
Propriétaires travaillant pour autrui en même temps qu'ils cultivent leurs biens.....	1.374.646	1.987.186

nous voyons la première classe qui, évidemment, comprend la masse de ceux que nous avons appelés les petits propriétaires, augmenter en vingt ans, malgré la perte de nos deux provinces à la suite de la guerre de 1870, dans une assez forte proportion; quant aux petits propriétaires qui, ne trouvant pas dans l'exploitation de leur domaine ce qui est nécessaire à leur existence et à celle de leur famille, sont obligés de travailler pour autrui, leur nombre a diminué considérablement.

C'est que, déjà, les effets de la crise agricole commencent à se faire sentir, et c'est cette classe de petits propriétaires qu'ils atteignent tout d'abord, et ces six cent mille travailleurs agricoles qui, dans cette période de vingt années, ont disparu des campagnes pour chercher à gagner plus facilement leur vie dans un autre métier, ont vendu leurs parcelles de champs qui sont allées grossir, en se réunissant les unes aux autres, la masse des petites propriétés.

Nous arrivons à cette conclusion que, pendant les quatre-vingts premières années du siècle, le morcel-

lement du sol a suivi une évolution lente, mais qui ne s'est pas arrêtée un seul instant. La division des héritages qui, suivant certains économistes, devait entraîner la pulvérisation du sol, n'a pas produit les résultats qu'ils en attendaient puisque, au contraire, les petites propriétés de moins d'un hectare ont diminué en nombre, tandis que les autres, celles qui font vivre ceux qui les cultivent sans les obliger à travailler pour autrui, et dont l'étendue est assez grande pour que les inconvénients d'une division excessive du sol ne soient pas à craindre, se sont multipliées, jusqu'au moment où la crise agricole éclate et va être la cause d'un arrêt dans la marche du morcellement; c'est cette période qu'il nous reste à étudier avant d'examiner l'état actuel de la petite propriété en France.

Si nous jetons les yeux sur le tableau ci-dessous, indiquant, par année, le nombre des cotes foncières :

1883.....	14.233.127	1890.....	14.141.080
1884.....	14.220.972	1891.....	14.121.781
1885.....	14.271.167	1892.....	14.043.614
1886.....	14.239.431	1893.....	14.009.779
1887.....	14.242.085	1894.....	13.935.528
1888.....	14.238.102	1895.....	13.936.080
1889.....	14.211.607	1896.....	13.885.710

nous sommes frappés de la diminution croissante des propriétaires qui, à première vue, nous fait penser à une assez forte concentration de la propriété.

Il ne faut cependant rien exagérer; certaines cotes ont été réunies par ordre du ministère, et le mouve-

ment n'est pas aussi accentué qu'il le paraît (1). Il n'en est pas moins vrai que le morcellement du sol s'est arrêté, et nous arrivons à constater le même résultat, avec les statistiques décennales agricoles de 1882 et de 1892. La première donne le chiffre de 3.525.342 propriétaires, la seconde celui de 3.387.105; la diminution est sensible et correspond à celle que nous venons d'observer en nous servant du tableau des cotes foncières.

Mais comment se répartit cette diminution? Les deux enquêtes nous le disent en partie : celle de 1882 nous apprend qu'à cette époque, 1.374.646 individus sont obligés de demander à autrui le travail et les moyens d'existence que leurs terres ne suffisent pas à leur donner. En 1893, cette classe ne compte plus que 1.188.025 unités, tandis que la classe des petits propriétaires cultivant exclusivement leurs biens est devenue légèrement plus nombreuse, elle a été capable de résister à la crise agricole qui a tué la parcelle et

(1) Deschanel 1895, Ch. des Députés, 10 juillet, *Journ. Officiel* :

« J'ai étudié dans le grand détail, à ce point de vue, la situation des 25 départements où le nombre des cotes a le plus diminué : dans la plupart, cette diminution a pour cause unique la réunion de cotes multiples; dans un certain nombre d'autres, elle est due tout à la fois à ces opérations administratives, à la réduction de la natalité et à la dépopulation des campagnes.

« Dans un ou deux départements seulement, elle résulte aussi, dans une faible proportion, de l'agrandissement de quelques domaines. »

Voir de même 1895, tome I, *Économiste français* : *Les cotes foncières en 1896*.

forcé ceux qui en étaient possesseurs à émigrer vers les villes ou à grossir les rangs des fermiers et des métayers.

Nous ne rechercherons pas quelles sont les causes de cette crise. Notre étude ne comporte pas un tel développement. Nous devons cependant en dire quelques mots, chercher quels effets désastreux elle eut sur la constitution des petits domaines paysans.

Depuis une vingtaine d'années environ, l'agriculture traverse, dans tous les pays d'Europe, une crise dont nul, hélas ! ne peut prévoir la fin. On a cru, au début, que ce n'était qu'un malaise violent et passager analogue à ceux qui, trop fréquemment, sévissent sur le commerce et l'industrie ; il a fallu se rendre à l'évidence et reconnaître qu'il s'agissait là d'une maladie plus sérieuse qu'on ne le pensait, d'un mal des plus dangereux, tenant à la diminution générale et continue des profits de l'agriculture.

Depuis 1880, en effet, une sorte de fatalité semble s'acharner sur toutes les branches de notre industrie agricole : le phylloxéra qui, en quelques années, a complètement détruit le vignoble français ; certaines cultures, productives autrefois, telles que celles de la garance, qui sont tombées devant des succédanés ; la culture du blé, qui est devenue à peine rémunératrice pour couvrir les frais de production, depuis que le froment est tombé à un prix inférieur à 20 francs le quintal ; les autres céréales, enfin, qui ont baissé de prix dans des proportions analogues, c'est-à-dire ont perdu le quart de leur valeur ancienne.

Joignons à cela le renchérissement de la main-d'œuvre, le poids des impôts qui devient de plus en plus lourd ; nous avons alors, d'un côté, une énorme diminution de recettes, de l'autre, une augmentation sensible de dépenses, et plus nous avançons, plus la balance semble pencher du mauvais côté. Cette situation déplorable de l'agriculture, personne ne la nie, la crise est aujourd'hui arrivée à son maximum d'intensité (1). Tous en souffrent, grands et petits cultivateurs. Mais tous n'en souffrent pas dans la même proportion.

À première vue, il semble que le grand propriétaire est moins à plaindre que le petit, à cause des nombreux capitaux dont il dispose et qui lui permettent d'attendre la fin de la crise. Mais, après un examen un peu attentif, on s'aperçoit que c'est l'inverse qui se produit. Le grand propriétaire qui vend tous ses produits et qui ne cultive que dans ce but, a dû forcément souffrir davantage que le petit : qu'importe, en effet, la crise à ce dernier, et que le blé se vende plus ou moins cher ? Il cultive son bien pour se nourrir et pour élever sa famille, il ne vend rien, la crise, semble-t-il, ne doit pas l'atteindre. Cependant, il faut admettre qu'il n'est si pauvre paysan qui ne soit obligé d'acheter des habits pour se vêtir et même,

(1) Sur la crise agricole, voir discours de M. Deschanel, Chambre des Députés, 1897, 10 juillet, *Officiel*, p. 1934, et discours de M. Jaurès, juin 1897, p. 1380, à l'*Officiel*.

Réforme sociale : 1894, tome I, et 1881, tome I.

pour se nourrir et s'éclairer, quelques produits d'épicerie; il doit se défaire d'une petite partie de sa récolte pour payer ces dépenses et c'est seulement ainsi que la crise peut directement l'atteindre. Elle le touche encore, mais indirectement, surtout lorsqu'il est obligé de chercher, en travaillant chez autrui, ce qui lui manque pour faire vivre ses enfants, se nourrir lui-même, et que son petit domaine ne peut lui fournir. En effet, le grand propriétaire, atteint par la crise et qui voit ses revenus aller sans cesse en diminuant, va chercher à réduire ses dépenses et ses frais d'exploitation, l'offre du travail deviendra plus rare et la demande restera la même, d'où une sensible diminution dans les salaires.

Qui en souffrira ? Le petit propriétaire qui est obligé de louer ses bras à autrui parce que sa parcelle ne suffit pas à le faire vivre. Du reste, celui qui possède un domaine assez étendu pour constituer une véritable petite propriété telle que nous l'avons définie, est généralement, et, par sa faute, dans une situation telle, qu'il n'échappe pas aux effets désastreux de la crise agricole. L'amour de la terre est si grand chez lui que sans cesse le désir d'arrondir son domaine, le hante et le poursuit; l'occasion de le faire se présente-t-elle ? il achète et, souvent, pour une somme plus élevée que celle dont il peut disposer en ce moment, comptant sur une période heureuse pour s'ac-

(1) Clément Juglard : *La crise agricole*, *Économiste français*, 1898-1.

quitter des dettes qu'il vient de contracter. Le voilà obligé de vendre tout ce qu'il pourra de ses récoltes et de son bétail, la crise alors l'atteindra plus durement peut-être que les autres. On a, du reste, constaté qu'à une période de prospérité agricole correspondait un développement plus grand de la petite propriété. Michelet était en contradiction avec la réalité, lorsqu'il disait: « Aux temps les plus mauvais, aux temps de pauvreté où le riche même est pauvre et vend par force, le paysan arrive avec ses pièces d'or et acquiert un bout de terre. »

De nos jours, nous avons vu le petit vigneron succomber sous les attaques du phylloxera, nous avons vu ses quelques ouvrées de vignes restées incultes ou ensemencées de luzerne; faute de capitaux pour les reconstituer, nous l'avons vu céder la place au grand capitaliste qui peut seul réparer les ravages causés à tous nos vignobles.

Et, du reste, la statistique de 1892 confirme bien ce que nous avançons; malheureusement, livrée au public au début de 1898 seulement, elle est vieille de huit années et nous regrettons de n'avoir pas le moyen de suivre l'évolution de cette crise pendant ces huit années.

On ne peut donc nier actuellement un certain malaise de la petite propriété, nous savons que le nombre des petits propriétaires ruraux travaillant pour autrui en même temps qu'ils cultivent leurs champs, a diminué de près de deux cent mille, mais que celui des propriétaires exploitant exclusivement leur domaine a

légèrement augmenté, malgré la triste période qu'ils viennent de traverser. C'est là un symptôme rassurant qui prouve qu'il serait encore prématuré de prédire la fin prochaine de la petite propriété. La crise a tué la parcelle, et si elle a laissé intacte la véritable petite propriété (ce que l'on ne pourrait affirmer qu'après la preuve que la dette hypothécaire pesant sur elle n'a pas sensiblement augmenté) elle a, en tout cas, enrayé le morcellement dans sa marche en avant, elle a retardé la multiplication des petites propriétés plutôt qu'elle ne l'a arrêtée.

TITRE V

État actuel de la petite propriété rurale d'après les dernières statistiques décennales.

Il nous reste maintenant, pour compléter l'aperçu que nous avons donné du mouvement de la petite propriété rurale en France au cours de ce siècle, à nous rendre un compte exact de ce qu'elle est aujourd'hui; nous chercherons quelle en est la valeur et la superficie, après avoir essayé de fixer le nombre des petits propriétaires.

Pour arriver à la solution de ces questions, la statistique décennale de 1892 sera notre principale source d'informations, et nous sera d'une grande utilité. Nous laisserons de côté les statistiques des cotes foncières qui, si elles ont pu nous servir pour étudier la marche du morcellement, ne pourraient plus ici nous apporter que des renseignements trop peu précis pour résoudre nos trois problèmes. Elles pourraient nous aider à établir quelle est l'importance de la petite propriété, mais non pas quelle est la part de cette dernière dans la répartition totale.

La statistique de 1892 est, en somme, très récente puisque la publication en a été faite il y a deux ans à peine. Elle est due à l'initiative du Ministère de l'Agriculture, et c'est par les soins de ce dernier que

furent faites la centralisation et l'élaboration des questionnaires remplis par les commissions cantonales. Celles-ci avaient pour mission « de vérifier les renseignements relatifs à chacune des communes du canton, de les contrôler et de les récapituler sur un cadre uniforme. » Ces renseignements étaient fournis en premier lieu par des commissions composées des personnes les plus compétentes de la commune, dit la circulaire du 8 avril 1891 (1).

Dans le département, le préfet a joué le rôle d'un agent de transmission, et c'est tout. Mais à la différence de ce qui s'est passé en 1882, les professeurs d'agriculture et les services compétents ont été consultés; « les commissions, dit la circulaire ministérielle, ne sauraient s'entourer de trop de lumières dans les relevés à faire, surtout en ce qui concerne la troisième partie, l'Economie rurale »; au ministère, le service de statistique n'a guère joué qu'un rôle de centralisation. En somme, tout a été fait par les sous-commissions communales, ou plutôt, ce sont elles qui ont fourni tous les documents. Ceux-ci ont été examinés, fondus, condensés par les commissions cantonales, puis transmis par l'autorité préfectorale au Ministère de l'Agriculture.

Il nous faut, avant de nous servir de cette source de renseignements, nous rendre compte, comme nous l'avons fait pour les autres statistiques, du degré de confiance que l'on peut avoir en elle; nous avons pu

(1) *Statistique agricole de 1892, Instructions générales*, p. 337.

nous en servir dans les pages précédentes sans la discuter, lorsqu'il s'agissait de savoir quelle avait été, depuis 1862, c'est-à-dire depuis qu'il existe des statistiques agricoles sérieuses, le mouvement de la petite propriété ; ici, il nous faut bien davantage de précision pour résoudre les trois questions que nous avons posées, il est donc nécessaire de savoir si les chiffres que nous donne la dernière statistique sont bien exacts.

A priori, on peut présumer que les sous-commissions n'ont pas toujours pu donner l'expression absolue de la réalité ; il était, en effet, assez délicat de répondre à la masse des questions posées par le Ministère de l'Agriculture. Les questionnaires se divisaient en trois parties intitulées : culture, animaux et Economie rurale, et se subdivisaient en tableaux renfermant chacun une série de demandes. Pour répondre à celles-ci, il était nécessaire d'avoir une parfaite connaissance du pays, et malgré les précautions indiquées dans la circulaire ministérielle pour faire un choix heureux des commissions, on peut craindre que les membres de ces dernières n'aient pas toujours été choisis d'une manière telle qu'ils fussent à l'abri de toute critique.

Sans doute, une bonne partie des commissions ont travaillé avec conscience ; mais les autres ?

Certes, il y a là une grande probabilité d'erreur, probabilité qui devient une certitude quand, examinant les différents tableaux, nous trouvons dissimilaires des résultats qui, semble-t-il, devaient être

identiques. Comme le fait remarquer M. Souchon, le tableau par exemple, qui nous indique le nombre des propriétaires cultivant exclusivement leurs biens ou travaillant en même temps pour autrui, donne un chiffre de 3.361.154 unités, et un peu plus loin, le tableau des cultures directes fixe le nombre de ces dernières à 4.190.795, tandis qu'on aurait dû s'attendre à trouver deux chiffres égaux.

Cependant, grâce à une surveillance active exercée, par les professeurs d'agriculture surtout, sur le travail des commissions communales, il est certain que l'enquête de 1892 offre bien davantage de garanties, au point de vue de l'exactitude, que ses sœurs aînées; nous serons néanmoins obligé de corriger certains chiffres qui nous paraîtront exagérés ou trop faibles.

Pour connaître la situation de la petite propriété en France actuellement, il est indispensable de la considérer à trois points de vue différents et de l'étudier dans le nombre des petits propriétaires, dans son étendue et dans sa valeur.

A. — *Nombre des petits propriétaires.*

Si, cherchant à connaître le chiffre des petits propriétaires ruraux, nous ouvrons l'enquête publiée par le Ministère de l'Agriculture en 1898, un nombre attire immédiatement notre attention, c'est celui des exploitations; ce chiffre doit en effet coïncider, à peu de chose près, avec celui qui indique combien la

France compte de propriétaires, et comme la statistique classe les exploitations d'après leur étendue en les divisant en catégories allant de zéro à un, de un à cinq, de cinq à dix hectares, etc., il semble qu'en additionnant le nombre de celles qui ont moins de 11 hectares, puisque, nous l'avons vu, la petite propriété ne peut guère dépasser cette étendue, nous devons obtenir le chiffre approximatif des petits propriétaires.

Les tableaux nous donnent les résultats suivants : pour la propriété ne dépassant pas un hectare, le chiffre de 2.235.405 exploitations ; pour celle qui n'en dépasse pas cinq, 1.829.259, et pour celle qui s'arrête à onze, 788.299, soit un total de 4.852.953 petites exploitations. Ce chiffre paraît exact, mais il ne nous indique pas le nombre des petits propriétaires cultivant leurs domaines, ceux-là seuls qui nous intéressent tant au point de vue social qu'au point de vue économique ; et il contient en outre toute une classe de petits propriétaires qui ne peuvent rentrer dans celle des propriétaires ruraux que nous étudions : ce sont ceux qui possèdent et exploitent des parcelles de jardins aux environs des villes, car il s'agit là d'une culture spéciale et d'une classe spéciale d'individus qui ne présentent ni le même caractère ni le même intérêt que celle que nous envisageons.

Heureusement, la statistique nous donne d'autres renseignements qui, en les comparant à ceux que nous venons de citer, nous permettront d'arriver à la solution de notre question. En effet, le tableau de la

page 248 de l'enquête nous donne une statistique des propriétaires cultivant exclusivement leur domaine, et de ceux qui, tout en le cultivant, sont en même temps obligés de travailler pour autrui, à titre de fermiers, métayers ou journaliers. Les premiers, nous dit-on (1), sont au nombre de 2.183.129; les seconds, au nombre de 1.188.125, ce qui fait un total de 3.371.154 propriétaires cultivateurs. Mais la statistique a dû ici commettre une erreur que nous avons, du reste, signalée plus haut. Le tableau des cultures directes nous donne en effet le chiffre de 4.190.795, soit une différence de 800.000 unités avec le total précédent, alors que nous aurions dû trouver le même résultat.

M. Souchon explique en partie cet écart par ce fait que souvent certains propriétaires cultivent en même temps deux exploitations; mais tout en faisant la part très large à cette catégorie, et en admettant qu'il en existe 300.000, il n'en subsiste pas moins 500.000 unités qui certainement ont été oubliées par les enquêteurs de 1892. Ces 500.000 unités reviennent forcément à la classe des petits propriétaires, car il est inadmissible que des exploitations de quelque importance aient passé inaperçues, une grande, une moyenne, même une petite exploitation, si elle suffit à faire vivre celui qui la cultive et la possède, n'ont que très rarement pu être omises.

Nous ajouterons donc ce chiffre de 500.000 au nom-

(1) *Statistique décennale agricole, 1892, Econ. rurale*, p. 248 et s.

bre des petits propriétaires qui travaillent pour autrui en même temps qu'ils font valoir leur petit domaine, et nous en compterons dès lors 1.688.025.

Quant au nombre des propriétaires exploitant exclusivement leurs biens, il ne peut être pris comme correspondant à celui des petits propriétaires; il doit, en effet, s'y trouver aussi des moyens et des grands propriétaires, en nombre moins imposant il est vrai; il nous faut donc chercher dans quelle proportion ils s'y sont mêlés.

L'enquête nous dit qu'il existe en France 4 millions 852.953 (1) exploitations inférieures à dix hectares en étendue, et en rapprochant les chiffres donnés par les tableaux des cultures directes et des cultures indirectes, nous voyons qu'il existe à peu près trois exploitations directes pour une indirecte. Il est vrai que cette proportion doit changer avec l'importance des propriétés, et qu'elle n'est plus la même quand nous sommes en présence de grandes exploitations; nous croyons cette proportion à peu près exacte pour la partie qui nous occupe.

Sur ces 4.852.953 petites exploitations, 3.639.704 seraient donc exploitées directement, et si nous retranchons de ce nombre celui des petits propriétaires cultivant leurs biens et travaillant en même temps pour autrui, nous obtenons le chiffre de 1.951.699 véritables petits propriétaires. Le nombre de 2.183.120, fixé par le tableau de l'enquête comme correspondant

(1) Voir tableau de l'enquête.

à celui des individus qui exploitent exclusivement leurs domaines, renferme donc moins de 250.000 unités qui représentent les exploitations moyennes et grandes, faites directement, soit une faible proportion dans la répartition des cultures directes.

Nous pouvons, dès lors, dresser le tableau suivant :

Exploitations directes	}	Grands et moyens propriétaires	231.436
		Petits propriétaires travaillant pour autrui. . .	1.688.023
		— exploitant exclusivement	
		leurs biens	1.931.679

Remarquons, du reste, qu'il ne faut pas attacher une importance exagérée à la classification faite par la statistique de 1892; « au double point de vue économique et social, elle n'est, en effet, guère caractéristique ».

Voici, par exemple, la situation si fréquente qu'elle est devenue aujourd'hui presque normale : les cultivateurs estiment actuellement que le plus avantageux au point de vue économique est d'exploiter une propriété d'une vingtaine d'hectares, qui nécessite peu de main-d'œuvre salariée étrangère, mais qui occupe tous les membres de la famille du cultivateur et dont l'étendue est déjà suffisante pour permettre l'emploi de certaines machines. Or, en envisageant notre régime de l'est surtout, où le sol est très divisé, le nombre des cultivateurs propriétaires possédant une vingtaine d'hectares en toute propriété est peu élevé, mais les exploitations de cette dimension se forment par l'adjonction aux 8, 10 ou 12 hectares que possèdent beaucoup de ruraux,

d'une certaine quantité de terres amodiées aux tout petits propriétaires possesseurs de quelques lopins qu'ils préfèrent louer, pour occuper avec plus de facilité un emploi plus rémunérateur, quand ils ne quittent pas le pays.

Ce fait, qui tient certainement une place très importante dans l'organisation de la vie rurale, la statistique n'en tient pas compte, il serait cependant intéressant de connaître cette situation qui est aujourd'hui devenue courante, et nous ne pouvons que regretter cet oubli.

En résumé, la statistique décennale de 1892 nous dit qu'il existe en France un peu plus de trois millions et demi de petits propriétaires cultivateurs, dont près de deux millions ne sont pas obligés, pour faire vivre leur famille, de travailler en dehors de leur petit domaine; en fixant une moyenne de cinq personnes par famille, nous arrivons à une population rurale de près de vingt millions d'individus tous propriétaires. Nos résultats sont peut-être inférieurs à ceux indiqués par certains auteurs, nous croyons cependant à leur réalité.

B. — *Superficie occupée par la petite propriété en France.*

Il nous sera aisé, maintenant que nous connaissons le nombre à peu près exact des petites propriétés rurales, de savoir quelle est, en France, la superficie totale qu'elles occupent.

Plusieurs auteurs, entre autres MM. de Foville et René Henry, ont pris comme base de leurs recherches, pour arriver à élucider cette question, la statistique des cotes foncières, classées d'après l'étendue, publiée en 1884 par le Ministère des Finances, mais ils n'avaient pas encore à leur disposition l'enquête décennale du Ministère de l'Agriculture, qui nous paraît donner des renseignements d'une précision beaucoup plus grande que la source à laquelle ont puisé ces auteurs.

Les résultats tirés des cotes foncières sont, en effet, forcément beaucoup moins exacts que ceux que nous obtiendrons avec la statistique décennale de 1892, et cela vient surtout du mélange fréquent des cotes urbaines avec les cotes purement rurales (1).

Les résultats exagèrent enfin l'importance de la petite propriété parce que les relevés des cotes furent faits par commune et que souvent une propriété qui aurait dû être comptée comme moyenne ou comme grande comprendra deux ou trois cotes par ce fait qu'elle est située sur le territoire de deux ou trois communes différentes, et rentrera ainsi dans la catégorie des petites cotes, venant ainsi augmenter le nombre des petites propriétés de deux ou trois unités. Nous avons vu, dans le chapitre précédent, qu'il exis-

(1) Quand on envisage la statistique au point de vue de la seule propriété rurale, les cotes relatives à la propriété exclusivement bâtie y apportent une perturbation d'autant plus fâcheuse que toutes sont des cotes de peu d'importance et sont par conséquent concentrées dans les mêmes catégories.

tait en France 4.852.953 exploitations de moins de 10 hectares environ, qui se subdivisent ainsi : 2.235.405 exploitations supérieures à un hectare ; 1.829.259 allant de 1 à 5 hectares, et 788.299 allant de 5 à 10. L'enquête nous indique aussi la moyenne de l'exploitation en étendue pour chacune de ces catégories ; cette moyenne est de 59 ares pour la première, de 3 hectares pour la seconde, et de 7 hectares 30 ares pour la troisième, ce qui nous donne, pour la première, une étendue de 1.327.253 hectares ; pour la seconde, 5.487.777 hectares, et pour la dernière, 5.754.727, soit un total de 12.569.757 hectares, dont les trois quarts au moins sont cultivés par les propriétaires.

Ce chiffre est sensiblement différent de celui auquel ont abouti MM. de Foville et René Henry, qui se sont servi dans leurs études de la statistique du Ministère des Finances. M. René Henry arrive à un total de 16 millions d'hectares, c'est-à-dire presque le tiers de la surface cultivée en France. M. de Foville, qui ne comprend sous la rubrique petites propriétés que celles qui ne dépassent pas 6 hectares, arrive à un total de 12.754.803, c'est-à-dire un total plus élevé que le nôtre, bien que nous ayons beaucoup plus que lui étendu la classe de la petite propriété. La petite propriété, depuis l'époque où M. de Foville publiait *Le morcellement*, aurait-elle perdu du terrain à ce point ? Non, nous ne le pouvons croire ; c'est surtout à l'inexactitude des cotes foncières qu'on le doit attribuer, car dans le tableau des cotes il en existe un grand nombre qui correspondent à de très petites étendues

et ne peuvent être considérées comme des cotes agraires.

RÉPARTITION DE LA PETITE PROPRIÉTÉ EN FRANCE.

Il est maintenant intéressant de se rendre compte de la répartition géographique des petits domaines.

La statistique de 1892 nous renseigne encore à ce sujet; on peut dire tout d'abord que c'est dans le midi de la France surtout que l'on rencontre le plus de petits propriétaires cultivateurs, l'est et le plateau central viennent ensuite (1).

Les petites propriétés de 1 à 10 hectares, qui sont généralement en moyenne de 30.000 par département, ne se rencontrent qu'au nombre de 10.000 à 20.000 dans la Mayenne, l'Oise, l'Indre, les Landes et les trois départements des Alpes et les Bouches-du-Rhône; leur nombre, au contraire, dépasse 30.000 dans les départements de la Charente-Inférieure, de Saône-et-Loire, du Puy-de-Dôme, de la Dordogne, de l'Isère et de la Gironde. Dans quinze départements elles dépassent 50.000; ce sont, du reste, nos départements les plus riches. Quant à la superficie qu'elles occupent, ce sont les trois départements des Alpes et des Pyrénées-Orientales qui présentent les chiffres les plus faibles, inférieurs à 60.000 hectares (2).

Nous verrons plus loin que cette répartition de la

(1) *Statistique décennale agricole de 1892*, p. 228.

(2) *Statistique décennale agricole de 1892*, p. 372.

petite propriété en France est due à l'influence de différents facteurs, au premier rang desquels il faut placer la nature du lieu.

C. — *Valeur de la petite propriété en France.*

Il nous resté, pour connaître mieux la petite propriété rurale, à chercher quelle est sa valeur. La statistique de 1892 ne nous permet pas de le faire, elle nous indique la moyenne de la valeur vénale des terres cultivées en France (terres labourables, prés, vignes, etc., renseignements qui ne peuvent guère nous servir dans nos recherches, car il faudrait, ce qui est très difficile, connaître la constitution culturale de la petite propriété en général, pour ensuite en connaître la valeur. Nous chercherons cependant à arriver à un chiffre approximatif avec ces seuls documents, puisque nous n'en possédons pas d'autres.

Remarquons d'abord que si les terres de toute première qualité entrent rarement dans la composition de la petite propriété rurale, les très mauvaises en font aussi très rarement partie : celles qui la composent sont même généralement d'une valeur un peu au-dessus de la moyenne (1).

(1) Les départements où l'on trouve naturellement le moins de petites exploitations sont ceux où dominent les landes, les terres maigres, etc.

Deschanel : 10 juillet 1897, *Journal officiel*, Chambre des Députés.

Remarquons aussi que les prés sont peu souvent en possession de petits cultivateurs, et que les bois et futaies ne le sont presque jamais; restent les vignes, dont la valeur vient hausser légèrement la valeur totale de la petite propriété; augmentons donc bien peu le chiffre de 1.600 fr. donné par les tableaux de l'enquête décennale comme le prix moyen de l'hectare de terre qui, généralement, constitue les petits domaines, et en le fixant à 1.700 fr., nous serons ainsi bien près de la vérité. Les douze millions d'hectares représenteraient alors un produit brut de 20 milliards.

Mais ne nous abusons pas; c'est bien là la valeur très approximative des biens cultivés par les petits propriétaires et leur appartenant, mais il faut de ce chiffre retrancher celui du montant des hypothèques si nombreuses qui grèvent presque tous les petits domaines, et diminuent d'autant la fortune de leurs propriétaires.

Certains économistes, et ils sont même assez nombreux, prétendent, il est vrai, que l'hypothèque est un bien pour le paysan, qu'elle est un signe de sa prospérité, « la meilleure voie à suivre pour l'accroissement de la fortune rurale (1) »; nous n'avons pas à rechercher ici si elle est un bien ou une charge comme le prétend M. de Lavergne, par exemple, ou si elle est à la fois un bien et une charge, puisqu'elle permet au petit propriétaire d'agrandir et d'améliorer ses propriétés; en même temps qu'elle le force à

(1) Roscher : *op. cit.*

prélever, chaque année, sur les produits de sa récolte, une part destinée à servir des intérêts souvent très onéreux, et à rembourser une partie du capital s'il veut amortir sa dette. Nous chercherons simplement à connaître le chiffre auquel se monte la dette, diminuant ainsi d'autant les 20 milliards et demi qui représentent le produit brut de la valeur de la petite propriété en France. Il est malheureusement très difficile de savoir à combien s'élève ce chiffre des hypothèques qui grève la propriété rurale, et cela, malgré les calculs et les travaux intéressants de M. Boutin (1) sur ce sujet. Les créances hypothécaires, pour donner à leurs possesseurs les droits de préférence et de suite, doivent, on le sait, être inscrites sur un registre spécial au bureau du conservateur. Il semble donc qu'en connaissant le nombre de ces inscriptions en France, nous serions arrivé au résultat que nous cherchons. Rien n'est moins exact, et cela s'explique facilement : d'abord ces inscriptions ne se rapportent pas toutes à des créances certaines non éteintes par le paiement ; beaucoup de personnes, en effet, pour éviter les frais exigés pour lever les hypothèques, préfèrent les laisser s'éteindre d'elles-mêmes, ou négligent de les faire lever, d'où une première cause d'erreur. De plus, beaucoup d'inscriptions figurent sur le registre servant de garantie à des créances éventuelles ou conditionnelles. L'hypothèque, enfin, n'est pas toujours soumise à la

(1) Zolla : *op. cit.*, p. 232.

formalité de l'inscription, et produit ses effets même sans publication ; l'hypothèque légale de la femme mariée et celle des mineurs et interdits sont dans ce cas, et leur caractère occulte augmente encore la difficulté de savoir exactement le montant réel de la dette hypothécaire. D'après les calculs de M. Boutin que nous venons de citer, notre dette s'élevait à dix-neuf milliards et demi, ou plus exactement, 19.278.981.000 en 1876, chiffre duquel il faudrait, dit-il, retrancher 5.744.931.000 (1) francs pour les créances hypothécaires remboursées et dont on n'a pas requis la radiation, mais auquel il faudrait ajouter les 8.000.000.000 de créances que possède le Crédit foncier, ce qui porterait la dette à 14.337.000.000. Mais cette dette grève les propriétés bâties aussi bien que la propriété foncière ; il faudrait donc encore savoir dans quelle proportion ces deux sortes de propriétés se la partagent.

M. Souchon, dans son ouvrage sur *La Propriété paysanne*, nous dit que lorsqu'on a examiné le tableau donnant le total des dettes hypothécaires par département, on en conserve l'impression que les départements à grandes villes ont des dettes particulièrement lourdes (2). La propriété bâtie des villes supporterait donc une dette hypothécaire plus écri-

(1) *Bulletin de l'Institut international de statistique*, étude de M. Boutin, 2^e livraison, tome VII.

(2) Souchon, p. 137, *op. cit.*

sante que la propriété foncière. Ceci nous semble tout à fait exact; mais il faut tenir compte de ce fait que la valeur de la première est de beaucoup inférieure à celle de la seconde : l'une s'élevant à 49.321.000.000, l'autre à 89.216.000.000. Si l'une est plus lourdement grevée, l'autre est plus étendue, et nous croyons, avec M. Souchon, qu'attribuer la moitié de la dette à chacune d'elles est se rapprocher beaucoup de la vérité.

Cependant, l'hypothèque, depuis 1876, a dû s'étendre de plus en plus; il est d'abord certain que le rapport a changé depuis cette époque, car la valeur de la propriété foncière, surtout, a considérablement diminué. De plus, la propriété a traversé depuis une crise des plus graves, pendant laquelle la petite et la moyenne, surtout, ont dû multiplier les emprunts hypothécaires. Nous croyons qu'aujourd'hui la propriété bâtie ne supporte plus la moitié de la charge qui pèse sur la propriété en France, et que cette dette, les différentes coupures du morcellement ne se la partagent pas également. La petite propriété rurale est proportionnellement plus endettée que la moyenne ou la grande. Le paysan, avec son amour insatiable de la terre, le désir sans cesse avivé d'acquérir et d'agrandir son domaine, amasse avec peine les écus qui vont lui servir à assouvir sa passion; mais son bas de laine vidé, il achète encore, il escompte les bonnes années à venir, l'héritage d'un parent, le mariage de son fils; il achète, et pour payer il greève son bien d'une hypothèque qui le rongera.

Que de mauvaises récoltes se succèdent, que l'héritage lui échappe et que son fils refuse la main de celle que son père a choisie pour lui, le paysan va traverser une période critique où il succombera peut-être, pendant laquelle, en tous les cas, sa dette ne fera qu'augmenter.

La grande propriété, si elle a été atteinte par la crise agricole, peut-être davantage que la petite, n'est pas pour cela obligée d'emprunter. Le grand propriétaire a généralement d'autres ressources, et, il peut restreindre ses besoins; le petit cultivateur, qui vit de privations, ne le peut pas. Aussi, croyons-nous qu'il n'est pas exagéré de dire que la moitié des dettes qui grèvent le sol est supportée par la classe des petits propriétaires, et d'en fixer le chiffre à 4 milliards.

La petite propriété aurait donc une valeur nette d'environ 16 milliards et demi, sans cependant tenir compte des créances chirographaires qui, si souvent, écrasent le paysan et le forcent à végéter quand elles ne le tuent pas.

AVENIR DE LA PETITE PROPRIÉTÉ.

De toutes ces observations, que présumer pour l'avenir de la petite propriété?

Cette dernière, nous l'avons vu, n'a cessé de se multiplier durant tout le xix^e siècle, et ce mouvement ne s'est ralenti qu'à partir de la crise agricole. Cet arrêt dans le développement de la conquête du sol par la classe paysanne semble justifier la

théorie classique des socialistes sur la propriété foncière : « La terre, comme tous les capitaux, tend à une concentration de plus en plus grande entre un nombre de mains de plus en plus restreint. Le prolétariat rural va toujours s'étendant, et sur les ruines de la petite propriété, tend à se reconstituer une féodalité foncière. »

En 1880, en pleine crise agricole, alors que le morcellement avait une tendance accentuée à diminuer, un orateur socialiste s'écriait : « L'absorption de la petite propriété terrienne par la grande n'est plus douteuse (1) » et, quelques années plus tard, M. Jaurès à la tribune de la France prétendait que la petite propriété ne serait bientôt plus qu'une légende. D'autres, au contraire, ne voient là qu'un ralentissement passer et prétendent que le mouvement du morcellement qui s'est fait durant toute la première partie du siècle, doit prochainement se continuer. Allons-nous assister à une concentration du sol de plus en plus grande ou sa conquête par la classe paysanne va-t-elle reprendre plus vive que jamais ?

Il serait téméraire de se prononcer dans un sens ou dans l'autre, étant donné le peu d'exactitude que présentent les chiffres que nous avons donnés plus haut, cependant examinons de plus près la question.

L'arrêt qui s'est produit durant ces vingt dernières années dans le mouvement de division du sol est le résultat de la crise agricole que nous traversons ;

(1) *Revue socialiste*, janvier 1880.

nous en connaissons les causes principales, sont-elles durables ou, en d'autres termes, la crise n'est-elle pas arrivée aujourd'hui à une période de déclin ?

Remarquons d'abord que la crise a sur la petite propriété terrienne une action bien moins fâcheuse que celle qu'elle exerce sur les autres coupures du morcellement ; il est peu probable qu'elle puisse jamais l'atteindre au point de la faire disparaître complètement, et si dans quelques cas, certains petits propriétaires ont été obligés d'avoir recours, par suite de ses atteintes, au travail salarié, ils sont, croyons-nous, les moins nombreux.

La crise a eu pour résultat l'abaissement considérable de la valeur de la terre, abaissement qui n'est pas proportionnel à celui du rendement du sol, et si d'anciennes petites propriétés ont disparu, d'autres se sont plus facilement constituées.

La petite propriété s'est endettée, et la cause principale du malaise actuel qu'elle ressent est une liquidation hypothécaire pénible et laborieuse, mais qui, aujourd'hui, semble se terminer(1). La crise, en effet, nous semble avoir dépassé son point extrême d'acuité, la concurrence terrible que nous ont faite les pays neufs, pour la production du blé et d'autres denrées, est arrivée à un point qu'elle ne peut plus dépasser. Les plaines immenses de l'Amérique, de l'Inde, de l'Australie, etc., mises tout à coup en culture, ont donné tout ce qu'elles étaient capables de

(1) *Revue internationale de sociologie*, 1889, 4, p. 449.

fournir, et si d'immenses terrains sont encore inexploités, si la charrue ne les a pas encore dépecés, c'est que les frais d'exploitation et de transport ne permettraient pas aux produits récoltés de lutter sur nos marchés avec ceux des autres contrées.

Ce qui nous prouve que la crise semble diminuer, c'est que les ventes judiciaires sur saisies sont de moins en moins fréquentes, ventes que la diminution des revenus des terres, tandis qu'il fallait toujours servir le même taux d'intérêt, avait accrues considérablement. Depuis 1889, elles n'ont pas cessé de diminuer, et de 31.000 qu'elles furent cette année-là, elles sont tombées aujourd'hui à une vingtaine de mille ! La liquidation hypothécaire se termine lentement, nous en verrons bientôt la fin, « le paysan reprend son œuvre salubre un moment ralentie, et la fourmilière en travail va continuer l'émiettement du sol de la France (1). »

La crise agricole n'est donc pas le mal qui exterminera la petite propriété terrienne ; elle en a souffert, elle en souffre encore aujourd'hui, mais elle résistera.

De quel mal la petite propriété pourrait-elle donc souffrir au point de voir son existence menacée ?

Est-ce de la dépopulation ? Non, nous étudierons plus loin le mouvement d'émigration vers les centres urbains, nous verrons ses causes, et nous montrerons que rarement le petit propriétaire, qui a un bien suffisant pour le faire vivre, lui et sa famille, se laisse

(1) Deschanel : Chambre des Députés, *Officiel*, juin 1897.

séduire par l'attrait de la ville, il préfère son coin de terre et sa situation modeste ; c'est sur l'ouvrier agricole, surtout celui qui ne possède rien ou trop peu pour le fixer à son village, que sévit le fléau de la dépopulation des campagnes. Souffre-t-elle ou pourra-t-elle souffrir un jour de l'emploi des machines ?

On prétend, et nous sommes de cet avis, que de plus en plus l'agriculture, pour lutter avec les grandes exploitations des pays étrangers qui arrivent à produire à meilleur marché, pour lutter en un mot contre la concurrence étrangère, sera obligée de se servir de machines de plus en plus perfectionnées, afin de réduire à leur minimum les frais d'exploitation et de production. En effet, la machine ne fait pas seulement que remplacer la main d'œuvre, si chère aujourd'hui dans nos campagnes, sans cela, elle n'aurait aucune influence sur la petite propriété, qui a toujours assez des bras de toute la famille pour exploiter le petit domaine qui la nourrit ; elle réalise encore une grande économie de temps, elle assure une plus grande régularité, une plus grande perfection dans l'exécution des travaux.

Plus nous irons, plus le machinisme se développera, nous en sommes persuadé. Mais la petite propriété est-elle incompatible avec l'usage des machines agricoles ? Nous ne le croyons pas, et nous verrons, lorsque nous étudierons sa valeur économique, que, grâce à l'association, les petits cultivateurs pourront, comme les grands, profiter des avantages qu'offre leur emploi.

Reste enfin un danger capable de faire, dit-on, le plus grand mal à la petite propriété rurale : la mobilisation du sol. Depuis un siècle, grâce à l'évolution économique et sociale qui s'est produite, le rapport qui existait autrefois, entre les richesses foncières et les valeurs mobilières, a considérablement changé. Les deux termes de ce rapport sont presque devenus égaux, tellement fut grand le développement des fortunes mobilières. Ce développement est dû à la facilité de faire circuler ce genre de capitaux, car c'est une vérité économique, que la productivité de ceux qui circulent est de beaucoup supérieure à celle de ceux qui restent fixes, et surtout au développement du crédit public qui a augmenté à mesure que le rôle économique de l'Etat s'est accru, et au développement qu'a pris le crédit privé depuis la naissance de la grande industrie.

Les richesses immobilières, la propriété foncière, au contraire, sont restées enchaînées dans un réseau de liens qui rendent les mutations pénibles et coûteuses, et leur seul instrument de crédit, l'hypothèque, se prête trop mal aux combinaisons rapides pour donner à la petite propriété ce qui lui manque le plus pour tirer un meilleur parti du sol qu'elle cultive : les capitaux.

Depuis longtemps, on cherche à remédier à ce défaut et à organiser le crédit rural dont les besoins se font de jour en jour plus vivement sentir, et pour répondre à cette question si délicate, certains pays ont adopté un système dont le type est l'*act Tor-*

rens (1), en vigueur en Australie, qui matérialise la terre en lui donnant une vie propre. De même que les valeurs mobilières, elle peut désormais passer d'un individu à un autre très facilement, par le simple endossement du titre de propriété. Cette mobilisation du sol (2) serait, d'après les uns, une véritable calamité et la cause de la fin prochaine des petites propriétés, car les terres ne tarderaient pas à se concentrer de plus en plus entre les mains d'un petit nombre de personnes, comme le font les capitaux mobiliers. Pour d'autres, au contraire, ce serait la meilleure façon d'organiser le crédit et un excellent moyen pour faire sortir la petite propriété de la crise qu'elle traverse actuellement.

Nous n'avons pas l'intention d'étudier l'*act Torrens* ou les autres procédés tendant à la mobilisation du sol, nous voulons seulement montrer que la petite propriété n'a rien à craindre de cette mobilisation, qu'elle a tout au contraire beaucoup à y gagner.

L'expérience, du reste, est faite aujourd'hui et, sans vouloir dire que dans les pays où la propriété circule plus facilement qu'ailleurs, en Allemagne, en Australie, etc., la petite propriété a progressé beaucoup, elle est loin d'être venue se concentrer entre les mains de quelques individus, comme les capitaux

(1) Alfred Dain : *Le système Torrens*.

Gide : *Etude sur l'act Torrens*.

(2) Sur la mobilisation du sol, voir : *Essai sur la mobilisation du sol*, de Chauveau (thèse).

mobiliers. Et, du reste, est-il bien établi que ces derniers aient une tendance croissante à la concentration? Nous ne le pensons pas, et l'on peut estimer que, comme en Allemagne, comme en Australie, partout où la petite propriété sera plus facilement mobilisable, le morcellement fera des progrès plus rapides, puisque, par ce moyen, les laborieuses populations de nos campagnes auront à leur disposition une source nouvelle de crédit.

Aucun des dangers que certains prétendent voir courir à la petite propriété, ne sont donc aussi graves qu'ils le disent; la petite propriété peut les éviter facilement, et nous pensons qu'il n'est pas excessif de croire à une continuation dans la marche du morcellement, lorsque la liquidation hypothécaire qui se fait actuellement sera terminée.

TROISIÈME PARTIE

ROLE SOCIAL DE LA PETITE PROPRIÉTÉ

Qualités physiques et morales du petit propriétaire rural. — Avantages sociaux de la petite propriété : elle est un obstacle aux progrès du collectivisme. — La petite propriété et la dépopulation. — Elle arrête ou au moins ralentit l'émigration vers les villes.

Après avoir parcouru l'évolution de la petite propriété rurale et nous être fait une idée à peu près exacte de l'état dans lequel elle se trouve aujourd'hui, il nous reste à montrer quels sont ses qualités et ses défauts en nous plaçant au point de vue social d'abord, et au point de vue économique ensuite.

A. — *Qualités du paysan propriétaire.*

L'éloge des paysans propriétaires, comme élément de défense sociale, n'est plus à faire, d'autres avant nous l'ont fait avec un talent auquel nous ne saurions prétendre. Nous ne pouvons, cependant, passer sous silence, dans cette étude, les qualités de cette race

paysanne qui a réussi à relever notre pays et à lui conserver son rang parmi les grandes nations, après les crises terribles que lui ont fait traverser les fautes des gouvernements antérieurs.

LA CLASSE RURALE AU POINT DE VUE PHYSIQUE.

Nous dirons d'abord que cette classe de la société est placée dans les conditions les plus favorables au développement physique des individus qui la composent : l'enfant, dans ce milieu, devient un homme solide et fortement constitué, capable d'opposer une énergique résistance aux maux qui, malheureusement, déciment les populations ouvrières de nos villes.

La tuberculose, ce fléau du siècle, de plus en plus fréquent, de plus en plus menaçant, ne lève son contingent de victimes que parmi les habitants des cités ; grâce à leur robuste tempérament, à l'air sain et vivifiant qu'ils respirent, à la salubrité des travaux des champs, nos fortes populations rurales lui échappent presque complètement, et les statistiques médicales peuvent en témoigner d'une façon indiscutable. Elles sont l'élément de résistance contre la dépopulation, la mortalité des nouveau-nés dans nos campagnes est à peine du tiers de ce qu'elle est en ville, les paysans sont là qui empêcheront la race de s'avilir et de s'étioler, comme elle ne manquerait de le faire si notre pays devenait exclusivement industriel, et que tous ses habitants fussent forcés de se livrer au travail anémiant de l'usine.

Aussi, grâce à ces qualités physiques, la classe agricole offre-t-elle au pays, pour la défense du sol national, une armée de jeunes gens déjà aguerris, plus forts, plus rapidement entraînés, ou du moins, capables de l'être plus vite que les soldats sortis des ateliers urbains. En cas de guerre, c'est sur eux que la France pourrait compter surtout, car ces robustes laboureurs, habitués aux travaux pénibles des champs, à la vie active, aux intempéries des saisons, supporteraient mieux que tous autres les fatigues d'une campagne, et, en outre, ils sont plus faciles à discipliner.

Malheureusement, il est un fléau que les populations rurales n'ont pu éviter : l'alcoolisme. De jour en jour, la consommation de l'alcool devient de plus en plus grande, mais la progression est moins accentuée dans les villages que dans les grands centres. L'habitude détestable du cabaret, souvent rapportée du régiment où, pendant trois longues années, le jeune homme a perdu l'amour du travail manuel et celui de la terre, s'atténue très souvent lorsqu'il revient cultiver le champ paternel ; malheureusement il ne revient pas toujours ; elle se perpétue, au contraire, quand il retourne à l'atelier et, trop fréquemment, fait en quelques années du jeune ouvrier plein de force, un alcoolique dont les enfants seront des épileptiques et des dégénérés.

Il faut, du reste, reconnaître que si les débits de boissons ont pris à cette époque une si grande extension, si ce mouvement s'est étendu aux campagnes,

l'accroissement de leur nombre est, pour ces dernières, beaucoup moins rapide.

AU POINT DE VUE MORAL.

La vie rurale est une vie morale par excellence, et cela, joint aux qualités physiques des habitants de nos villages, fait que la clientèle ordinaire des tribunaux se recrute surtout dans les populations urbaines. Miss Bentham Edwards, une admiratrice passionnée de la petite propriété, en traversant le chef-lieu de la Lozère, s'était informée de la Cour d'assises (1), elle apprit que la session ordinaire n'avait pas lieu faute d'accusé, et l'apologiste de la petite propriété s'empessa de mettre cette session blanche à l'actif de cette dernière. Sans doute, pareille satisfaction ne lui aurait pas été donnée partout, et dans certains départements où le sol est très morcelé, la criminalité est elle-même très élevée ; cependant, nous croyons qu'il n'existe personne pour nier l'influence moralisatrice de la vie rurale en général et de la petite propriété en particulier.

Ne soyons, cependant, pas trop optimistes, car les *Courtecuisse* et les *Tonsard*, de Balzac (2), et les types souvent odieux mis en scène par Zola dans quelques-uns de ses romans et par l'abbé Roux, ont pu être dessinés d'après nature.

L'épargne, cette vertu généralement répandue dans

(1) *Economiste français*, 8 mars 1890.

(2) Balzac : *Le paysan*.

la classe rurale, y est souvent poussée à l'excès, et devient alors vite un vice en rendant l'individu égoïste et âpre au gain. Dur envers lui-même, le paysan l'est aussi envers les siens, et quelquefois, de vieux parents brisés par une existence toute de labeur et de peine et incapables désormais de tout travail, ont à souffrir du fonds d'égoïsme que l'on retrouve trop souvent chez les populations rurales, et qui fait disparaître ou atténue les sentiments de famille et le respect dû aux parents, au point que ceux-ci se voient quelquefois reprocher leur présence inutile au foyer de leurs enfants.

Mais c'est voir là le paysan sous un vilain jour et, généralement, il n'est pas tel que nous l'ont montré Balzac et Zola. S'il a quelques défauts, il n'en est pas moins vrai qu'il possède aussi de solides qualités morales qui, au point de vue social, ne sont pas moins grandes ni moins appréciables que ses qualités physiques. Ce qui le caractérise, c'est que l'on retrouve toujours au fond de son cœur un amour ardent, une véritable passion de la terre, et c'est ce désir d'acquérir le coin de champ convoité qui a fait naître en lui ces qualités morales, qui font si souvent défaut à l'ouvrier des villes : l'économie, l'ordre, la prévoyance.

« Instrument de production et source de revenu, la terre est pour celui qui la cultive et la possède le signe de son indépendance, a-t-on dit (1) ».

Rien n'est plus vrai, et c'est cette pensée si profondément enracinée au fond de l'esprit de nos popu-

(1) Michelet : *Le Peuple*.

lations paysannes, qui leur fait supporter les travaux les plus rudes, dans le but d'amasser sou à sou l'argent nécessaire pour assouvir leur passion, arrondir leur domaine. Et que l'on n'aille pas croire qu'une fois le désir satisfait, une fois propriétaire du champ convoité, le paysan va borner là son désir, non ! il travaille d'avantage encore, c'est maintenant une autre parcelle qui le joint qu'il faut acquérir un jour ou l'autre, et le désir d'arriver à son but est si grand qu'il ne cesse de se priver pour économiser d'avantage ; comme l'a dit l'abbé Roux (1), il jouit plus peut-être de se priver qu'il ne se prive de jouir. Ses enfants, élevés comme lui, ont le même idéal, sa femme modère sa toilette, tous ensemble marchent vers le même but, qui est aussi pour eux le moyen de s'élever dans l'échelle sociale.

La petite propriété exerce enfin sur le développement des sentiments moraux une influence salutaire que nul ne saurait nier ; elle donne à l'homme le respect de lui-même, et celui qui, par son travail, est arrivé à cette situation rêvée de petit propriétaire, s'habitue à calculer avec l'avenir ; il ne vit plus de la vie du prolétaire et de celle de l'ouvrier des villes, c'est-à-dire au jour le jour, sans souci du lendemain, il devient économe et prévoyant.

Ces qualités, cependant, s'exagèrent quelquefois, ce désir immodéré de toujours acquérir devient un péril pour eux ; beaucoup, poussés par le besoin d'a-

(1) Abbé Roux : *Pensées*, 1885.

grandir leur domaine, achètent à tout prix et bien au-delà de leurs ressources, comptant sur des années heureuses pour acquitter les dettes qu'ils viennent de contracter. Mais, au lieu d'années d'abondance, quelques mauvaises récoltes se succèdent, une épidémie éclate sur le bétail, et le paysan, qui tout d'abord a peine à faire face à ses engagements, ne peut bientôt plus payer les intérêts de sa dette dont le taux est souvent terriblement onéreux pour lui, il entre dans une impasse qui n'aurait d'issue pour lui que la vente d'une partie de son bien. Mais la vanité le retient; bientôt, ce sera la ruine et la vente après saisie de tout ce petit domaine qu'il eut tant de peine à constituer. Hélas ! il faut le constater, ces qualités d'économie et de prévoyance diminuent de jour en jour chez les habitants des campagnes. On accuse le cabaret, le luxe des vêtements, la toilette, la vie plus large ; sans doute il y a du vrai dans cette incrimination, et la toilette des jeunes paysannes ne ressemble guère aujourd'hui à ce qu'elle était autrefois, ce qui suffit à mettre le désordre dans le budget des parents, déjà si difficile à équilibrer ; mais il faut prendre garde de ne pas aller trop loin dans cette accusation et de faire grief de ce qui, parfois, n'est que l'amour de la décence et le sentiment de la dignité personnelle (1).

Evidemment, le paysan n'a pas que des qualités,

(1) Émile Chevallier, p. 541 : Rapport du Jury international de l'Exposition universelle de 1889, groupe de l'Économie sociale.

mais on a tort de lui reprocher d'être souvent ignorant et illettré. C'était peut-être autrefois un défaut fréquent, mais qui n'existe plus guère aujourd'hui, et si l'instruction que reçoivent les enfants dans les campagnes n'est pas ce qu'elle pourrait être, car en voulant leur donner une notion résumée de toutes choses, on oublie trop qu'on pourrait en faire des cultivateurs éclairés, amis du progrès et prêts pour la lutte agricole qui, comme on l'a souvent fait remarquer, devient de plus en plus scientifique et de plus en plus âpre, elle est sensiblement la même que celle qui est donnée aux enfants des écoles urbaines. Bien plus, les loisirs que laisse la mauvaise saison dans les travaux agricoles, permettent aux enfants de suivre plus longtemps les leçons du maître, et les cours d'adultes, faits avec tant de dévouement par nos instituteurs, sont assurément plus fréquentés par les fils de paysans que par les apprentis qui, dès douze ou treize ans laissant là livres et cahiers, quittent l'école communale pour le travail de l'atelier. Sans doute, le paysan n'acquiert pas, comme l'ouvrier qui fréquente les réunions publiques, ces lambeaux de connaissances qui lui faussent l'esprit plutôt qu'ils ne lui sont utiles, mais il a un fonds de connaissances plus solide et son bon sens intact.

Toutes ces qualités, il est vrai, les paysans les possèdent, qu'ils soient ou non propriétaires, ce sont de bonnes populations, comme l'a dit dans sa préface (1)

(1) Baudrillard : *Population agricole de la France*. — Prison.

M. Baudrillard, mais lorsqu'ils ont acquis la propriété d'un petit domaine, ces qualités sont exaltées, portées à leur maximum d'intensité, c'est seulement alors que le paysan les possède dans toute leur force.

B. — *Au point de vue politique, le petit propriétaire est une classe de défense sociale contre les progrès du collectivisme.*

Les paysans, mieux que tous autres, connaissent leurs devoirs politiques. Indépendants, ne relevant d'aucune coterie, la sincérité de leur vote est assurée, et leur bon sens extrême garantit le choix qu'ils feront lorsqu'il s'agira de nommer leur représentant. Mieux que tout autre aussi, le petit propriétaire saura gérer les intérêts de sa commune, car il sait gérer les siens, et il y veillera avec le même soin jaloux que s'il s'agissait des siens propres. On leur reproche de manquer d'initiative et de se désintéresser des luttes politiques. Mais c'est justement là où apparaît la sagesse politique des propriétaires ruraux et de toute la classe paysanne en général; loin de se laisser enflammer comme les populations de nos grands centres et de renverser, sans souci du lendemain, l'état actuel des choses, le paysan a compris que « l'évolution valait mieux que la révolution »; profondément attaché au régime sous lequel il a vécu, il est l'élément conservateur (1) qui ne permettra pas de toucher aux

(1) De Foville : *Le Morcellement*, p. 99.

bases de l'édifice national, et qui est prêt à se lever en masse pour le défendre.

La petite propriété met son possesseur à l'abri de toute idée de rénovation sociale, c'est lui surtout qui s'opposera aux tentatives de la réaction, tiendra tête au péril dont nous menace le collectivisme et empêchera d'aboutir ses idées subversives. Et les partis politiques l'ont si bien compris que tous cherchent à gagner à leur cause les populations rurales, car ils sont persuadés que celui qui parviendra à conquérir leurs suffrages l'emportera sur tous les autres.

Nous doutons que jamais le collectivisme, qui nous paraît aujourd'hui un sérieux danger, puisse jamais triompher dans les campagnes. La classe des petits propriétaires est la redoute contre laquelle les idées communistes se briseront. En effet, qui songerait à parler de partage des biens ou de leur mise en commun dans un pays qui compte plus de trois millions et demi de petits propriétaires (1), dont deux millions, nous dit la statistique, ne sont pas obligés, pour faire vivre la famille, de travailler pour autrui. Celui qui s'aventurerait à prêcher une telle croisade serait, semble-t-il, fort mal reçu par ceux qui ont quelques lopins au soleil et auxquels ils tiennent autant, si ce n'est davantage, qu'à leur propre existence, parce que leur propriété, ils l'ont faite, elle est une partie de leur être. Que le socialisme gagne à sa cause les ouvriers d'usine, rien de plus naturel, mais comment

(1) V. p. 67.

pourrait-il songer à conquérir les sympathies et l'alliance de nos paysans qui, grâce à leur gros bon sens, ne semblent pas capables de se laisser berner par des promesses et de belles phrases, et préféreraient à tout cela une amélioration immédiate à leur vie, si minime soit-elle.

Mais il faut cependant bien le reconnaître, depuis quelque temps les idées socialistes ont trouvé dans les campagnes un écho dont on ne se serait pas douté il y a quelques années. Les élections municipales ou législatives ont, jusqu'à ce jour, marqué le progrès fait par ces idées, et il est indéniable que le socialisme agraire ait fait, depuis ces années dernières, de sérieux progrès; s'il n'est qu'à ses débuts, ceux-ci n'en sont pas moins inquiétants.

Comment expliquer un si brusque changement; comment expliquer que le bon sens des paysans ait été troublé à ce point, quand cette classe de la société est encore aujourd'hui profondément antisocialiste? C'est que, depuis de longues années déjà, nos populations rurales ont été durement éprouvées par la crise qu'elles viennent de traverser; la baisse du prix des produits et l'enchérissement des frais de production ont rendu la vie plus difficile, et le désir d'une existence plus large croissant en même temps, il en est survenu un mécontentement général. Aussi, toute cette classe des paysans se trouve maintenant dans une situation bien plus favorable pour prêter l'oreille aux idées collectivistes, qu'aux temps où elle vivait heureuse et tranquille du produit de ses

champs. Ajoutez à cela l'expansion prise par la presse, et surtout la mauvaise; il y a quelques années à peine, la lecture d'un journal était chose rare à la campagne, les paysans étaient illettrés et la difficulté des communications fermait aux journaux un grand nombre de débouchés. Aujourd'hui, tous savent lire et écrire, chacun veut avoir sa feuille; et, malheureusement, « la presse démocratique, celle qui se répand au milieu des ouvriers et des ruraux, est trop souvent inspirée de l'esprit révolutionnaire (1). »

Il serait bien étonnant que, dans ces conditions, les idées saines des habitants des campagnes ne soient pas faussées, surtout lorsqu'ils ont assisté à quelques périodes électorales, où chaque candidat promet à l'électeur, pour accaparer son vote, tout ce qu'il sait ne jamais pouvoir tenir. Combien en existe-t-il qui, pendant ces périodes, ne tonnent pas contre le Parlement précédent qui est, disent-ils, la cause du mauvais état de choses actuel : l'agriculture écrasée d'impôts, le petit cultivateur ne pouvant plus élever sa famille, c'est à qui fera croire à l'électeur que la situation est intolérable, qu'il est la proie des riches propriétaires qui le grugent et le trompent. Le paysan se prend alors à convoiter les richesses de son voisin, souvent son bienfaiteur (2); on lui a dit qu'en 1789 son père avait gardé son petit domaine et qu'il avait acheté

(1) *Économiste français*, le Socialisme agraire, novembre 1893.

(2) *Économiste français*, le Socialisme agraire, novembre 1893.

à vil prix les grandes propriétés dépecées des nobles et du clergé; il prête l'oreille aux doctrines socialistes, il est moins éloigné qu'avant de s'en défier et va se laisser prendre à leurs appâts trompeurs.

Mais, le paysan français, dit-on, le petit propriétaire surtout, a trop de bon sens pour avoir de semblables idées; il n'en est pas moins vrai, qu'actuellement, il s'est produit dans son esprit une sorte de révolution que bien des gens refusent encore à voir. Comment en eût-il été autrement, du reste? La classe des ouvriers ruraux est aujourd'hui plus malheureuse que celle des ouvriers des villes. Le service militaire a dépeuplé nos campagnes; les propriétaires, devant la cherté croissante de la main-d'œuvre, ont employé des machines; le prolétaire ne peut plus vivre de son travail comme il le faisait avant cette époque malheureuse; le petit propriétaire foncier, pour faire face à ses dépenses, a été forcé d'hypothéquer son bien qui, dès lors, ne lui appartient plus qu'en partie. Il a donc, croit-il, moins à perdre qu'à gagner en donnant la main aux collectivistes : aucune division, bientôt, ne séparera plus l'ouvrier du paysan, comme le disait un des chefs du parti socialiste à Carmaux. Heureusement, l'horizon n'est pas aussi sombre; nous avons vu que la crise agricole était sans doute sur son déclin, et avec la prospérité qui, bientôt, croyons-nous, va renaître, nos paysans sauront se ressaisir, voir le péril qui les menace et rejeter bien loin toutes ces idées subversives et dangereuses.

Le péril, du reste, grandissant sans cesse, il est im-

possible que l'on n'organise pas une défense sérieuse contre les progrès du collectivisme agraire, au lieu de le laisser aller ainsi à sa guise, sans qu'il rencontre devant lui un seul adversaire.

C'est par la presse surtout que le socialisme a fait des progrès dans nos campagnes, c'est à la presse que l'on devra avoir recours pour ouvrir les yeux du paysan et lui montrer le danger qu'il n'a pas encore entrevu; les grands propriétaires terriens, eux aussi, ont un rôle de défense à jouer contre le collectivisme; ils devront substituer à leur absentéisme actuel, à leur vie de château qui les séparent du reste des populations rurales, un contact plus direct avec ces mêmes populations. Nul doute alors que tous ces apôtres, qui ne servent qu'à susciter des passions, qui ne demandent qu'à sommeiller, ne soient reçus comme ils le méritent.

Le paysan, le petit propriétaire surtout, qui un instant se seront laissé, oubliant leur robuste bon sens, attirer par les promesses des beaux parleurs du socialisme, se ressaisiront, et seront, au contraire, la citadelle contre laquelle les efforts du parti collectiviste viendront se briser.

LE PETIT PROPRIÉTAIRE AU POINT DE VUE FISCAL.

Mais la race paysanne n'a pas que ses qualités physiques et morales, sa sagesse politique pour faire la force de la nation, elle offre au gouvernement une source¹ abondante pour subvenir aux dépenses de l'Etat. Et si nous avons pu traverser des calamités

aussi terribles que celles de la guerre de 1870; si, en quelques années, nous avons réussi à payer à l'Allemagne une dette de cinq milliards, c'est en grande partie à nos populations de ruraux et de petits propriétaires fonciers que nous le devons. Comment équilibrer nos finances quand les impôts augmentent sans cesse, si, chaque année, la part contributive payée par eux faisait défaut? Et elle est si grosse, cette part, qu'on a souvent répété que le cultivateur était la bête de somme du budget. L'impôt pèse en effet lourdement sur le paysan; nous n'étudierons pas en détail les charges de la petite propriété au point de vue fiscal, la question demanderait un développement trop considérable pour être traitée dans une étude telle que la nôtre. Disons seulement que les charges qui pèsent sur sa propriété et uniquement sur elle, puisqu'elles ne peuvent être mises ni à la charge des locataires, ni à celle des consommateurs, sont principalement la contribution foncière, évaluée en 1892, l'année de la statistique, à 242.336.595 francs, dont cinquante millions au moins, selon M. Zolla (1), seraient payés par les petits propriétaires; l'impôt sur la propriété bâtie qui produit, selon MM. Kergall (2) et Souchon (3), près de 40 millions, dont la moitié pèse sur la petite propriété, car si cette dernière ne cou-

(1) Zolla : *Étude d'Économie rurale*, p. 49.

(2) Kergall : Étude publiée dans *La Démocratie rurale*, année 1892, p. 127.

(3) Souchon : *op. cit.*, p. 121.

vre que le quart environ de la surface totale, il est à remarquer que l'impôt sur la propriété bâtie ne porte pas sur les bâtiments exclusivement destinés à l'exploitation des fermes, même lorsqu'ils servent à loger, indépendamment des bestiaux, les gardiens de ces derniers ; or, si la chose est bien distincte dans les grandes exploitations, il n'en est pas de même dans les petites, et il est à présumer que la petite propriété a été, de ce côté, plus grevée qu'elle ne le devait être. Ajoutons à cela les droits de succession qui s'élèvent à 92 millions, et qui pour un quart sont, selon les auteurs, payés par la petite propriété ; l'impôt de prestation qui pèse presque uniquement sur le petit propriétaire et qui l'accable de jour en jour davantage, puisque les chemins se multiplient. Nous voyons que si l'agriculture n'est pas la bête de somme du budget, nos populations rurales abandonnent chaque année au fisc une grosse part de leurs revenus, tandis que le commerce et l'industrie sont certainement traités plus favorablement. Aussi, un nombre de moins en moins grand de personnes se laisse-t-il séduire par les professions agricoles dont le gain, sans être plus considérable ni plus sûr, est plus fortement atteint par l'impôt.

C. — *Le petit propriétaire et la dépopulation des campagnes.*

L'émigration des populations rurales vers la ville est précisément la preuve du dégoût de la terre. En quelques années, la population agricole a baissé

dans de fortes proportions, et la population totale subit aujourd'hui un ralentissement dans son accroissement.

« Il y a cinquante ans, la population rurale constituait les trois quarts de la population totale. Aujourd'hui, elle n'en représente plus que les trois cinquièmes, 40,9 %. De 1866 à 1896, elle a perdu 3.261.580 individus, pendant que la population urbaine en gagnait 7.379.069 (1) ». Et ce recul, on l'a attribué en grande partie à la petite propriété; c'est elle qui est la cause principale de la dépopulation de nos campagnes, car, a-t-on dit, elle n'a pas d'enfants et ne veut point en avoir.

Nous ne le croyons pas; la désertion de nos campagnes est un fait général sur lequel la petite propriété n'a aucune influence; les familles nombreuses sont, au contraire, une source de richesse pour elle. Le petit cultivateur trouve là une main-d'œuvre docile, au plus bas prix possible, plus féconde que la main-d'œuvre salariée, car les enfants savent que c'est leur terre ou celle qui doit leur revenir un jour, qu'ils labourent et qu'ils soignent. Mais, ajoute-t-on, le père de famille qui, à force d'économie et de travail, a réussi à s'élever dans l'échelle sociale au rang de petit propriétaire, ne va-t-il pas craindre que ses enfants, après s'être partagé son bien, ne puissent pas se maintenir à ce même rang? Non; le père ne peut le penser, il voit d'abord pour ses fils et ses filles un

(1) E. Piot : *Question de la dépopulation en France*, p. 27.

mariage avantageux ; il sent, de plus, qu'il n'est pas si haut dans l'échelle sociale que chacun de ses enfants ne puisse, après quelques années de labeur et d'économie, reconquérir la situation qu'il occupe lui-même. Il sait ce que son petit domaine lui a coûté d'efforts à constituer, lui qui a commencé sans autre capital que ses bras et un immense désir d'arriver à posséder les quelques hectares qui, aujourd'hui, font son orgueil et sont la juste récompense de ses privations ; il sait enfin que ses enfants, si nombreux soient-ils, n'auront pas à vaincre les mêmes difficultés que lui, et qu'ils seront dans une situation favorable pour arriver à un but identique à celui qu'il a poursuivi.

Aussi Malthus avait-il raison lorsqu'il disait : « De tout temps, en France, il y a eu beaucoup de petites fermes et de petits propriétaires ; cet état de choses n'est pas très favorable à l'accroissement du produit net ou à la richesse nationale disponible, mais quelquefois il augmente le produit brut, *et il a toujours une forte tendance à encourager la population* » (1).

La petite propriété n'est donc pas, croyons-nous, une cause de dépopulation générale, non plus qu'une cause de désertion des campagnes ; ce sont les conditions dans lesquelles elle fonctionne qui ont changé, et ne ressemblent plus en rien à celles d'autrefois, alors que la puissance paternelle existait dans toute sa force, que la famille souche à laquelle Le Play dési-rait tant revenir prospérait, et que l'enfant restait

(1) Malthus : *Essai sur la propriété et la population*, p. 216.

auprès de ses parents sans chercher à fuir leur tutelle, sans désir d'émancipation (1). Aujourd'hui, les conditions ne sont plus les mêmes ; le développement intellectuel est plus avancé dans les campagnes, les goûts d'indépendance se sont répandus : ce sont des changements dans nos mœurs, le désir de mieux vivre qui ont arrêté le mouvement de la population ; la petite propriété n'y est pour rien ; au moins aussi prolifique que la moyenne ou la grande, elle a, au contraire, cet avantage d'arrêter l'émigration vers les centres urbains, mais avant de montrer comment elle canalise ce mouvement de la population rurale vers les villes, voyons quelles sont les causes principales de ce dernier.

D. — *Le petit propriétaire et l'émigration vers les centres urbains.*

La dépopulation toujours croissante des campagnes est un fait indéniable, dont la contre-partie se traduit par une émigration formidable vers les villes. Alors que les agglomérations rurales se réduisent sans cesse, les centres peuplés regorgent d'habitants, et les conséquences sociales de cet état de choses ne laissent pas que d'être alarmantes. Outre que le paysan, en quittant sa terre, enlève certainement au pays une source de richesse, il perd en ville les qualités distinctives de son caractère : l'ordre et l'économie.

(1) Leroy-Beaulieu : *Économie politique*, tome IV, p. 575.

Désillusionné sur l'existence qu'elle s'était promise, pour laquelle elle avait quitté son toit de chaume, la foule mécontente des émigrants devient une armée prête pour l'émeute. Paupérisme et socialisme, voilà les deux termes qui correspondent à la dépopulation des campagnes et à l'émigration vers les villes.

Les causes de ce mal sont multiples, il nous serait difficile d'en faire ici l'analyse complète. Elle réclamerait d'ailleurs un ensemble de connaissances, une finesse de psychologie et une sûreté de jugement à laquelle nous ne prétendons pas. Plus modeste, nous voulons simplement signaler les raisons d'ordre général qui nous ont paru les causes dominantes de l'exode vers les villes, du dégoût de la terre. On y rencontre les éléments les plus divers émanant des sources les plus variées, et trouvant leur base dans des considérations toutes morales, la fascination de la ville qui, en grande partie, est due à la hausse des salaires de ceux qui peuvent y travailler, l'amour du fonctionnarisme, l'absentéisme, la loi militaire, la fausse direction imprimée à l'enseignement, tout cela se réunit en un faisceau puissant, qui met un obstacle invincible à l'expansion agricole.

a) ATTRACTION VERS LES VILLES. — HAUSSE DES SALAIRES.

Incontestablement, les villes exercent sur le paysan une attraction irrésistible qui, jointe au dégoût de sa propre profession, engendre l'émigration. Le contraste, en effet, à ne considérer que superficielle-

ment les choses, lui paraît flagrant. D'un côté tout brille, tout est richesse apparente, la vie semble s'écouler somptueuse et facile ; de l'autre, au contraire, le calme : c'est l'aisance modeste, ce sont les rudes travaux des champs. Cette différence, toute d'extériorité, frappe le paysan et l'étonne. Ses sens, plus que sa raison, sont conquis et son esprit simpliste et inhabile à démêler au milieu de tout ce clinquant la vérité nue ; tout conspire à fortifier sa conviction optimiste, la pratique lui a révélé les inconvénients de son métier (lequel n'en a pas ?) dont il ne veut voir que le labeur pénible, pour considérer les autres à travers le prisme de son imagination, embellis par cela même qu'il les connaît moins et qu'il en ignore toute l'âpreté. C'est d'ailleurs un sentiment bien humain d'avoir une admiration profonde pour tout ce qui est loin de soi et c'est une constatation correspondante que fait la statistique lorsqu'elle établit que les départements les plus délaissés sont aussi ceux où l'éloignement des grands centres est le plus sensible ; l'Aveyron et le Lot en sont l'exemple typique.

Les paysans écoutent toujours avec un sourire incrédule les exhortations qui leur sont faites de rester au village. Le tableau, mille fois retracé par des écrivains désintéressés et parlant de leur bonheur, des difficultés de la vie urbaine les laisse sceptiques. Malgré la science qui l'atteste, malgré les exemples qu'ils ont journallement sous les yeux, ils ne croient pas au travail morbide de l'ouvrier d'usine, ni au travail anémiant de l'employé de bureau. Dans

la tâche inquiète du négociant, il ne regarde ni la concurrence opiniâtre, ni les risques encourus, mais seulement la rapidité des transactions, leur facilité apparente, source perpétuelle, selon eux, de revenus considérables.

Quel que soit le métier sur lequel le paysan jette un regard, il est fasciné par l'appât d'un salaire élevé.

C'est, qu'en effet, les salaires agricoles sont loin d'avoir suivi une progression aussi forte que ceux des ouvriers des villes. Ceux-ci, depuis un siècle, ont sans cesse progressé et dans des proportions considérables. Si nous examinons la série des prix de la ville de Paris, nous constatons que dans cette ville, tous les salaires ont presque doublé depuis 1805 et qu'ils ont souvent augmenté de 60 à 90 pour cent, durant la seconde moitié du siècle (1).

Jetons au contraire les yeux sur le tableau ci-dessous, emprunté à M. de Foville, sur le prix de journée moyen de l'ouvrier agricole depuis 1813 :

1813.....	1 ^r 05
1840.....	1 30
1852.....	1 42
1862.....	1 85
1872.....	2 »
1882.....	2 22

(1) S. de Foville : *France économique*, 1889, p. 196 et 198.

Années	Maçons	Charpentiers	Ménisiers	Serruriers
1805.....	3 ^r 25	3 ^r »	3 ^r 50	» ^r »
1853.....	4 25	5 »	4 »	4 »
1866.....	5 25	6 »	4 50	5 »
1875.....	5 50	6 »	5 »	5 »
1880.....	7 50	7 85	7 »	6 50
1885.....	8 »	8 50	7 50	6 50

Nous voyons que ce dernier, lui aussi, a doublé au cours du xix^e siècle, mais c'est à peine si, aujourd'hui, il est de quelques centimes plus élevé que le salaire des ouvriers des villes en 1805. Voilà la cause dominante de l'attraction qu'ont les grands centres sur les populations rurales. Durant les longs mois d'hiver, alors que les travaux des champs sont arrêtés et qu'il n'a d'autre ressource que celle de faire le métier de « coupeur », dans les bois en exploitation ou de s'employer à quelque autre occupation ingrate, le paysan songe au faible salaire que lui rapporte une journée de ce labeur pénible (1) ; il envie l'ouvrier de la ville et, ne songeant ni aux chômages ni aux maladies, ni au prix élevé de la vie journalière, la perspective alléchante du gain aidant, l'enthousiasme l'emporte sur l'amour de la terre : on vend à vil prix le patrimoine familial et l'on vient à la ville. Alors, seulement, la lutte commence ; pour un qui réussit, pour un qui parvient, à force d'énergie et d'intelligence, à se créer une situation solide et supérieure à celle qu'il aurait eue à la campagne, ils sont légion ceux qui tombent. La plupart, mal préparés à l'existence nouvelle qu'ils embrassent, peu accoutumés à la concurrence, sans moyens pour la soutenir, sont des victimes désignées pour la misère. Leur pécule dispersé, ils succombent sans espoir de relèvement, isolés plus que jamais au milieu de cette

(1) Un bûcheron ne peut guère gagner plus de 1 fr. ou 1 fr. 25 dans une journée d'hiver.

multitude, où, malgré les œuvres de charité, on rencontre à chaque pas la pauvreté et la misère.

b) FONCTIONNARISME.

Un autre phénomène tout aussi caractéristique coïncide étrangement avec l'émigration rurale dont il accentue le mouvement : nous voulons parler de l'amour du fonctionnarisme. Être fonctionnaire, avoir une situation rétribuée par l'État, voilà le rêve dont tout paysan poursuit la réalisation, sinon pour lui, du moins pour ses enfants. Y a-t-il dans cette coïncidence plus qu'un hasard ? Doit-on établir entre ces deux faits une relation de cause à effet ? Le paysan devient-il fonctionnaire pour habiter la ville, ou inversement ? Autant de questions auxquelles il serait prématuré, selon nous, de répondre d'une façon précise, chacune des hypothèses s'appuyant sur des arguments d'égale valeur. Ce que l'on peut affirmer, c'est que chez tout Français, et plus spécialement chez le paysan où les caractères distinctifs de la race s'accusent davantage, le fonctionnarisme flatte des aspirations naturelles. D'une part, il assure, croit-il, l'existence dans des conditions particulièrement enviables ; d'autre part, il met le comble à l'ambition et satisfait l'orgueil. Matériellement, il assure la vie dans des proportions sur l'importance desquelles le paysan s'illusionne grossièrement ; hypnotisé par les avantages, il ne soupçonne même pas les exigences, les dépenses, conséquences fatales de ces situations qu'il envie. Mais la mensualité, la régularité de trai-

tement dont jouit le fonctionnaire, s'harmonise merveilleusement avec les tendances de notre race. Vivre en ville d'une vie qu'il croit large à cause de la rétribution, douce parce qu'à ses yeux le travail manuel seul est ardu, n'est-ce pas pour le paysan un idéal qui justifie son engouement? Et puis, son secret désir n'est-il pas assouvi? Respectueux de la fonction, si minime que soit la parcelle d'autorité qu'elle implique, il professe pour son détenteur une admiration sans borne. Il ne voit pas que pour cela, le fonctionnaire a fait le sacrifice plus ou moins grand de son indépendance, qu'il n'est qu'un rouage le plus souvent infime de toute une organisation très compliquée et qu'il suffit, si élevé qu'il soit, de bien peu pour le briser.

Pénétré de ces idées, le paysan s'attache à les mettre à exécution; aussitôt qu'un enfant manifeste quelques heureuses dispositions, on fait pour lui les rêves les plus ambitieux, on le trouve trop intelligent pour en faire un cultivateur; nous sommes ainsi tout naturellement amené à signaler une autre cause de la dépopulation des campagnes.

c) LA MAUVAISE DIRECTION IMPRIMÉE A L'ENSEIGNEMENT.

On a porté de tout temps, et c'est d'actualité aujourd'hui plus que jamais, ce grief à notre enseignement, d'être uniquement spéculatif. Cette critique, qui s'adresse surtout aux études secondaires qui n'ont qu'un but : préparer aux professions libérales, quand elles pourraient pousser les jeunes gens vers l'étude

approfondie de la science agricole, nous estimons qu'elle s'applique aussi à l'instruction primaire. Le but que l'on fait miroiter aux yeux de l'enfant qui vient à peine de s'asseoir sur les bancs de l'école, celui qu'il doit s'efforcer d'atteindre, c'est l'enseignement supérieur. On veut à tout prix lui faire gravir les échelons qui l'en séparent, l'on oriente exclusivement ses connaissances dans ce sens et l'on arrive à faire de l'école primaire une préparation à des études plus complètes, une antichambre de l'enseignement secondaire. Nous ne contesterons pas qu'il soit très louable de vouloir donner ainsi une extension de plus en plus grande à la culture intellectuelle des masses, mais nous voulons aussi attirer l'attention sur les dangers qu'il y a à poursuivre son développement dans la voie où l'on s'engage. A côté de la science pure, n'y a-t-il pas aussi les questions économiques, questions vitales souvent pour une nation, et qui valent bien, pensons-nous, qu'on s'en occupe. Que les études théoriques restent le privilège de quelques-uns qui affirment avec vigueur leur supériorité et qu'on pousse l'immense majorité des autres vers les études pratiques.

Développer l'enseignement professionnel, faire des agronomes, des viticulteurs, en un mot des cultivateurs éclairés : voilà le but auquel on doit tendre aujourd'hui ; de cette façon, la science aura sa part et elle sera belle, puisqu'elle aura l'élite de la nation, et la richesse nationale y trouvera son compte, puisque des forces nouvelles et éclairées viendront à elle.

d) SERVICE MILITAIRE.

Sans vouloir médire d'une institution respectable entre toutes, et bien que ce soit aller contre nos sentiments, nous sommes obligé de constater que le service militaire est, lui aussi, pour une grande part, dans l'émigration vers les villes. Certes, il y a là un mal nécessaire, et ce serait être le pire ennemi de la propriété foncière que vouloir, sous prétexte de lui rendre une prospérité disparue, éloigner les jeunes gens de la caserne, puisque ce serait la menacer dans son existence même. Le premier devoir d'un État est de conserver le sol, avant de songer à en faire une exploitation raisonnée et fructueuse.

Sous le bénéfice de ces considérations générales qui s'imposent à l'esprit de tout homme soucieux des intérêts supérieurs du pays et de sa grandeur devant l'étranger, nous nous permettrons quelques critiques. Le service militaire enlève brusquement les jeunes gens des populations rurales et pour les transporter tout à coup dans les centres urbains où la vie, pour eux, change totalement d'aspect. Au début, il y a peut-être de leur part plus d'étonnement que d'enthousiasme pour cette existence nouvelle, qui se déroule sous leurs yeux, existence qu'ils n'entr'aperçoivent que superficiellement sans en pénétrer le secret. Peu à peu, ils s'habituent, ils se laissent saisir par cet engouement dont nous avons parlé plus haut, peut-être même plus rapidement parce qu'ils sont plus jeunes ; ils ont dépouillé, pour ne plus la re-

prendre, la blouse du paysan. Après un séjour de trois ans, le retour aux champs paternels leur paraît maussade et triste, parce qu'ils dédaignent les occupations coutumières de la campagne. Et si l'on veut entrer dans les détails et préciser, on voit que cette argumentation, si vraie en général, s'applique à la situation du sous-officier avec plus de force encore. Habitué, à la caserne, au ton du commandement, rompu au métier de bureau, on ne conçoit pas qu'il puisse tout d'un coup quitter son sabre pour la charrue. D'ailleurs, les travaux de la terre lui inspirent du dégoût, la perspective de la vie de garçon de ferme n'est pas faite pour vaincre ses répugnances. Ou bien il reste dans le métier des armes, ou bien il sollicite une place médiocre dans une des grandes administrations. De part et d'autre, c'est une unité perdue pour l'agriculture. Et ceci nous explique ces demandes innombrables d'emplois dont sont assiégées les compagnies de chemins de fer et qui, au nombre incroyable de 90.000, dorment dans les cartons.

Une dernière cause enfin, et des plus importantes à signaler, de l'exode des paysans vers les grands centres, est l'absentéisme des propriétaires qui sévissait déjà sous l'ancien régime et qui continue à s'opposer aux progrès de l'agriculture. La grande propriété ne joue pas le rôle qu'elle devrait jouer, un rôle d'éducation et d'instruction envers les populations paysannes. Son avantage, par excellence, est sa supériorité scientifique et intellectuelle, c'est la qualité qui la rend indispensable à la bonne économie et

au progrès d'une nation. Cette supériorité intellectuelle et scientifique des grands propriétaires est le pivot de tous les progrès de l'agriculture. Malheureusement, ce rôle d'introduction du progrès, elle ne le joue pas assez régulièrement ; trop de grands propriétaires se désintéressent des questions agricoles, les progrès ne sont pas aussi rapides qu'ils pourraient l'être et le paysan est le premier à en souffrir.

En résumé, nous avons montré qu'au point de vue social, la petite propriété a des avantages incontestables, qu'elle renferme plus de bon grain que d'ivraie, et que son principal mérite était de porter au maximum de leur intensité les solides qualités physiques et morales du paysan français, de qui le pays peut attendre les plus grands sacrifices ; d'être aussi un élément de défense contre les progrès alarmants du collectivisme et ceux de la dépopulation des campagnes.

Dans les pays qui, comme l'Angleterre, ont conservé la grande propriété, les efforts communs d'aujourd'hui tendent à constituer la petite propriété sur la plus vaste échelle possible ; le Mir russe disparaît de plus en plus devant elle, et dans les pays nouvellement conquis, les gouvernements s'efforcent de multiplier les concessions de terrains. En Angleterre (1), la patrie des grands domaines, M. Cham-

(1) La France a été en proie à des révolutions incessantes, disait G. Campbell en 1874, devant le Congrès de la science sociale, et elle a essuyé de terribles malheurs, néanmoins son

berlain s'est fait le champion de l'idée « de faire obtenir les trois acres de terre et la vache à chaque individu qui lui sont nécessaires pour vivre », et il s'est fait le champion de cette idée parce que l'Angleterre comprend aujourd'hui l'inconvénient qu'il y a à ne compter que de grands domaines incapables de retenir au village paternel les ouvriers agricoles qui engorgent de plus en plus ses centres ouvriers. Et la phrase d'Arthur Young : « par la multiplication des petites propriétés, la France se prépare à la plus horrible détresse qu'on puisse imaginer », eût peut-être été moins inexacte si elle s'était appliquée à la patrie du grand agronome anglais.

crédit reste ferme et les idées communistes ont peu de chance de réussir, c'est que dans ce pays la grande division de la terre sert de contrepoids à l'instabilité des idées et des forces politiques, tandis que l'Angleterre, si elle devait affronter de pareils orages, ressemblerait à un vaisseau sans lest destiné à périr. (Journal *L'Économiste français*, tome XXXIX-XL, p. 87).

QUATRIÈME PARTIE

VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ RURALE

Partisans et adversaires de la petite propriété.

— Valeur économique de la petite propriété au point de vue individuel et au point de vue de la société. — Sa comparaison avec la grande.

— Il est possible de remédier aux défauts inhérents à la petite propriété ou du moins de les atténuer dans une large mesure, quand on ne parvient à les faire disparaître complètement.

Depuis longtemps on discute sur les défauts et les mérites des petites et des grandes propriétés, sur leur valeur économique respective, et ce qui se disait autrefois à ce sujet se dit encore aujourd'hui. Les arguments de l'un et de l'autre parti sont demeurés les mêmes, et la supériorité économique de l'une de ces deux variétés de propriétés est loin d'être établie d'une façon certaine.

Hippolyte Passy, en 1852, nous indiquait, dans son remarquable opuscule sur les différents « systèmes

de culture en France », les motifs invoqués par les partisans de la grande ou ceux de la petite culture pour expliquer leur préférence ; ces raisons, nous les étudierons, mais avant, nous devons citer ce passage du savant auteur des *Systèmes de culture* :

« Plus les fermes sont grandes, dit-il, plus l'importance des capitaux que requiert l'exploitation contribue à n'appeler à leur direction que des hommes unissant la richesse aux avantages de l'éducation. Or, de tels hommes déploient naturellement dans l'exercice de leur industrie une stabilité que de petits fermiers moins aisés et moins instruits ne sauraient posséder au même degré. Toutes les améliorations praticables trouvent en eux des promoteurs intelligents et zélés, et leur empressement à les effectuer est d'autant plus vif qu'ils tirent de leur entreprise des bénéfices proportionnés à la superficie même des terrains sur lesquels s'étend leur travail.

Les grandes fermes, d'ailleurs, sont les seules où se réunissent les avantages attachés à la séparation des tâches. Les ouvriers y ont leurs occupations distinctes, et, grâce à la spécialité de leur labour, ils acquièrent une dextérité dont manquent toujours des hommes obligés de vaquer successivement à des soins qui, pour être appliqués avec toute l'efficacité désirable, exigeraient des aptitudes diverses. D'un autre côté, à l'économie de main-d'œuvre produite par la bonne répartition des travaux, se joint celle qui naît de la grandeur même des surfaces mises en labour. Il faut moins d'attelages, et l'économie obtenue

sur leur nombre laisse plus de moyens de nutrition pour le bétail.

Un autre point important, c'est que les grandes fermes seules peuvent entretenir des moutons en assez grande quantité pour couvrir les frais de garde et de conduite, et de là des engrais d'une abondance et d'une diversité qui assurent la richesse des récoltes. Enfin, il faut moins de capitaux pour les organiser eu égard aux superficies en rapport. Maison d'habitation, constructions rurales, bâtiments de service, tout se multiplie, à mesure que les cultures se réduisent, et les moins grandes sont celles qui, proportionnellement à leurs dimensions, exigent plus de dépenses improductives.

A ces assertions, les partisans de la petite culture en opposent de tout autres. Les petits fermiers, disent-ils, portent dans les moindres détails de l'exploitation une attention féconde en avantages importants. Il n'est pas un coin de leurs champs dont ils ne connaissent toutes les particularités, et auquel ils ne sachent donner le genre même d'amendements et de soins qu'il réclame. Des produits dont les cultivateurs en grand ne sauraient s'occuper suffisamment, sont pour eux une source de bénéfices considérables, et ceux de basse-cour, entre autres, à peu près nuls dans les grandes fermes, d'ordinaire, leur assurent un supplément de revenu qui ajoute sensiblement à celui qu'ils tirent de la terre.

Les petits fermiers emploient peu de journaliers... eux-mêmes mettent la main à l'ouvrage, c'est avec

une ardeur et une intelligence que ne déploient jamais dans les grandes fermes des serviteurs que l'intérêt du maître touche fort peu... Il n'est pas vrai que les petites cultures entretiennent moins d'animaux que les grandes. Si les bêtes à laine y sont moins nombreuses, en revanche, le gros bétail y abonde (1) ».

Telles sont les raisons données de part et d'autre en faveur des divers modes de culture, raisons mises encore en avant, nous l'avons dit, par les défenseurs de chacun des deux systèmes; raisons que nous tenons pour vraies pour la plupart, car, comme l'a fait remarquer Hippolyte Passy, il n'y a pas de régime rural qui n'ait à la fois des avantages et des inconvénients. Ici, c'est la petite exploitation, quand il s'agit par exemple d'une culture particulière réclamant des soins; que seul le petit cultivateur est susceptible de lui donner, qui doit prendre le pas sur la grande; plus loin, au contraire, c'est la grande qui offrira les avantages les plus considérables.

Petite culture et petite propriété, il est vrai, ne sont pas choses identiques, mais en général elles s'appellent l'une l'autre. Sans doute, le petit propriétaire terrien apportera à un degré plus élevé encore les qualités qu'il aurait comme petit cultivateur, il sera peut-être plus économe, plus soigneux du bien qu'il exploite, et la même différence n'existera pas entre le grand cultivateur et le grand propriétaire, parce que ce dernier fait seulement œuvre de direction et

(1) V. H. Passy : *op. cit.*, p. 85 et suiv.

qu'il est obligé de recourir à l'aide salariée; cela, évidemment, est en faveur de la petite propriété. Ainsi, quand on touche aux questions de productivité du sol, on se trouve en présence d'une difficulté immédiate, contre laquelle se sont heurtés bon nombre d'auteurs; l'on confond trop souvent les avantages et les inconvénients de la petite et de la grande propriété avec ceux de la grande et de la petite culture. On les confond sans tenir compte de ce fait que les grands propriétaires sont souvent obligés de partager leur domaine en petites exploitations, le cas est fréquent surtout en Angleterre, où la propriété paysanne n'existe pas, mais où la petite culture est cependant d'une certaine importance, et que, souvent aussi, de petits propriétaires joignent à leurs domaines quelques hectares de terre loués à des particuliers et constituent ainsi une exploitation moyenne. Mais il faut bien avouer qu'en France, en général, les grandes fermes sont rarement divisées en plusieurs petites cultures, et réciproquement il est rare de voir quelques petits domaines réunis pour former une grande exploitation. Les avantages et les inconvénients des divers modes de culture sont donc, chez nous, les mêmes que ceux des différentes coupures du morcellement.

Pour étudier la valeur économique de la petite propriété, comme celle de la petite culture, nous nous placerons à deux points de vue différents, celui de l'intérêt particulier, de l'intérêt individuel et celui de l'intérêt de la société tout entière.

A. — *Au point de vue de l'intérêt individuel.*

Sous ce premier aspect, il ne nous paraît pas douteux que la prééminence appartienne à la grande propriété. En effet, les frais généraux d'exploitation sont proportionnellement moindres dans ce dernier mode de culture, et il serait banal d'insister sur ce point que tous les ouvrages d'Économie rurale et d'Économie politique ont traité complètement (1) ; ce sont les bâtiments d'exploitation qui, proportionnellement, sont plus onéreux pour la petite propriété que pour la grande ; le nombre des attelages, ainsi que celui des instruments de toute sorte qui ne peuvent être proportionnés exactement à l'étendue des domaines, les machines, enfin, dont l'emploi semble l'apanage exclusif de la grande propriété, l'autre ne pouvant s'en servir à cause de l'exiguïté des champs disséminés çà et là et qui la composent.

Certains auteurs, cependant, ont soutenu l'opinion contraire, prétendant que les frais d'exploitation étaient bien inférieurs pour les petits que pour les grands cultivateurs ou propriétaires, et que la supériorité économique, en se plaçant au point de vue individuel, était assurée aux premiers. La petite propriété, disent-ils, ne fait pas usage de main-d'œuvre salariée, elle a donc déjà comme bénéfice ce que la grande est obligée de déboursier pour payer les ou-

(1) V. Piret : *Économie rurale*. Convert : *Économie rurale*.

vriers agricoles qui lui sont nécessaires. Comment soutenir une telle opinion ? Parce que le petit cultivateur fait son ouvrage lui-même sans recourir à l'aide d'autrui, en utilisant seulement les bras de ses enfants, il aurait une main-d'œuvre gratuite ? Mais lui et ses enfants sont eux-mêmes leurs propres domestiques, et alors ne doivent-ils pas, au bout de l'année, déduire du produit de leurs récoltes et de toutes les recettes faites jusqu'à ce jour, la représentation de ce travail, de cette main-d'œuvre soi-disant gratuite pour connaître exactement leur gain ? Il est petit propriétaire, mais s'il amodiait ses terres au voisin, ne trouverait-il pas, au bout de l'année, son budget grossi des quatre ou cinq cents francs que tout bon ouvrier agricole peut gagner en louant ses services à autrui ? Bien plus, cette main-d'œuvre peut même, en certains cas, lui revenir fort cher, car si son exploitation est trop exigüe pour l'occuper sans cesse, et s'il est forcé de chercher au dehors de chez lui le travail qui lui fait défaut, ce dernier sera certainement moins rémunérateur pour lui, que s'il avait loué son activité pour une période plus longue.

Sans doute, l'écart n'est pas si grand qu'il le serait entre la grande et la petite propriété à cause de l'infériorité des frais d'exploitation de cette dernière ; il y a, dans la thèse exposée plus haut, une parcelle de vérité : la main-d'œuvre du petit propriétaire a une valeur économique supérieure à celle de la main-d'œuvre salariée occupée forcément par la grande culture, ce qui la rend moins chère que la seconde.

Mais cela ne suffit pas pour être autorisé à dire que le petit cultivateur faisant toute sa besogne lui-même, a une main-d'œuvre qui ne lui coûte rien ; si elle est pour lui moins onéreuse, c'est à ses propres qualités qu'il le doit : surcroît d'énergie, restriction de ses besoins, il sait vivre de peu comme il sait travailler beaucoup, aussi arrive-t-il à accomplir une tâche que le salarié ne saurait atteindre.

Malgré cela, la balance semble pencher encore du côté de la grande propriété, si l'on se place au point de vue de l'intérêt individuel dans la recherche de la valeur économique des différentes coupures du morcellement ; nous croyons même pouvoir affirmer que non seulement la petite propriété ne donne pas un produit net supérieur à la grande, mais laisse souvent un produit net très faible (1).

B. — *Au point de vue de l'intérêt de la société.*

La société se trouve-t-elle mieux que l'individu de ce mode d'exploitation du sol ? Ici encore c'est à la grande propriété qu'iront nos préférences, et voici les raisons que nous invoquons :

a) CONNAISSANCE INSUFFISANTE DE LA SCIENCE AGRICOLE

On peut, tout d'abord, reprocher aux petits propriétaires, aux petits cultivateurs, d'avoir de la science agricole une connaissance tout à fait insuffisante. Cette ignorance de tout ce qui pourrait faire

(1) V. Emile Chevalier : *Grande et petite Industrie ; grande et petite Propriété.*

prosperer l'agriculture, il est vrai, ne leur est pas complètement imputable, et le témoignage des personnes qui, en 1889, ont répondu aux questionnaires qui leur furent adressés par la section XV de l'Exposition d'économie sociale, est ici des plus précieux; si l'instruction agricole du petit cultivateur, dit l'une d'elles, a fait quelques progrès, elle en ferait bien davantage si l'enseignement primaire n'était pas uniforme pour toute la France comme il l'est actuellement, et s'il était plus approprié aux campagnes dans les centres agricoles (1). C'est surtout, en effet, à la mauvaise direction donnée à l'instruction, aux défauts des programmes suivis dans les écoles communales qu'on doit cette ignorance des choses de l'agriculture. Nous leur avons, du reste, déjà reproché de vouloir donner aux enfants des notions élémentaires sur tout, au lieu d'en faire des agriculteurs éclairés. Il est vrai qu'actuellement un mouvement semble se faire en ce sens; nos instituteurs reçoivent aujourd'hui des notions d'agronomie plus complètes qu'autrefois, et le profit qu'ils doivent tirer des conférences qui leur sont faites pendant leurs études à l'école normale par les professeurs départementaux d'agriculture, leur permettront peut-être de parler avec plus d'autorité et d'être écoutés davantage sur ce point, par toute la population rurale. Mais il faudrait joindre à cela l'étude pratique, multiplier les champs

(1) Rapport du Jury international de l'Exposition de 1889, groupe de l'Économie sociale.

d'expériences, où l'enfant apprendrait dès son jeune âge à se dégager de cet esprit de routine et à perdre cette méfiance pour toute innovation qui, aujourd'hui encore, sont au fond du caractère des paysans.

Heureusement, la grande propriété qui doit être la véritable éducatrice de la petite, aide celle-ci à devenir progressive; sans elle, quel mal aurait le petit cultivateur à changer les méthodes que lui ont léguées ses pères, à tenter des essais d'instruments aratoires nouveaux, ou à essayer des engrais et de nouvelles semences, si l'on considère le temps qu'il met actuellement à accepter les leçons données et à en profiter.

Mais cet esprit de routine et d'indécision à entrer dans la voie du progrès n'a pas pour cause unique la mauvaise direction de l'instruction et les défauts de nos programmes scolaires; c'est encore au manque de capitaux qu'il faut l'attribuer, ou à la crainte qu'éprouve le petit propriétaire de perdre ses quelques écus amassés à grand'peine (1).

b) MANQUE DE CAPITAUX

C'est ainsi que souvent, s'il a quelques capitaux disponibles, le petit cultivateur ne songera pas un instant à les employer à l'amélioration de sa culture ou à augmenter son matériel et son troupeau qui sont presque toujours insuffisants pour l'étendue du domaine qu'il fait valoir. L'amour de la terre est trop grand chez lui pour qu'il puisse résister à la jouis-

(1) V. Gairal : *Droits et devoirs des Syndicats agricoles*, thèse, p. 408 et suiv.

sauce d'amasser et d'emplir d'écus son bas de laine, jusqu'au jour où une occasion favorable lui permettra d'acquérir le champ qui le joint et sur lequel il a depuis longtemps jeté des regards de convoitise, méconnaissant ainsi son propre intérêt qui serait de tirer de son bien tout le bénéfice possible en proportionnant son mobilier agricole à son exploitation.

Tous ces défauts sont inhérents aux petits propriétaires, mais on peut les atténuer, et nous le verrons plus loin, dans une large mesure; cependant il en existe d'autres qui tiennent à la constitution même de la petite propriété.

c) SPÉCIALISATION IMPOSSIBLE

C'est d'abord, a-t-on dit, l'impossibilité, pour celui qui la cultive, de se spécialiser dans un travail quelconque, il est obligé de tout faire par lui-même, de changer à chaque instant de genre de travail, et, par conséquent, ne peut acquérir l'habileté de celui qui, familiarisé par une longue pratique au même genre d'ouvrage, arrive forcément à l'accomplir plus rapidement et avec plus de perfection.

Il est vrai que cette spécialisation, dont l'avantage ne saurait être discuté quand il s'agit de production industrielle, est moins importante, moins nécessaire lorsqu'il s'agit de production agricole. Nous croyons néanmoins qu'il y a là un inconvénient des plus sérieux pour le mode de culture que nous étudions, mais qui est peut-être moins important que certains le prétendent.

Quelques auteurs ne voient pourtant pas là un grief

à alléguer contre la petite propriété et un avantage à l'actif de la grande. En effet, dit entre autres M. Souchon (1), dans son ouvrage sur la propriété paysanne en France, cette spécialisation s'exerce surtout dans le sens « de l'augmentation de la culture du blé ; or, on a répété bien souvent qu'un des éléments les plus importants de la crise agricole consistait dans l'excès de production des céréales, et plus particulièrement du froment ; la solution pourrait venir d'un abandon partiel des cultures de blé au profit de plantes plus rémunératrices, telles que le lin, le colza, le chanvre, ou une plus grande extension donnée à l'élevage du bétail. » Nous ne partageons pas cette opinion, il faut, en effet, remarquer que presque partout où l'on a cultivé autrefois le lin, le chanvre, etc., ces cultures ont été abandonnées presque complètement, et, malgré les primes accordées par l'État, ce dernier n'a pu leur donner un nouvel essor. Quant à l'augmentation de l'élevage du bétail (2), elle n'aurait peut-être pas les résultats qu'on en attend, étant donné la baisse croissante des prix de la viande depuis quelques années. Dans bien des contrées enfin, le blé est une des seules cultures qui soient possibles, les pâturages n'y peuvent exister, et le remède à la crise est bien plutôt dans la production du blé à meilleur compte que dans une autre culture qu'il s'agit encore de trouver.

(1) V. Souchon : *op. cit.*, p. 43 et suiv.

(2) V. Zolla : *Étude d'Économie rurale*, p. 35 et suiv.

V. Piret : *Productions agricoles indigènes et la concurrence étrangère*.

La difficulté de spécialisation est donc bien un gros inconvénient pour la petite culture.

d) DIFFICULTÉ D'EMPLOYER DES MACHINES AGRICOLES.
DISPERSION DES PARCELLES

Un autre avantage de la grande propriété est qu'elle est ordinairement composée de grandes pièces dont l'exploitation se fait avec une sensible économie de temps, et qui permet l'emploi de machines agricoles de toutes espèces: semoirs, faucheuses, moissonneuses-lieuses, etc., tandis que l'autre est généralement constituée par des parcelles exiguës et dispersées de tous les côtés. C'est là, pour cette dernière, un défaut capital, et tout le monde est unanime à déplorer les inconvénients qu'entraîne pour un cultivateur la dispersion de ses champs: difficultés de voisinage et d'accès, de clôture, d'aménagement et de surveillance qui sont une cause principale de perte d'argent et un empêchement à tout progrès, ces parcelles où le laboureur est sans cesse obligé de retourner sa charrue, des coins et recoins forcément mal cultivés, l'impossibilité pour le propriétaire de changer, l'assolement de ses terres, à cause de leur entrelacement avec les parcelles voisines, qui le force « à suivre servilement la culture de son voisin, à labourer, semer et récolter quand il laboure, sème et récolte (1) », sont autant de désavantages pour la petite propriété quand on la compare à la grande. Celle-ci, en effet, n'a pas à souf-

(1) François de Neufchâteau : Compte-rendu des travaux de la Société des agriculteurs de France, annuaire 1874, p. 82.

frir d'une semblable situation ; grâce aux machines dont l'emploi se généralise de plus en plus, pour le plus grand bien de la production générale, elle peut lutter victorieusement contre l'invasion de nos marchés par les produits étrangers.

Mais la petite culture, à-t-on dit, n'a que faire des machines agricoles, elle possède encore assez de bras vigoureux pour pouvoir s'en passer, et si les grands propriétaires ont été forcés d'y recourir, c'est que la dépopulation des campagnes avait rendu trop rare et trop chère la main-d'œuvre agricole. Sans doute, la petite propriété peut tout faire par elle-même sans recourir au travail salarié ou à l'usage des machines, mais avec ces dernières, la production est devenue plus abondante, l'ouvrage a été plus rapidement et mieux fait, il l'a été surtout plus économiquement ; tous avantages dont la petite propriété ne peut ni profiter ni faire profiter la société tout entière.

e) INFÉRIORITÉ DANS LA PRODUCTION DU BÉTAIL.

On a aussi reproché à la petite propriété, et ce serait là, à coup sûr, dit M. Hippolyte Passy (1), le reproche qui serait « le plus grave, s'il était fondé, de ne pouvoir alimenter en assez grand nombre les animaux dont la présence sur les exploitations est indispensable à la production des engrais sans lesquels la terre épuisée finirait par ne plus céder que des

(1) Passy : *op. cit.*, p. 113.

récoltes trop appauvries pour rémunérer les efforts de l'homme ». C'est bien là, en effet, sous cet aspect, que la question a une grande importance. M. de Foville, dans son livre sur le morcellement, M. Souchon, dans son étude sur la propriété paysanne en France, et d'autres auteurs encore ont émis la même opinion que M. Hippolyte Passy, concluant à la supériorité de la petite propriété dans l'élevage du bétail ; ils ont, du reste, savamment discuté la question et semblent s'être appuyés sur des documents sérieux pour arriver à semblable conclusion (1).

Cependant, malgré l'autorité incontestable attachée à ces noms, nous ne partageons pas leur manière de voir.

Et d'abord, il est un point sur lequel personne n'a jamais contesté le désavantage de la petite propriété, même ses partisans les plus sincères : nous voulons parler de l'élevage du mouton. Depuis longtemps déjà la petite culture l'a complètement abandonné, à cause des frais généraux assez élevés qu'il occasionne. C'est certainement là un fait des plus regrettables, la culture tout entière en souffre, puisque le petit propriétaire ne peut profiter d'une source d'engrais d'une richesse très grande pour réparer l'épuisement de ses terres. Mais, disent ses partisans, si la petite propriété a abandonné l'élevage du mouton et si cet élevage est même incompatible avec elle, elle peut élever en bien plus grand nombre que les autres

(1) Il est évident qu'il s'agit ici de savoir si la petite propriété peut élever autant de bétail que la grande, proportionnellement à l'étendue qu'elles cultivent l'une et l'autre.

genres de propriété, les animaux de l'espèce bovine. Or cela, nous ne le croyons pas; la petite propriété n'offre aucun avantage sur ce point, et pourtant on s'appuie, pour soutenir ce raisonnement, sur les dernières statistiques agricoles, sans parler des exemples pratiques particuliers dus à l'initiative de quelques-uns que la question intéressait, et qui sont peut-être trop peu nombreux pour permettre de généraliser.

Il suffit, dit-on, de jeter un coup d'œil sur ces statistiques pour constater que les départements les plus morcelés sont précisément ceux qui comptent aussi le plus d'animaux domestiques, grands producteurs d'engrais. M. Souchon, après avoir exposé dans les deux tableaux ci-après empruntés à la statistique agricole décennale de 1882, la production du bétail dans les dix-sept départements les plus morcelés, et dans les dix-sept départements où l'étendue moyenne des exploitations est la plus élevée, constate que, dans le premier tableau, cent hectares de terres cultivées produisent une moyenne de 44.304 kilog. de poids vif de viande de l'espèce bovine (et l'espèce bovine, ajoute-t-il, peut, très exactement, être considérée comme représentative du grand bétail, en raison de son importance et de la possibilité de son élevage presque dans toutes les régions de la France), alors que la même moyenne n'est que de 40.466 kilog. pour l'ensemble de la France, et qu'elle s'abaisse à 8.348 kilog. dans les dix-sept départements de plus grande culture.

DÉPARTEMENTS dans lesquels les exploitations ont en moyenne la plus grande étendue	ÉTENDUE moyenne des exploitations en hectares	POIDS VIF des bêtes de l'espèce bovine par 100 hectares de terres cultivées moins les bois	RANG du département dans l'ensemble des départements français au point de vue de la moyenne des exploitations	RANG du département dans l'ensemble des départements français au point de vue de la quantité de viande de l'espèce bovine
Landes	19.11	16.444	1	22
Hautes-Alpes....	17.03	3.492	2	77
Basses-Alpes....	15.50	1.078	3	83
Mayenne.....	14.54	16.804	4	6
Vendée.....	14.31	15.264	5	15
Lozère.....	13.82	6.074	6	74
Cher	13.41	7.452	7	63
Loir-et-Cher....	12.64	5.119	8	76
Eure-et-Loir....	12.24	6.484	9	43
Côte-d'Or.....	11.93	8.115	10	54
Marne.....	11.92	6.538	11	72
Seine-Inférieure.	11.49	16.409	12	7
Haute-Marne....	11.44	6.861	13	65
Allier	11.37	14.886	14	18
Indre.....	11.36	7.506	15	62
Aisne.....	11.13	8.027	16	58
Cantal.....	10.87	15.083	17	16

DEPARTEMENTS où les exploitations ont en moyenne la plus petite étendue	ÉTENDUE moyenne des exploitations en hectares	POIDS VIF des bêtes de l'espèce bovine par 100 hectares de terres cultivées moins les bois	RANG du département au point de vue de la moyenne d'exploitation	RANG du département au point de vue de la quantité de viande de l'espèce bovine
Seine.....	2.00	10.223	87	44
Rhône.....	4.32	14.257	86	22
Haut-Rhin.....	4.61	15.712	85	12
Charente-Inf ^{re} ...	5.24	18.112	84	55
Puy-de-Dôme...	5.54	13.834	83	26
Manche.....	5.79	13.674	82	30
Nord.....	5.98	18.767	81	3
Vaucluse.....	6.09	511	80	86
Isère.....	6.11	14.981	79	17
Haute-Garonne..	6.19	11.263	78	39
Charente.....	6.36	7.654	77	60
Tarn-et-Garonne.	6.43	10.467	76	43
Haute-Savoie....	6.51	14.257	75	23
Haute-Loire....	6.57	12.904	74	35
Gard.....	6.69	1.034	73	84
Lot.....	6.90	8.762	72	50

Mais ces résultats ne sont pas aussi concluants qu'ils semblent l'être; nous voyons, en effet, à chaque instant, dans ces deux tableaux, un écart énorme (pour la production du bétail) entre deux départements dans lesquels la moyenne des exploitations est sensiblement la même : la Seine-Inférieure, par exemple, où l'étendue moyenne des cultures en hectares est de 11,49, et qui produit 16.409 kilog. poids vif de viande de l'espèce bovine par centaine d'hectares, et la Haute-Marne où l'exploitation est de 11,44, c'est-à-dire sensiblement la même que dans le département précédent, et qui ne produit que 6.861 kilog. de viande par centaine d'hectares également. Il en est de même pour l'Allier et l'Indre, l'Aisne et le Cantal, le Nord et Vaucluse, etc. Comment alors admettre la conclusion de M. Souchon qui ne s'appuie que sur les tableaux de la statistique de 1882 pour prétendre que la petite propriété nourrit proportionnellement plus de bétail que la grande, sur une même étendue de terrain ? Est-ce bien là le résultat des formes de l'exploitation, et des circonstances de climat, de situations locales, etc., ne concourent-elles pas à produire les écarts constatés entre les départements de petite et ceux de grande culture pour la production du bétail ?

H. Passy prétend qu'en Angleterre, où l'on ne rencontre guère que de grandes propriétés, ce sont des circonstances particulières de température, de situation, etc., qui font, qu'à superficie égale, ce pays nourrit davantage d'animaux que ceux de petite cul-

ture. Pourquoi, dès lors, n'en serait-il pas de même en France, et n'expliquerait-on pas ainsi les différences qui existent entre les départements morcelés et quelques-uns où la grande propriété, au contraire, prédomine ? Ne doit-on pas, par exemple, tenir compte de ce fait qu'en maints endroits la grande quantité de viande produite est due surtout à la présence de distilleries ou industries analogues, qui, obligées de se servir de bœufs pour les transports et pour utiliser leurs résidus de fabrication, ont joint à leurs usines une vaste écurie peuplée de nombreux animaux qui, après engraissement, seront livrés à la boucherie et remplacés immédiatement.

Et, du reste, admettons un instant que la petite propriété entretienne autant d'animaux, grands producteurs d'engrais, que la grande culture, il faut encore tenir compte de ce fait que si la petite propriété sait vivre de peu comme elle sait travailler beaucoup, elle veut étendre cette habitude de se priver aux animaux qu'elle emploie ; elle mesure strictement leurs rations et en exige davantage de labeur ; elle les traite comme elle se traite elle-même, et, les bestiaux qu'elle occupe, nourris moins abondamment, contribuent moins que ceux employés par les grands propriétaires à entretenir la fertilité de la terre.

Du reste, au lieu de regarder les statistiques, il suffit de voir ce qui nous entoure et de raisonner un peu. Depuis la crise agricole, le grand cultivateur a fait à ses dépens son éducation agricole ; il a vu qu'il avait intérêt à ensemer en blé de moins grandes

étendues, car cette culture ne lui rapporte pour ainsi dire rien, et de les mieux soigner pour obtenir des rendements supérieurs; il a multiplié les pâturages et les prairies artificielles; il a ensemencé en herbes tous les coteaux difficiles à labourer et à exploiter : dès lors, il a pu conserver plus de bétail et fumer davantage les champs qu'il réservait à la culture proprement dite. Le petit cultivateur, lui, n'a rien changé dans sa manière de faire; nous avons vu que la dépréciation du blé ne l'atteignait guère, puisque sa récolte est, à peu de chose près, consommée par lui et sa famille; il n'a pas augmenté son contingent de bétail, tandis que la grande propriété a progressé à ce point de vue, la petite est restée stationnaire, et si les prix actuels se maintiennent quelques années encore, le mouvement ne fera que s'accroître de plus en plus.

Sans doute, on l'a dit : « Avec la grâce de Dieu et l'herbe des chemins, la vache du pauvre parvient à joindre les deux bouts », mais les troupeaux nombreux des gros cultivateurs le feront bien plus facilement encore avec l'herbe de quelques hectares de pâturages.

L'augmentation de la production du bétail, et, par conséquent, des engrais aussi, est due surtout, croyons-nous, à la restriction de la culture des céréales (1), à la multiplication des prairies et des pâtu-

(1) V. sur la diminution des étendues cultivées en blé, *Statistique agricole*, 1892, p. 283.

rages depuis la crise qui sévit sur les blés, multiplication que l'on doit à la grande propriété.

Il n'y a peut-être que l'élevage des animaux de l'espèce porcine pour lequel la petite culture a l'avantage sur la grande ; chaque ménage élève et engraisse un ou deux pères par an, quelle que soit le peu d'étendue de la surface cultivée ; mais au point de vue qui nous occupe, cet avantage n'a que peu d'intérêt, car étant donné les conditions dans lesquelles se fait cet élevage, la quantité d'engrais produite et dont peut profiter la petite culture est presque négligeable.

Enfin, un des derniers inconvénients sérieux de la petite propriété rurale est qu'elle ne saurait, comme le font les autres coupures du morcellement, profiter des industries accessoires, susceptibles d'être rattachées à l'exploitation, telles que les sucreries, raffineries, laiteries, fromageries, etc. Elles exigent d'assez nombreux capitaux, une direction savante et des connaissances approfondies, toutes choses que le petit propriétaire ne possède généralement pas, et elles restent ainsi le monopole des propriétés de plus grande étendue (1).

C. — *Les défauts inhérents à la petite propriété
peuvent être atténués.*

Heureusement, la plupart de ces défauts inhérents à la petite culture en petite propriété, sont susceptibles d'être atténués dans une large mesure quand on ne

(1) Roscher : *op. cit.*, p. 192.

parvient à les faire disparaître complètement. Nous allons chercher quels en sont les remèdes, et nous verrons bientôt que la petite propriété est capable d'offrir les mêmes avantages économiques que la grande.

C'est par l'association que la petite propriété fera disparaître, ou parviendra à atténuer sensiblement les défauts que lui ont toujours reprochés ses adversaires.

En somme, ces défauts se ramènent à deux principaux, une instruction agricole insuffisante, et une quantité de capitaux trop faibles pour profiter des avantages qui semblent, jusqu'à présent, réservés à la grande propriété seule.

C'est le premier qu'il faut tout d'abord combattre, avant de tenter de remédier au second. La nécessité de compléter l'instruction professionnelle vient en première ligne, car il nous semble évident qu'avant de chercher à organiser le crédit qui doit donner aux cultivateurs les fonds qui leur manquent, et avant de voir ce crédit prendre une extension plus grande que celle qu'il a aujourd'hui, il est de toute nécessité que le paysan propriétaire puisse comprendre les avantages certains qu'il aurait à augmenter ses capitaux, c'est-à-dire son mobilier agricole, et à faire partie d'une société de crédit rural.

Evidemment, l'enfant dans les campagnes devrait, dès son jeune âge, recevoir une éducation plus en harmonie avec la profession qu'il doit embrasser plus tard, mais c'est surtout par le développement des syndicats agricoles et des chambres d'agriculture qui multiplieront les expériences, répéteront les

conseils et agiront par l'exemple, c'est-à-dire créeront de nombreux champs d'expériences, que l'on obtiendra des classes rurales le degré d'instruction agricole nécessaire pour marcher rapidement dans la voie du progrès.

Alors, seulement, il sera temps d'organiser le crédit. Remarquons, du reste, que ce dernier n'est pas nécessaire à tous les cultivateurs. Les grands propriétaires possèdent des capitaux en quantité suffisante pour n'avoir pas besoin de recourir aux sociétés de crédit, mais c'est là une élite peu nombreuse, et il existe un groupe considérable, celui des tenanciers et propriétaires plus modestes, pour qui cette organisation sera de la plus grande utilité. Et encore les tenanciers en profiteraient-ils ? il est évident qu'ils sont dans une condition toute particulière, car ayant le même intérêt que leur propriétaire (1), ce dernier sera leur prêteur presque toujours, et leur sera plus utile que ne pourrait l'être une société de crédit quelle qu'elle soit.

(1) Il y a, en effet, deux sortes de capitaux : les capitaux fonciers et les capitaux mobiliers ; les premiers comprenant la terre, les bâtiments, etc., les autres le mobilier d'exploitation, et, si les premiers appartiennent au propriétaire, les seconds n'appartiennent pas toujours, en entier du moins, au tenancier, et le propriétaire est souvent obligé, pour tirer parti de son fonds, d'avancer une partie des capitaux mobiliers au fermier à qui il a loué son domaine. Rien d'étonnant alors que le tenancier n'ait pas jusqu'à ce jour senti plus vivement l'absence de toute organisation de crédit rural.

Mais il existe un troisième groupe de cultivateurs plus intéressants et moins bien partagés au point de vue des capitaux ou de la facilité de se les procurer que les deux premiers, c'est celui des petits propriétaires ruraux. C'est à cette classe de nos populations paysannes que seraient utiles l'organisation et le développement du crédit agricole, car si elle possède les capitaux fonciers, les capitaux mobiliers sont toujours insuffisants comparés aux premiers.

Aussi, de nombreux et remarquables essais ont été faits, depuis longtemps déjà on cherche à organiser et à étendre le crédit réel, le crédit personnel et, pour arriver à ce but, les syndicats agricoles sont appelés à jouer un rôle prépondérant.

LES SYNDICATS ET LE CRÉDIT RÉEL.

Avant la loi de 1898 sur les warrants agricoles, plusieurs sociétés syndicales avaient tenté d'organiser pour leur région le crédit réel pour les agriculteurs, en permettant aux cultivateurs et aux propriétaires de déposer dans les docks ou les magasins généraux créés à cet effet, les marchandises sur lesquelles ils voulaient emprunter la somme dont ils avaient immédiatement besoin, en conservant le droit de vendre les mêmes marchandises lorsque les cours deviendraient plus favorables pour eux (1). La loi de 1898 sur les warrants est venue généraliser

(1) V. Gairal : thèse, *Les droits et les devoirs des Syndicats agricoles.*

cette mesure et a permis aux cultivateurs de faire warranter leurs récoltes sans être astreints, comme sont obligés de le faire les négociants en général, à transporter dans des magasins ou des docks les objets mobiliers qu'ils constituent à titre de gage pour le prêteur. Le but de la loi était bien évidemment d'être favorable aux petits propriétaires ainsi qu'à tous les autres cultivateurs, en leur permettant, comme le disait M. Méline à la tribune de la Chambre des Députés « de se procurer la somme nécessaire à la bonne marche de leurs exploitations sans être obligés de vendre les produits dont ils peuvent disposer à des cours inférieurs à ceux qu'ils pouvaient espérer (1). »

Il est difficile de prévoir les résultats que donnera la loi de 1898 sur les warrants agricoles, cependant on peut déplorer les formalités trop nombreuses qui sont imposées aux agriculteurs pour warranter leurs produits. C'est pourtant un pas fait en avant, il faut espérer que l'on ne s'en tiendra pas là, et que le législateur perfectionnera d'ici peu le mécanisme de cette opération d'emprunt.

Crédit personnel et syndicats agricoles

Les syndicats sont le véritable terrain où le crédit personnel agricole poussera de profondes racines, et c'est à son développement qu'ils peuvent le plus utilement se consacrer. Différents moyens ont été employés jusqu'ici pour arriver à ce but, ce sont d'abord

(1) V. *Journal Officiel*, Chambre des Députés, 22 et 23 février 1898.

les sociétés de crédit mutuel distinctes des syndicats, et constituées sous la forme de sociétés anonymes à capital variable, mais le plus souvent, ces sociétés anonymes sont liées, en quelque sorte, au syndicat puisqu'il faut faire partie de ce dernier pour bénéficier des avantages offerts par la société anonyme. Ce sont encore les caisses rurales créées par les syndicats, analogues aux caisses de Raiffeisen ou à celles de Schulze-Delitsch, qui ont tant contribué à étendre en Allemagne le crédit rural, qui ont été propagées en France par M. Louis Durand (1) de telle sorte qu'elles sont actuellement au nombre de 740 (2). Ce sont enfin les sociétés de crédit du type de la loi de 1894 qui permet aux syndiqués, en tant qu'individus, d'organiser des sociétés de crédit agricole du type de 1894 comme, du reste, ils peuvent en organiser d'autres.

Evidemment, toutes ces sortes d'organisations de crédit sont loin d'être parfaites ; nous ne voulons pas entrer dans leur examen complet qui nécessiterait une étude approfondie du crédit rural hors du sujet que nous nous sommes proposé de traiter, mais il faut constater qu'aujourd'hui un courant général en-

(1) Gairal : *op. cit.*, p. 417 et suiv.

(2) Ce sont des sortes de sociétés en nom collectif à capital variable, dans lesquelles la responsabilité des emprunts s'étend à tous les associés ; il est nécessaire de bien en connaître les membres et c'est ce qui fait que les Syndicats agricoles à circonscription d'une étendue relativement faible, sont seuls capables de s'assurer une caisse rurale.

traîne la presse, les économistes, le parlement vers l'organisation du crédit agricole, et ce dernier est évidemment une innovation heureuse dont on ne peut que demander le développement de plus en plus complet.

Mais il ne suffit pas de donner à la petite propriété la faculté d'obtenir facilement les capitaux qui lui manquent, il faudrait encore chercher à atténuer l'inconvénient causé par la diffusion, par la dispersion des parcelles qui constituent dans leur ensemble les petits domaines paysans. Quels moyens employer et d'abord, un remède à ce mal est-il possible ? Il est certain que la solution du problème est grosse de difficultés. Sans doute, par les échanges, les ventes, et grâce aux conventions de toutes sortes, cet inconvénient pourrait être sensiblement atténué ; mais il faut compter aussi avec cet esprit de défiance du paysan qui croit toujours qu'on veut le léser quand on lui propose un échange. De tels procédés demanderaient un temps infini pour arriver à un résultat appréciable.

L'association foncière imposée par la loi, telle qu'elle a été pratiquée en Suisse, en Prusse et en Autriche, et qui arrive à réunir en une seule masse les biens d'une commune tout entière et à la diviser ensuite par lots d'une étendue suffisante pour éviter les dangers de la dispersion parcellaire et proportionnés à ce que chaque individu possédait auparavant, est-elle possible chez nous ? Nous ne le croyons pas, bien que plusieurs communes, depuis

longtemps déjà, aient usé de ce système; celle de Rouvres, par exemple, dans la Côte-d'Or, où le remaniement collectif date du commencement du XVIII^e siècle; Tart, Marliens, qui, elles aussi, ont depuis longtemps déjà été remaniées (1); nous ne le croyons pas, parce que ce système est trop contraire aux idées de liberté si chère aux Français, car si les agriculteurs sont intéressés à ce que la dispersion soit restreinte le plus possible, il n'y a là « qu'un inconvénient et non un danger, et la loi ne peut contraindre un citoyen à faire une chose qui lui est favorable si son inactivité n'est pas nuisible à l'intérêt général de la société » (2). C'est aussi l'opinion de M. de Foville, qui écrit : « Nous ne sommes pas de ceux qui considéreraient comme un bienfait l'importation en France des permutations obligatoires entre propriétaires voisins, car si le système des échanges forcés laisse partout où il a passé l'exploitation très améliorée, il laisse le droit de propriété très affaibli : on sacrifie l'âme pour guérir le corps. »

Mais si l'association forcée est une chose à peu près impossible en France, l'association volontaire serait le vrai moyen pour arriver à combattre la dispersion des parcelles qui composent les petits domaines paysans; c'est en elle que l'on doit espérer, c'est vers elle que l'on doit pousser les populations agricoles.

(1) V. de Foville : p. 177, *op. cit.*

(2) Harbulot : *Nouveau dictionnaire de l'économie politique.*

C'est par l'association, enfin, sous quelque forme qu'elle se présente, que la petite propriété pourra profiter des industries accessoires jointes aux exploitations et qui sont une source considérable de revenus. De nombreuses sociétés existent déjà dans l'est de la France, où le sol, nous le savons, est très divisé. Depuis longtemps, en Franche-Comté par exemple, en Savoie, en Bourgogne, il existe des « fruitières », des beurreries, des fromageries, des laiteries coopératives, comme il en existe aussi, du reste, dans bien d'autres contrées de notre pays, et toutes ces industries coopératives fonctionnent parfaitement bien. M. Zolla, dans son ouvrage intitulé : *Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, nous donne en détail le mécanisme de l'une d'elles, la beurrerie de Chailli, et nous dit qu'en dix ans la société a pu amortir le capital de première installation, et qu'en 1891, elle a distribué aux 260 associés plus de 8,000 fr. Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour nous dire ce que, par l'association, les petits propriétaires pourraient obtenir, et il est certain que, devant de tels résultats, les industries accessoires, que les partisans de la grande propriété considèrent comme l'apanage exclusif de cette dernière, peuvent, dans une large mesure, profiter aussi aux autres coupures du morcellement.

CINQUIÈME PARTIE

La petite propriété est soumise à l'influence de certains facteurs qui font qu'elle s'impose dans certains cas et qu'elle doit au contraire, dans d'autres circonstances, faire place à la grande ou à la moyenne. — Influence du milieu physique. — Influence des modes et des genres de culture. — Influence du milieu social sur le développement des petits domaines. — Conclusion.

Nous avons exposé, dans le chapitre précédent, les théories abstraites des partisans et des adversaires des petits domaines; et les arguments par lesquels ceux-ci expliquent leurs préférences; nous avons essayé de montrer que les petits propriétaires pouvaient facilement soutenir la lutte dans la production des denrées agricoles, mais nous ne nous sommes pas pour cela déclarés les partisans ou les adversaires de la petite propriété. Il n'est guère possible, aujourd'hui surtout, d'avoir de telles idées *à priori*, sur une question aussi complexe que celle que nous étudions.

La grande et la petite propriété auront tour à tour nos préférences; la division du sol, en effet, est sou-

mise à l'influence de certains facteurs qui font qu'ici la petite propriété s'imposera, tandis que là, ce sera la moyenne ou la grande.

Parmi ces facteurs, nous citerons en première ligne : la nature du lieu, c'est-à-dire le milieu physique ; puis les modes et les genres de culture ; enfin, le milieu social au sein duquel la propriété doit se développer.

A. — *Influence de la nature du lieu.*

Que faut-il entendre par la nature du lieu ? Nous voulons parler des milieux physiques : montagne, plateau, plaine ou vallée, dans lesquels se trouve la propriété, et nous verrons que chacun de ces milieux offre des facilités naturelles au développement de l'une ou de l'autre des coupures du morcellement.

Quelques mots sur la « montagne », le lieu par excellence de l'art pastoral qui se développe en France dans les grandes régions montagneuses des Alpes, des Pyrénées et du Plateau central. « Ces hautes montagnes à pentes escarpées sont flanquées de contreforts qui vont s'abaissant à mesure que l'on s'éloigne de l'arête fatièrre ; entre ces contreforts se trouvent des vallées hautes qui descendent des sommets et où la population est venue s'agglomérer en villages » (1).

(1) V. Demolins : *Le Français d'aujourd'hui*, tome I : *La zone de l'art pastoral*.

Par suite de l'altitude, le climat y est très rigoureux, et la culture y est, par cela même, rendue difficile, souvent même impossible; aussi, la principale ressource est-elle l'herbe qui, partout, couvre le sol et se reproduit d'elle-même chaque année, permettant ainsi l'élevage de troupeaux nombreux. La propriété grande ou petite, telle que nous la rencontrons dans la région des plateaux et des vallées, n'existe pour ainsi dire pas dans la zone de l'art pastoral, et fait place à la propriété communautaire. C'est que le pasteur n'a pas les mêmes motifs que le cultivateur pour revendiquer « l'appropriation du sol herbu », et il n'a pas, sur ce sol, « le droit que crée le travail personnel et intense; il n'a pas labouré, fumé, semé; il ne songe donc pas à réclamer le droit de récolter exclusivement à tout autre » : la possibilité de faire pâture ses troupeaux lui suffit.

La montagne fait donc prédominer l'art pastoral, et ce dernier a pour conséquence la communauté des biens, laissant seules appropriées les quelques parties du sol où la culture est encore possible.

De la montagne passons à la vallée; si la première est le lieu le plus favorable au développement de l'art pastoral et de la propriété communautaire, la seconde est le lieu par excellence de la petite culture et de la petite propriété.

Dans toutes les vallées, à moins que des conditions particulières qui, du reste, se présentent rarement, n'aient favorisé l'extension de l'une des autres coupures du morcellement, nous y voyons la

propriété réduite et divisée : les petits domaines y pullulent.

C'est qu'en effet, comme le dit M. Demolins, dans son intéressant ouvrage : *Les Français d'aujourd'hui*, « la vallée est éminemment favorable à l'installation des petites gens » (1). Ils y trouvent une foule d'avantages que ne peuvent leur offrir ni les plateaux, ni les grandes plaines, si fertiles soient-ils ; une grande variété de ressources, parmi lesquelles nous citerons l'herbe, la culture facile, la cueillette et le bois dont ils ont besoin. En effet :

1° Le fond de la vallée, généralement constitué par une série de prairies naturelles, qu'arrosent un ruisseau ou une rivière, offre à ses habitants d'excellents pâturages où l'herbe pousse naturellement et leur assure une abondante récolte destinée à la nourriture des quelques animaux qu'ils élèvent ;

2° Le sol constitué par des terres d'alluvion dont la fertilité est extrême permet au petit propriétaire de le retourner facilement au moyen de la charrue ou de la bêche ;

3° Les coteaux, qui se prêtent admirablement aux productions fruitières arborescentes, sont, pour la population rurale de ce lieu, une véritable source de revenus ;

4° Enfin, de ces coteaux, « le long de l'arête faîtière », les bois, et souvent les forêts qui s'élèvent, presque toujours dominant la vallée, assurent aux

(1) Demolins : *op. cit.*, p. 208.

habitants ce qui leur est nécessaire à la construction, aux réparations de leurs habitations et au chauffage de leurs maisons.

Comme le fait remarquer M. Demolins (1), sur ces quatre sortes de ressources, « il y en a trois qui sont plus ou moins spontanées, qui n'exigent qu'un travail de simple récolte », et ce sont là des conditions excellentes pour favoriser l'existence du petit propriétaire et la multiplication des petits héritages.

De plus, la concurrence de la grande propriété n'existe pas.

Cette dernière ne peut que difficilement se développer dans les vallées. Le sol accidenté ne se prête pas ou se prête mal à la grande culture qui, presque toujours, accompagne la grande propriété; elle s'accommode mieux, ainsi que nous allons le voir, des vastes plateaux ou des grandes plaines, régions auxquelles nous arrivons et dont nous devons rechercher l'influence sur le développement de la propriété.

Comme les vallées, comme les montagnes, les plateaux ont une caractéristique sociale : c'est qu'ils sont par excellence le lieu le plus favorable à la constitution des grands domaines.

Nous avons vu les avantages naturels que la vallée offrait aux petits propriétaires et par lesquels elle favorisait leur établissement dans ces régions; ces ressources font généralement défaut sur les plateaux.

En effet, le manque de cours d'eau rendant l'irri-

(1) Demolins : *op. cit.*, p. 210.

gation impossible, empêche par là même le développement des prairies; les arbres fruitiers qui s'étagent sur les pentes des vallées y poussent mal, la fertilité naturelle du sol y est moins grande, et la culture y est plus onéreuse et plus difficile.

Par leur étendue, au contraire, ces régions favorisent le développement de la grande culture en grande propriété, ces vastes espaces rendent possible l'emploi aujourd'hui de plus en plus fréquent des machines agricoles, et la culture intensive que l'on y fait permet d'exister à des troupeaux nombreux de bétail.

Dans ces conditions, les petits domaines ne peuvent que très difficilement lutter avec la grande propriété, d'autant plus que sur les plateaux la culture exige des capitaux plus nombreux que ceux que possède généralement le petit propriétaire. A ces difficultés permanentes s'ajoutait autrefois un obstacle d'un autre genre, à la conquête de ces régions par la classe rurale; c'est qu'avant de mettre en culture ces vastes étendues, il a fallu les défricher, et si le paysan a pu venir à bout des quelques bouquets d'arbres qui parsemaient les vallées, il lui était impossible, avec ses faibles ressources, de s'attaquer aux forêts qui couvraient les plateaux.

Il est donc établi que dans toutes les régions où les vallées sont nombreuses, la petite culture en petite propriété se rencontre à chaque pas; dans toutes celles, au contraire, où les plateaux prédominent, la grande culture en grande propriété remplace cette

dernière, et les considérations précédentes expliquent les résultats de la statistique décennale que nous avons cités plus haut (1).

De ce qui précède, il ne faudrait pas conclure cependant que toutes les vallées soient également peuplées de petits propriétaires et que tous les plateaux soient divisés uniquement en grandes propriétés. D'autres causes que celle de la « nature du lieu » peuvent influencer sur le développement des petits et des grands domaines et en arrêter la multiplication.

L'origine historique de la race peut la rendre « plus ou moins apte à lutter contre les difficultés d'un lieu déterminé (2) », la configuration de la vallée elle-même, tantôt étroite comme celle du bassin du Rhône, tantôt large comme celle du bassin de la Loire, la nature des cours d'eau qui les arrosent, et qui, selon les régions, sont des rivières paisibles et bienfaisantes, fécondant les terres qu'elles traversent, ou des torrents impétueux dévastant tout sur leur passage, peuvent influencer encore et beaucoup sur le morcellement du sol, comme peuvent le faire aussi certaines conditions particulières, telles que le climat, la facilité ou la difficulté des transports, la rapidité des voies de communication, la proximité des centres populeux ou l'existence de certaines industries, sur lesquelles il nous est impossible d'insister, mais qui toutes influent fortement sur les genres de cultures,

(1) Voir plus haut p. 81.

(2) Demolins : *op. cit.*, p. 216.

et par suite, comme nous allons le voir, favorisent l'établissement de la grande ou de la petite propriété.

B. — *Influence des genres de culture.*

Si l'influence de « la nature du lieu » est considérable sur le développement naturel de la petite ou de la grande propriété rurale, nous devons considérer le « genre de culture » comme étant, lui aussi, un des facteurs principaux qui puissent favoriser, selon le cas, l'existence des grands et des petits domaines.

Comme le fait remarquer Hippolyte Passy (1), « les produits demandés à la terre sont divers, comme les besoins auxquels ils sont destinés à pourvoir. Les populations ne vivent pas seulement de viande et de pain.... Or, tous les produits ne réclament ni les mêmes quantités, ni les mêmes sortes de labeur. S'il en est qui n'exigent que peu de soins et de main-d'œuvre, d'autres, au contraire, en nécessitent beaucoup. »

Certaines cultures, très répandues du reste, nécessitent en effet des soins incessants et réclament les bras de tout un peuple de travailleurs :

Nous avons la culture de la vigne, à condition pourtant qu'elle ne puisse être faite, comme cela a lieu dans beaucoup de départements du midi de la France, à l'aide de chevaux et de la charrue, c'est-à-dire la culture de la vigne telle qu'elle est faite dans une

(1) H. Passy : *op. cit.*, p. 39.

très grande partie de la « Côte » Bourguignonne, à la pioche et à la bêche; les cultures du mûrier, de l'olivier, du chanvre, du lin, du tabac, etc., et en général les cultures maraîchères, que l'on rencontre principalement dans la campagne entourant les villes, dont les marchés assurent aux propriétaires un écoulement facile et un prix rémunérateur de leurs produits.

De telles cultures sont à peu près le monopole du petit propriétaire, et cela parce que seul ce dernier est capable de leur donner les soins minutieux qu'elles exigent, et que la surveillance d'un maître sur le travail d'un petit nombre de salariés ne saurait suffire à cette sorte d'industrie.

Aussi partout où nous voyons se développer un de ces genres de culture, nous trouvons aussi la propriété divisée; l'exemple le plus typique peut-être de ce fait, la commune d'Argenteuil nous le donne.

Cette commune, qui ne connaît plus guère que la culture de l'asperge et celle de la vigne, puisqu'elle a à peu près abandonné celle du figuier, possède un territoire de 1.500 hectares divisés en 45.000 parcelles, et chacune des familles qui l'habitent possède à peine deux hectares de terre (1).

D'autres genres de culture, au contraire, semblent offrir à la grande propriété des avantages plus con-

(1) Convert : dans son *Cours d'économie rurale à l'Institut national agronomique*.

sidérables qu'à la petite et favoriser son développement.

Lorsque dans une région les produits demandés au sol cultivé, tels que les céréales ou le bétail, exigent peu de main-d'œuvre et des travaux qui peuvent être abandonnés sous le contrôle du maître à des hommes de journée : « tout seconde l'établissement de la grande propriété, et il est rare qu'elle ne finisse pas par régner à peu près exclusivement (1). » Les départements français, en effet, grands producteurs de céréales ou de bétail, sont également ceux où la propriété est la moins divisée, et l'Angleterre, dont les fermes ne produisent que du grain et des animaux d'élevage ou de boucherie, a vu la petite propriété disparaître complètement, engloutie par les grands domaines.

C. — *Influence du milieu social sur le développement des petits domaines.*

Enfin, en troisième lieu, nous citerons, parmi les facteurs dont l'influence se fait vivement sentir sur le développement de l'une ou de l'autre des coupures de morcellement : le milieu social.

L'histoire nous le montre : à chaque état social correspond un état différent de la division du sol, et à mesure que les peuples évoluent vers la démocratie, la propriété foncière a tendance à se morceler, les grands domaines à disparaître.

(1) H. Passy : *op. cit.*, p. 42.

Nous avons étudié précédemment l'évolution de la petite propriété rurale dans notre pays, nous savons qu'elle est contemporaine du grand mouvement de l'affranchissement des serfs ; sans doute, ce n'est pas encore la petite propriété rurale, libre de toute entrave telle que nous l'avons aujourd'hui, mais la liberté concédée aux serfs était loin d'être complète, elle aussi. Nous savons encore qu'avec la royauté absolue, ce mouvement de la conquête du sol par le peuple s'arrête et ne reprend qu'à la veille de 1789, pour arriver enfin à son complet développement avec la Révolution qui proclame la liberté absolue et l'égalité de tous les citoyens.

Ce fait que la division du sol devient de plus en plus grande et que le développement des petits domaines prend de plus en plus d'extension à mesure que les peuples évoluent vers la démocratie, d'autres pays que le nôtre nous le prouvent : l'Angleterre, entre autres, où, sous une monarchie constitutionnelle, subsistent encore une partie des privilèges et certaines restrictions à l'égalité de tous les citoyens qui, depuis plus d'un siècle, ont disparu chez nous.

L'Angleterre, en effet, tend de jour en jour davantage vers la démocratie ; le socialisme, plus encore qu'en France, y a poussé de profondes racines, ayant trouvé dans les populations ouvrières industrielles si nombreuses, un milieu bien préparé pour accueillir favorablement ses doctrines, il a fait même, dans les classes élevées dans l'échelle sociale, des progrès incontestables. Et ce mouvement vers la démo-

cratie coïncide précisément avec une tendance de plus en plus grande à la constitution de la petite propriété rurale, à une plus grande division de la terre, et, par conséquent, à l'abolition, dans un temps rapproché, du droit d'aînesse, qui a tant contribué à maintenir dans ce pays le régime de la grande propriété.

Comment expliquer la coexistence de ces deux faits ? C'est que toujours les révolutions politiques sont suivies de révolutions économiques, et que l'évolution politique d'un peuple appelle aussi une évolution économique. La propriété foncière est le signe du pouvoir, elle lui est nécessaire, quand celui-ci change de mains, la propriété doit subir la même transformation. Les lois civiles, en effet, ont sur cette dernière, nous l'avons vu, une influence certaine, et ces lois s'inspirent de l'esprit de celui qui les fait. Si donc, dans un état social, le pouvoir appartient à une aristocratie, la propriété du sol doit, elle aussi, appartenir en grande partie à cette minorité, mais que cette aristocratie vienne un jour à perdre le pouvoir qu'elle détient ou à être obligée d'en abandonner une partie à une autre classe de la société, cette dernière acquiert en même temps la possibilité, la faculté de posséder la terre, possession qui est le signe de son indépendance. En somme, la petite propriété est la conséquence fatale de la démocratie ; elles sont en raison directe l'une de l'autre, et là où, comme en Angleterre, la souveraineté populaire tend à s'affirmer, la désagrégation des puissantes fortunes ter-

riennes suit une marche correspondante. En France, pays de la démocratie par excellence, niera-t-on l'émiettement des biens fonciers et leur diffusion générale ? Les quelques grandes propriétés foncières qui subsistent encore ne sont-elles pas, pour la plupart, les vestiges d'un autre âge, auquel chaque jour porte un nouveau coup ? D'ailleurs, cette dispersion d'une portion notable de la richesse nationale est tout à notre honneur puisqu'elle est en même temps la large répartition des fortunes jusqu'alors étroitement centralisées, c'est-à-dire la généralisation du bien-être.

C'est là une manifestation matérielle d'une morale plus élevée, d'une organisation politique meilleure, d'un nivellement relatif de disproportions choquantes, et c'est aussi une marche pacifique par la démocratie vers un idéal social supérieur. Constatation bien faite pour flatter notre légitime orgueil et qui, tout en nous laissant le premier rang dans l'évolution des peuples, nous ouvre largement la voie du progrès.

Conclusion.

En résumé et pour conclure, on peut dire que la petite propriété rurale, répandue presque partout dans les différents pays de l'Europe, tient en France une place des plus importantes, et comparable en étendue à celles qu'occupent la grande ou la moyenne avec laquelle elle marche de pair dans la plupart des départements quand elle ne joue pas le rôle prépon-

dérant. Loin de diminuer en nombre, les petits domaines ruraux tendent à se multiplier de jour en jour davantage, puisque malgré la crise qu'ils viennent de subir, leur chiffre a augmenté sensiblement pendant les dix années qui se sont écoulées entre les deux dernières statistiques agricoles publiées par le Ministère de l'Agriculture. Nul doute alors que la liquidation hypothécaire, que traverse encore aujourd'hui la petite propriété, une fois terminée, le morcellement ne reprenne sa marche en avant, comme pendant les années qui ont précédé la crise agricole.

Nous avons vu que la petite propriété était entre les mains de gens dont les qualités, au point de vue social, font la force et la richesse du pays, et qui représentent, comme on l'a dit, l'élément le plus sain moralement et le plus vigoureux physiquement de toute la population française.

Nous avons montré aussi le rôle important qu'elle était appelée à jouer dans notre société, et sans être *à priori* partisan du morcellement du sol ou de la concentration de la propriété foncière, puisque, suivant les circonstances, les grands ou les petits domaines sont naturellement appelés à se développer les uns ou les autres, nous devons conclure qu'il est nécessaire d'aider la petite propriété rurale à sortir rapidement de la crise dont elle souffre encore, et de la protéger le plus possible ensuite contre les maux qui pourraient l'atteindre. Sa disparition, en effet, serait pour la France un véritable malheur, malheur dont les pays qui ne connaissent guère que la grande pro-

priété commencent à souffrir, et qu'ils cherchent à atténuer en favorisant depuis quelque temps le développement rapide des petits domaines paysans.

Bien organiser le crédit rural, sans vouloir supprimer par là le crédit hypothécaire dont l'utilité est incontestable quand le paysan a besoin d'un assez grand nombre de capitaux, comme cela eut lieu pour la reconstitution des vignobles phylloxérés, engager les populations rurales à se syndiquer, à s'associer le plus possible, favoriser toute tentative faite en ce sens, sont, à notre avis, les meilleurs moyens par lesquels on puisse aider la petite propriété à sortir victorieuse de la crise qu'elle traverse. C'est de là que viendront les remèdes aux maux dont souffrent aujourd'hui, en France, les campagnes en général et la petite propriété en particulier.

VU :

M. VIGNES.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 20 octobre 1900.

*Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,*

CH. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- D'AVENEL, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800*.
- BAUDRILLARD, *Les Populations agricoles de la France*.
- MISS BENTHAM EDWARDS, *Apologie de la petite Propriété, Économiste Français*, 8 mars 1890.
- G. BLONDEL, *Mouvement rural en Allemagne*, *Revue politique et parlementaire*, 10 décembre 1899.
- BOISGUILLEBERT, *Le Détail de la France*.
- CHENON, *Les Démembrements de la Propriété foncière en France avant et après la Révolution*.
- Émile CHEVALLIER, *Grande et petite Industrie, grande et petite Propriété*, rapport du Jury international, publié sous la direction de M. A. Picard, groupe de l'Économie sociale, 1892.
- Émile CHEVALLIER, *La Propriété rurale en France et en Angleterre, Économiste Français*, 1893, tome I, p. 293.
- DES CILLEULS, *Le Morcellement avant le XIX^e siècle, Réforme sociale*, 1894, tome II, p. 747.
- CONVERT, *Économie rurale*.
- L. DE LAVERGNE, *Économie rurale*.
- DEMOLINS, *Les Français d'aujourd'hui*.
- DESCHANEL, Discours prononcé à la Chambre des Députés, en 1897; *Journal Officiel*, Chambre des Députés, 10 juillet 1897.
- HENRI DONIOL, *Histoire des classes rurales en France, Économiste Français : Les Cotes foncières en 1894, année 1893*, tome I, p. 743.
- FAUCHER, *État et tendance de la petite Propriété en France, Recue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1836.

DE FOVILLE, *Le Morcellement*.

GIMEL, *Division de la Propriété en France avant et après 1789*.

GLASSON, *Histoire du Droit et des institutions de la France*.

René HENRY, *La petite Propriété rurale en France*.

Clément JUGLARD, *La Crise agricole, Économiste Français*, 1898, tome I.

JAURÈS, Discours prononcé à la Chambre des Députés, juin 1897.

LEROY-BEAULIEU, *Traité d'Économie politique*.

LEROY-BEAULIEU, *De la Répartition du sol en France, Économiste Français*, 1897, juillet.

LEVASSEUR, *La Population en France*.

LOUTCHISKY, *La petite propriété en France à la veille de la Révolution et la vente des biens nationaux*.

MEYER et ARDENT, *Histoire politique de la petite Propriété*.

H^e PASSY, *Des systèmes de culture en France et leur influence sur l'Économie sociale*.

LE PLAY, *La Réforme sociale*.

PIOGEY, *Le Morcellement en France*, 1857.

PIRET, *Économie rurale*.

ROSCHER, *Traité d'Économie politique rurale*.

SOUCHON, *La Propriété paysanne, Étude d'économie rurale*.

Statistique décennale agricole, publiée par le Ministère de l'agriculture, 1882 et 1892.

ZOLLA, *Études d'Économie rurale*.

ZOLLA, *Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, 1^{re} et 2^e séries.

A. YOUNG, *Voyages en France*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Plan de l'étude.....	5
--------------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Problèmes connexes. — Définition de la petite propriété rurale

TITRE I. — Différents problèmes qui se posent à propos du morcellement. Division de la propriété. Dispersion et fractionnement parcellaire. Distinction de ces trois problèmes. La petite propriété, la petite culture et les cotes foncières.	7
TITRE II. — Définition de la petite propriété rurale. — Différentes idées qui peuvent servir de base au classement des coupures du morcellement : étendue, moyens de production, modes d'exploitation, situation sociale du propriétaire. — Notre définition.....	12

DEUXIÈME PARTIE

Évolution de la petite propriété rurale en France

Le morcellement est antérieur à la Révolution.

TITRE I. — La petite propriété rurale aux temps de la féodalité et de la monarchie absolue. — Le morcellement du sol est le résultat de l'affranchissement des serfs et de l'accensement. — Concentration de la propriété à partir du xvi ^e siècle	23
---	----

TITRE II. — État de la petite propriété à la veille de la Révolution. — La question du morcellement et quelques auteurs de la fin du XVIII ^e siècle	30
TITRE III. — La Révolution de 1789 et le morcellement du sol. — Influence de l'abolition des droits féodaux, de la vente des biens du clergé et du changement dans le régime successoral sur la constitution de la petite propriété rurale et la multiplication des petits domaines	43
TITRE IV. — Évolution de la petite propriété rurale au cours du XIX ^e siècle	61
TITRE V. — État actuel de la petite propriété rurale d'après les dernières statistique agricoles décennales. Sa population, son étendue, sa valeur. — Sa répartition géographique. — Avenir de la petite propriété	75

TROISIÈME PARTIE

Rôle social de la petite propriété rurale

Qualités physiques et morales du petit propriétaire rural.	
Avantages sociaux de la petite propriété : elle est un obstacle aux progrès du collectivisme. La petite propriété et la dépopulation. Elle arrête ou au moins ralentit l'émigration vers les villes	101

QUATRIÈME PARTIE

Valeur économique de la petite propriété rurale

Partisans et adversaires de la petite propriété.

A. — Valeur économique de la petite propriété au point de vue individuel	136
B. — Au point de vue de la société tout entière	138
C. — Il est possible de remédier aux défauts inhérents à la petite propriété ou du moins de les atténuer dans une large mesure quand on ne parvient pas à les faire disparaître complètement	151

CINQUIÈME PARTIE

Le morcellement du sol est soumis à l'influence de certains facteurs qui fournissent le développement de la grande ou celui de la petite propriété.

Influence sur la constitution et le développement des petits domaines :

Du milieu physique	162
Des genres de culture	168
Du milieu social	170
Conclusion	173
Index bibliographique	177

